

AFRIQUE

et développement

AFRICA

development

VOL. V NO. 4 1980



**CODESRIA**

## **Editorial Board – Comité de Rédaction**

*Editor – Rédacteur en Chef*

Abdalla S. bujra

*Assistants Editors – Rédacteurs en Chef adjoints.*

C. Atta-Mills, T. Mkandawire

*Publication Assistant – Assistant de Publication*

Abdoul A. Ly.

*Technical Adviser – Conseiller technique*

Hans Löser

*Book Review Editors – Responsables de critique des livres*

A. Mohiddin (Anglophone Africa)

B. Founou Tchigoua (Francophone Africa)

*Advisory Editorial Board – Comité Consultatif de la Rédaction*

Samir Amin

Mokhtar Diouf

Peter Anyang Nyong'o

Jacques Pegatienan Hiey

Fredj Stambouli

Abdellatif Benachenhou

Ilunga Ilunkamba

Claude Ake

CODESRIA acknowledges the support of number of African Governments, the Friedrich – Ebert Stiftung, SAREC and IDRC in the publication of this journal.

Le CODESRIA exprime sa gratitude aux Gouvernements Africains, à la Fondation Friedrich–Ebert, à la SAREC et à l'IDRC pour leur contribution à la publication de ce journal

**AFRICA DEVELOPMENT**  
**AFRIQUE ET DEVELOPPEMENT**

A QUARTERLY JOURNAL OF THE COUNCIL  
FOR THE DEVELOPMENT OF ECONOMIC AND  
SOCIAL RESEARCH IN AFRICA

REVUE TRIMESTRIELLE DU CONSEIL POUR  
LE DEVELOPPEMENT DE LA RECHERCHE  
ECONOMIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE

**VOL. V – No. 4**

Octobre – Décembre 1980

October – December 1980

*Edited by*

Abdalla S. BUJRA

C.O.D.E.S.R.I.A.



## CONTENTS -- SOMMAIRE

<b>CLAUDE AKE</b>	
Sciences Sociales et Développement.....	6
<b>S.A. BUJRA &amp; T. MKANDAWIRE</b>	
The Evolution of Social Sciences in Africa: Problems and Prospects.....	21
<b>PAUL B. VITTAE</b>	
National Objectives and Inter-University Cooperation in Africa: An Unresolved Dilemma.....	41
<b>✓A.O. SANDA</b>	
Social Science and Policy: The Nigerian Experience.....	49
<b>✓ADA A. MERE</b>	
The Impact of the Social Sciences on the Development and Planning of Social Welfare Services in Nigeria.....	60
<b>✓S. KODJO</b>	
Sciences Sociales et Société: Cas du Nigéria.....	68
<b>BOOK REVIEWS -- REVUE DES LIVRES</b>	
<b>B. FOUNOU-TCHUIGOU</b>	
Planification et Développement en Algérie 1962–1980 par Abdellatif BENACHENHOU.....	93
<b>TIMOTHY M. SHAW</b>	
Harmonization of African Foreign Policies, 1955–1975: The Political Economy of African Diplomacy.....	100
<b>FOCUS ON RESEARCH &amp; TRAINING INSTITUTES</b>	
Institute of Development Studies, University of Dar-es-Salaam, Tanzania.....	102
<b>ON WALTER RODNEY</b>	



# SCIENCES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT

Par

*Claude AKE* \*\*

## INTRODUCTION

Les liens existant entre les Sciences Sociales et le développement prêtent-ils à discussion ? En Afrique, on a généralement tendance à en faire deux domaines distincts et à supposer que la Science est la cause réelle ou potentielle du développement. Cette supposition est peut-être un peu exagérée. Comment peut-on distinguer la connaissance scientifique du monde naturel ou social, du développement et lui attribuer le rôle de moteur du développement ? Comment ne pas voir que la Science est une partie intégrante du développement ? En effet, quelle que soit la signification donnée au terme «développement», il est indéniable qu'il s'agit de l'accroissement systématique des capacités de l'homme à maîtriser son environnement, à satisfaire ses besoins et à réaliser son potentiel. Le développement des sciences sociales et naturelles constitue l'essence même de l'accroissement de ces capacités. La science sociale est le fondement de la conscience rationnelle et l'instrument avec lequel l'homme change et recrée son environnement au cours du processus de développement pour atteindre un niveau plus élevé de civilisation.

En résumé, lorsqu'on dit qu'une société se développe, cela implique que les sciences s'y développent également. Il importe d'ajouter que le niveau des connaissances scientifiques d'une société donne une image précise de l'histoire et des forces sociales prédominantes de cette société. On ne peut pas séparer la science des forces sociales, plus vastes, et faire du développement des connaissances scientifiques un problème qui n'intéresse que la science car il s'agit essentiellement d'un problème de changement social.

Ce sont là quelques réflexions qui sèment le doute dans l'esprit de toute personne qui supposerait que la relation entre sciences sociales et développement est problématique. Elles invitent notamment à se poser des questions sur les conclusions de la majorité des chercheurs africains qui considèrent que les sciences sociales sont un instrument indépendant pour la promotion du développement. Il est néanmoins intéressant de faire de la science et du développement deux domaines distincts et d'en étudier les interactions. Si l'on peut affirmer que dans toute société en développement, il y a un accroissement des connaissances scientifiques, il n'en découle pas pour autant que développement des sciences et développement soient synonymes ou que la science ne peut se concevoir hors du cadre du dévelop-

---

\* *Doyen de la Faculté des Sciences Sociales, Université de Port Harcourt, Nigéria.*

\*\* *Une première version anglaise, disponible sur demande, a été publiée par le CODESRIA sous forme de Publication Occasionnelle.*

pement. La science fait partie intégrante du processus de développement mais elle n'en est seulement qu'une partie. Aussi peut-on étudier ses interactions avec d'autres parties du développement. On peut ainsi analyser la dynamique interne du phénomène de développement, étudier les interactions des divers éléments et examiner l'impact de ces interactions sur les perspectives de développement plus poussé. En bref, les liens entre sciences sociales et développement peuvent prêter à discussion.

Toutefois, la présente conclusion ne constitue pas l'objet du débat. Il s'agit d'éviter les simplifications hâtives dans l'étude des liens entre sciences sociales et développement en montrant que l'on ne traite pas d'un simple problème de cause à effet. La science et le développement sont deux coordonnées variables qui sans cesse se rejoignent et se fondent, sans cesse se contredisent et sans cesse se recourent en nouvelles synthèses. Ceci étant, pour des raisons de clarification, notre exposé débutera par un examen du point de vue simpliste qui constitue à faire de la science, la cause du développement. Nous aborderons par la suite les aspects plus complexes de la question. Quels sont donc les problèmes posés par les liens entre les sciences sociales et le développement ?

## **PROBLEME DU DEVELOPPEMENT**

Le premier problème découle du fait que nos conceptions du développement sont confuses, pleines de contradictions et d'ambiguïtés. Tout effort pour définir les relations entre les sciences sociales et le développement devient futile eu égard aux difficultés d'appréhension du concept de développement. Comment analyser les relations entre les sciences sociales et le développement quant au départ, notre conception du développement est peu précise, confuse et contradictoire ? Qu'est-ce que le développement, ce but que nous nous sommes fixés et que nous cherchons à atteindre avec l'aide des sciences sociales ? Nous ne le savons pratiquement pas. Sachant que les Africains se sont totalement engagés à la réalisation du développement de leurs pays et en ont fait leur premier objectif national, toute conception fautive du développement aura pour résultats un gaspillage d'énergie, de ressources nationales et un affaiblissement du sens civique. Il apparaît donc clairement que la contribution la plus importante que les sciences pourraient apporter au développement de l'Afrique serait de fournir une définition adéquate du concept de développement.

Il importe toutefois de préciser la nature de la contribution souhaitée. Il nous faut tout d'abord montrer en quoi les conceptions actuelles du développement sont inadéquates. C'est là une tâche aisée. Les conceptions africaines du développement sont peu appropriées car elles sont trop inspirées de celles de l'Occident. Il est maintenant tout à fait évident que les responsables gouvernementaux africains admettent que les pays occidentaux industrialisés correspondent à une approximation historique de l'idéal de sociétés développées. Cet état de choses s'explique probablement par le fait que l'Occident a joué un rôle important dans l'histoire de l'Afrique et sa longue domination de ce continent a eu pour conséquence une influence décisive de ses notions tant dans la conscience que sur les conditions matérielles de l'Afrique contemporaine. Il peut également s'expliquer par l'impressionnante avance technologique, la croissance économique et l'industrialisation de l'Occident.



Il n'en reste pas moins que ces éléments ne constituent pas le développement. Ils garantissent non pas le développement, mais la possibilité de développement. Il est malheureusement trop aisé de les confondre avec la réalisation du développement. Quelle que soit la raison, il n'en demeure pas moins que les conceptions actuelles de développement en Afrique (du moins les plus importantes) tendent à se donner l'Occident pour modèle.

Nous ne voulons pas dire par là que les responsables gouvernementaux ou les chercheurs affirment leur préférence pour la notion occidentale de développement, ni qu'ils soient conscients du fait qu'ils la choisissent pour modèle. En fait, ils sont généralement très critiques du concept occidental de développement, ils reprochent essentiellement à l'Occident de confondre croissance économique et développement et d'avoir une notion trop matérialiste du développement. Ces critiques sont, pourrait-on dire, «rituelles». Elles sont rapidement émises et tout aussi rapidement oubliées. Car, en général, lorsque ces responsables ou chercheurs africains, une fois ces généralités émises, s'efforcent de spécifier en termes concrets leurs stratégies et politiques de développement, ils reprennent les mêmes concepts qu'ils critiquaient si vivement. L'analyse des plans de développement des pays africains révèle qu'ils sont très similaires tant dans les choses qu'ils cherchent à réaliser que dans leurs méthodes. Il ne faut peut-être pas trop attendre des politiciens qui, sous la pression des exigences politiques et celle d'économies qui sont des satellites de celles des pays occidentaux industrialisés, choisissent généralement d'opposer une moindre résistance et d'accepter les notions occidentales. Mais l'on est en droit d'attendre autre chose des chercheurs africains, notamment des spécialistes en sciences sociales.

Les spécialistes africains en sciences sociales ont généralement été critiques des conceptions occidentales de développement prédominant en Afrique. Toutefois, ces critiques tendent à être émises pour la forme. Tout comme les politiciens, ces chercheurs critiquent les conceptions occidentales mais les acceptent implicitement. Certaines études sont toutefois des exemples de critique rigoureuse et de rejet sans équivoque des notions occidentales de développement. On peut ainsi citer l'ouvrage de Samir Amin : *«Accumulation à l'échelle mondiale»*. Cet ouvrage constitue une excellente critique de la théorie du sous-développement. Tout en traitant de sous-développement, l'auteur fait également une critique exhaustive des conceptions occidentales sur le processus et les moyens d'atteindre le développement. Le livre de J. Rweyemamu, *«Sous-développement et Industrialisation en Tanzanie»*, est également un bon ouvrage quoique la critique des notions occidentales de développement y soit explicite. De telles études ayant traité de ce sujet de façon exhaustive, il n'y a plus lieu de s'étendre plus longuement sur la critique des conceptions occidentales, il est maintenant nécessaire de s'atteler à une tâche plus positive, celle de cerner de façon plus appropriée le concept de développement et de définir, avec précision et en termes pratiques les voies et moyens de réaliser le développement de l'Afrique.

La nécessité d'une telle tâche semble avoir été perçue comme l'indiquent certains éléments. Ainsi, plusieurs chefs d'état africains, tels L.S. SENGHOR (*«Socialisme Africain»*) et Jomo KENYATTA (*«Government of*

*Kenya Sessional Paper No.10*), se sont efforcés de proposer leurs propres idéologies de développement. Les efforts les plus systématiques et les mieux connus dans ce domaine sont sans doute ceux de Julius NYERERE de Tanzanie qui, dans une série de publications officielles et d'ouvrages («*Education and Self-Reliance*», «*Socialism and Self-Reliance*», «*Tanu Guidelines*», «*Freedom & Socialism*», «*Freedom and Unity*», «*The Arusha Declaration*», «*The Rational Choice*»), a élaboré sa conception du développement, basée sur les notions d'Ujamaa et d'auto-suffisance.

D'autres leaders africains ont essayé de trouver un modèle de développement différent en optant pour le socialisme scientifique. Ce sont, entre autres, Mengistu en Ethiopie, S. Machel en Mozambique et le gouvernement du MPLA, en Angola.

On note, non sans intérêt, que les chercheurs africains et plus précisément les spécialistes en sciences sociales, ont peu contribué à l'élaboration de concepts de développement plus appropriés, susceptibles de remplacer les modèles occidentaux actuellement adoptés.

Certains chercheurs ont préconisé le modèle socialiste ; c'est le cas des membres de l'Académie Nigériane des Arts et Sciences qui ont patronné la publication d'un ouvrage intitulé «*Economic Development of Nigeria : The Socialist Alternatives*». La majorité des chercheurs qui se sont intéressés au problème se sont généralement contentés d'émettre des platitudes telles que, l'homme doit être le point de mire du développement, le développement ne devrait pas avoir pour unique objet la croissance économique mais plutôt l'amélioration de la qualité de la vie dans la société... On remarque avec intérêt que les Agences des Nations Unies, notamment la C.E.A., se sont davantage penchées sur la question de l'élaboration d'un concept de développement plus adéquat que les instituts de recherche, les universités et les chercheurs individuels. C'est grâce aux travaux des Agences des Nations Unies que de nouveaux concepts intéressants tels la capacitation et l'approche unifiée ont été élaborés. Les ouvrages suivants : «*rapport sur une approche unifiée à l'analyse et à la planification de développement*» (Commission des Nations Unies pour le développement social E/CM.5/519. 5 Décembre 1974), «*Application de l'approche unifiée à l'analyse et la planification du développement en Afrique*» (C.E.A.E/CM.14 C.A.P.,6. 14 – 30 Septembre 1976), «*Cadre des Principes pour la mise en œuvre du Nouvel Ordre Economique Mondial en Afrique*», C.E.A.E/CN 14/ECO/90. Rev. 3. 25 Juin 1976), donnent une bonne idée des efforts fournis par les Agences des Nations Unies pour explorer de nouvelles voies dans ce domaine et formulent de nouvelles propositions tout à fait intéressantes. Malheureusement, aucun de ces documents ne propose de solution de rechange à la notion occidentale de développement ; dans le meilleur des cas, quelques modifications mineures y sont suggérées.

Le besoin de formuler un nouveau modèle de développement demeure très urgent en dépit de ces efforts. En effet, on s'aperçoit que les propositions formulées, non seulement ne résolvent pas le problème mais, dans certains cas même, le compliquent. Certains leaders africains qui ont essayé d'élaborer de nouvelles idéologies de développement n'ont pour unique souci que de promouvoir le culte de leur personnalité. Ils n'ont pas donné d'indications précises sur le processus de développement ; ils n'en ont probablement jamais eu l'intention. Souvent, les implications des politiques

préconisées sont marginales ou négatives ; marginales, car leurs concepts originaux manquent de rigueur et les détails de leur mise en oeuvre restent obscurs ; négatives car elles créent un désordre et masquent des politiques qui perpétuent les structures économiques coloniales encore existantes. Même les pays qui ont choisi le socialisme économique sont loin d'avoir réussi à réorienter leurs plans de développement. Les idéologies et les théoriciens de ces pays devront, en un premier temps, repenser, je dirais même, recréer le socialisme en se fondant sur les réalités africaines. Tant que cette tâche nécessaire ne sera pas accomplie, il sera difficile d'affirmer qu'il existe un modèle socialiste de rechange. Tant que cette tâche ne sera pas accomplie, l'adoption d'un modèle de développement socialiste n'aura pour effets que de fournir des résultats étrangers et, probablement, de discréditer le socialisme.

En résumé, une tâche pressante doit être exécutée. Les Africains, notamment les spécialistes en sciences sociales, doivent s'efforcer de trouver un modèle de développement plus conforme aux réalités africaines que les modèles occidentaux actuellement adoptés. Tant que cette œuvre ne sera pas réalisée, l'Afrique continuera à mal utiliser ses énergies et à gaspiller ses ressources. C'est aux sciences sociales qu'il revient d'apporter cette contribution décisive.

Pour difficile que sera cette tâche, il sera plus ardu de détourner les pays africains des idéologies et stratégies de développement qu'ils ont actuellement choisies. Car, bien que ces idéologies et pratiques jouent un rôle déterminant dans la perpétuation du sous-développement, elles servent des intérêts puissants qui, non seulement opposeront une grande résistance à toute tentative de changement pour d'autres idéologies mais empêcheront également l'élaboration de théories nouvelles en raison de la profonde influence qu'ils exercent dans le monde sur la production d'idées. La création d'un modèle de développement plus approprié est donc une tâche très complexe ; elle implique à la fois un combat intellectuel et un très dur combat politique. Les sciences sociales et les spécialistes en sciences sont-ils capables de mener à bien cette tâche ? La réponse est loin d'être claire.

## **NATURE DES CONNAISSANCES EN SCIENCES SOCIALES**

Avant de procéder à un examen critique du concept de développement et d'élaborer une idéologie et une théorie de développement plus conformes aux réalités africaines, les spécialistes en sciences sociales doivent tout d'abord faire une analyse critique de leur propre domaine de spécialisation. On peut dire que les concepts de développement adoptés actuellement en Afrique reflètent les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir comme nous l'avons déjà souligné ; on peut également dire qu'il reflètent les faiblesses des sciences sociales telles qu'elles sont pratiquées en Afrique. La plus haute priorité doit être accordée à la recherche sur la nature des sciences sociales en Afrique car il importe de connaître parfaitement toutes les caractéristiques de ce domaine pour pouvoir évaluer pleinement son potentiel d'utilisation pour le développement. Une bonne connaissance de ce domaine permettra également de la changer plus facilement. Quelles sont les principales caracté-

téristiques des sciences sociales en Afrique ? Quelles sont les implications de ces caractéristiques. Les sciences sociales sont-elles pertinentes aux réalités africaines ? Quelle est notamment leur pertinence par rapport au développement ?

Il me paraît nécessaire de relever brièvement deux objections qui pourraient être faites à ces questions. Tout d'abord on pourra objecter que la question d'une science sociale adaptée aux réalités africaines ne se pose pas car, de par sa nature même, la science est universelle. On pourra également arguer que la pertinence n'est pas un critère pertinent pour juger la science car la raison d'être de toute science est d'engendrer de nouvelles connaissances. Ces arguments ne sont pas convaincants. Quand on parle de science plus conforme aux réalités africaines, il ne s'agit pas d'une science africaine spéciale qui aurait ses propres principes ou sa propre méthodologie. Ainsi par exemple, lorsque les physiciens déclarent que la théorie de la relativité s'applique aux systèmes moléculaires et que celle des quantum s'applique aux systèmes microscopiques, ils ne parlent pas de deux sciences physiques différentes. Ils parlent de deux théories, faisant partie d'une seule science physique et qui s'appliquent plus particulièrement à un domaine bien déterminé de la physique. Ainsi, en réclamant des sciences sociales adaptées au contexte africain, on ne nie pas nécessairement le caractère universel des sciences sociales occidentales ; on ne préconise pas non plus la création de sciences sociales purement africaines. On demande des sciences qui étudieraient plus précisément certains aspects et problèmes spécifiques aux peuples africains. Les principes des théories scientifiques peuvent avoir une valeur universelle sans pour autant être pertinents en ce qui concerne une situation donnée tout simplement parce que le type de problèmes particuliers que résout cette théorie ne se posent pas dans cette situation. Quant à la pertinence, il est évident qu'il s'agit d'un critère tout à fait valable pour juger la science. La théorie de la science pour la science n'a jamais été rationnelle. Elle est absolument réfutée par les résultats de toute étude portant sur les circonstances qui ont donné lieu au progrès scientifique. D'une façon générale, le point de départ de toute recherche scientifique est le fait qu'il y ait un problème pratique à résoudre. Lorsqu'il n'y a pas de problèmes, en particulier de problèmes pratiques, il n'y a pas de progrès scientifiques ou très peu. On peut même affirmer que dès que la recherche scientifique se penche tout particulièrement sur les problèmes pressants qui se posent aux membres de la société, toutes les chances sont réunies pour que de grands progrès soient accomplis. Ainsi donc, lorsqu'on exige que la science soit pertinente, on n'entend pas par là la mettre uniquement au service de l'homme ; il s'agit d'assurer la présence d'une condition essentielle au progrès scientifique. Félicitons les spécialistes africains en sciences sociales pour avoir tous compris que la pertinence est un critère pertinent. C'est là un aspect positif des travaux de réévaluation générale des sciences sociales entrepris par les chercheurs africains et qui devront avoir pour résultat d'avancer la création de sciences sociales plus appropriées. De grands progrès ont été réalisés dans ce domaine. La majeure partie des ouvrages traitant de la nature des sciences sociales en Afrique ainsi que des liens qui existent entre ces

sciences et le développement, ont été présentés lors des conférences suivantes :

1. Sciences Sociales et Planification du Développement en Afrique au Sud du Sahara. Nairobi, 2–6 Décembre 1974.
2. Recherche Sociale et Développement National au Nigéria (Social Research and National Development), Nigerian Institute for Social and Economic Research, Ibadan, September–October 1975.
3. Etat et Rôle des Sciences Sociales en Afrique, Centre de Coordination des Recherches et de la Documentation en Sciences Sociales desservant l'Afrique Sub-Saharienne, CERDAS, Zaïre, 29 Nov. – 4 Déc. 1977.
4. Sciences Sociales, Recherche et Développement National en Afrique, CODESRIA/DSRC, Khartoum, 4–8 Novembre 1978.
5. Impact des Sciences Sociales sur les Politiques des Secteurs Public et Privé au Nigéria UNESCO/NISER, Ibadan, 4–6 Juin 1979.
6. Social Science Research Methodologies and their relevance to African Development CERDAS, Douala, Cameroun, 24–28 Avril 1978.
7. Formulation des Politiques des Sciences Sociales en Afrique Sub-Saharienne, UNESCO, Kinshasa, Zaïre, 8–12 Octobre 1979.

Outre ces documents de conférence, on peut également citer d'autres ouvrages utiles sur la nature des sciences sociales en Afrique ainsi que leurs relations avec le développement. Ce sont, entre autres :

- B. Onimode, «Towards New Orientations for Economics in Developing Countries» in *Nigerian Journal of Economic and Social Studies*, Vol. 18, No. 3, Novembre 1976.
- E. Edozian, «The Development of Economics and the Economics of Development», Discours d'ouverture de la Conférence Annuelle de la Nigerian Economic Society, Kano, Mai 1980 ;
- I. Livingston (ed.) «*The Teaching of Economics in Africa*» (Chatte and Windus, 1973). Les articles recueillis dans ce dernier ouvrage proviennent de documents présentés lors d'une conférence tenue à Dar-es-Salaam et portant sur «L'Enseignement de l'Economie dans les Universités Africaines (The Teaching of Economics in African Universities) ;
- C. Okonjo «On the Teaching of Economics in Nigeria», *Nigerian Journal of Economic and Social Studies*, Vol. 5, No. 2, 1963.

La lecture de tels ouvrages permet de se faire une idée plus précise des carences des sciences sociales en Afrique. En premier lieu, les théories actuelles des sciences sociales en Afrique sont très largement importées d'Occident. Or ce sont des théories qui ont été élaborées en réponse à des problèmes spécifiques à l'Occident et qui sont totalement imprégnées des valeurs des sociétés occidentales. C'est là, en partie, la raison pour laquelle ces théories ne s'adaptent pas très bien au contexte africain, notamment pour faire progresser le développement. Elles traitent de problèmes qui ne sont pas si importants en Afrique et leurs valeurs sont souvent en conflit avec celles que le développement nécessite en Afrique.

Deuxièmement, ces études montrent également, qu'en Afrique, les sciences sociales ont été divisées en disciplines trop spécialisées, d'où un phénomène de cloisonnement à outrance. Ce phénomène s'explique bien dans les sociétés occidentales qui ont proclamé la «fin des idéologies», ce qui signifie que ces sociétés ayant résolu leurs principaux problèmes internes, il ne leur reste plus qu'à s'attaquer aux questions mineures de nature spécifique et très technique. Quels que soient les avantages que le cloisonnement des disciplines présente pour l'Occident, ce système n'est pas très utile en Afrique. Sur notre continent, en effet, les problèmes majeurs sont loin d'avoir été résolus ; celui du développement notamment, très complexe, qui, pour être résolu, nécessitera des changements gigantesques à chaque niveau de la société. Il semblerait qu'une approche multidisciplinaire soit la solution la plus appropriée à cet effet.

Troisièmement, les théories occidentales des sciences sociales en Afrique utilisent des approches analytiques telles que la théorie des systèmes et le fonctionnalisme structurel qui sont trop statiques et ne s'adaptent généralement bien qu'à des situations d'équilibre. Une théorie adaptée au contexte africain devrait pouvoir traiter de situations contradictoires et répondre à des changements rapides et intervenant à différents niveaux à la fois.

Quatrièmement, on se trouve confronté au problème d'objectivité erronée. Il se présente sous deux formes. Tout d'abord, il y a la tendance à confondre empirisme et science et à porter l'attention sur les données quantifiables à telle enseigne qu'on en arrive à survoir ou à oublier les problèmes importants qui ne peuvent être quantifiés. Il y a également la tendance qui consiste à encourager la croyance que le spécialiste en sciences sociales doit se placer hors des combats de la société et demeurer neutre et détaché. Ce type d'objectivité se révélerait particulièrement négatif en Afrique. L'Afrique ne se trouve pas confrontée à des problèmes spécifiques d'ordre mineur, ne nécessitant que des changements marginaux et de nature technique. Pour résoudre les nombreux et difficiles problèmes qui se posent en Afrique, la seule attitude souhaitable est, non pas le détachement, mais un engagement total.

Certains chercheurs se sont penchés sur un autre aspect des sciences sociales en Afrique. Ils ont étudié les implications générales notamment pour le développement des sociétés, des théories prévalant actuellement en Afrique. Pour ce faire, ils ont effectué une analyse approfondie des méthodologies, techniques, théories, modèles, paradigmes et recherche privilégiée en vue de déterminer les valeurs qu'elles supposent et celles qu'elles cherchent à maximiser. Certains documents présentés lors des conférences susmentionnées portent sur cet aspect du problème. Deux de ces documents méritent d'être cités ; il s'agit de : BUJRA et MKANDAWIRE «Evolution des Sciences Sociales en Afrique : Problèmes et Perspectives», document présenté lors d'une conférence de l'UNESCO, Kinshasa, 1979 ; AMIN, ATTA-MILLS, BUJRA, HAMID & MKANDAWIRE, «Les Sciences Sociales et la Crise du Développement en Afrique : Problèmes et Perspectives», document présenté à la conférence CODESRIA/DSRC, Khartoum, 1978. Les études que l'auteur de la présente communication a réalisées sur les sciences sociales en Afrique portent uniquement sur ce type de critique. On pourra se reporter notamment aux documents suivants : «Social Science, Dependence and Under-Development», présenté à la conférence UNESCO/NISER 1979 .

«Issues of Social Science in Nigeria», soumis au groupe d'experts de l'UNESCO à Kinshasa, 1979 ; «*Social Science as Imperialism*» (Ibadan University Press, 1979).

Les spécialistes africains en sciences sociales ont mieux réussi à révéler les défaillances des sciences sociales «reçues» en vogue qu'à en élaborer de plus appropriées. En fait, ils se sont à peine attelés à la tâche de créer une théorie plus conforme au contexte africain, la critique des théories actuelles étant un préliminaire essentiel au lancement de nouvelles idées.

Les références plus fréquentes au Marxisme sont les seules indications de possibilités d'autres théories de sciences sociales. Ainsi par exemple, A. Nnoli préconise le Marxisme dans «*Marxist Method of Social Research and its Relevance in Africa*», document CERDAS, 1979. Toutefois, le Marxisme est plus utilisé comme moyen de critique que comme nouvelle théorie de sciences sociales. Il sera nécessaire de re-interpréter et de le recréer dans le contexte africain. Tant que cela ne sera pas réalisé, le marxisme ne pourra pas être considéré comme une alternative valable. Ne peut-on donc rien faire de mieux que de montrer la nécessité de créer des sciences sociales plus appropriées et d'espérer qu'elles seront un jour élaborées ?

## CONDITION DE PROGRES DES SCIENCES SOCIALES EN AFRIQUE

Pour élaborer une théorie plus conforme des Sciences Sociales, il sera utile de conduire une étude sur le contexte social des connaissances en ce domaine en Afrique. Car c'est en étudiant ce contexte que nous serons à même d'identifier les facteurs influençant les sciences sociales en Afrique. Quelles sont les éléments à étudier et comment devra être conduite cette étude ?

### *Ressources Humaines*

Le premier élément à étudier est celui des ressources humaines. Il serait nécessaire de commencer par faire un inventaire détaillé des spécialistes africains en Sciences Sociales. Le CODESRIA et le CERDAS s'occupent de cette question quoique l'on ne sache pas encore dans quelle mesure leur action ait été couronnée de succès. Outre cet inventaire, il faudra également procéder à une analyse du nombre de spécialistes en Sciences Sociales par rapport au très grand nombre de travaux de recherche requis en Afrique et par rapport à la demande en spécialistes de disciplines proches des Sciences Sociales tant dans le secteur public que privé. Il ne semble pas que ce type de recherche ait été entrepris. Peut-être parce qu'une partie des données requises se trouve généralement dans les études sur les ressources humaines réalisées par les gouvernements africains et que de toutes façons, il est peu probable que de telles études apportent de grandes précisions sur la situation de l'offre et de la demande de spécialistes en Sciences Sociales en Afrique.

Car actuellement, le problème critique pour l'Afrique est la création de Sciences Sociales mieux adaptées aux besoins de ce continent plus particulièrement, à celui du développement. Le facteur primordial est donc la qualité et non la quantité, des chercheurs africains en Sciences Sociales.

L'étude des facteurs influençant la qualité des Sciences Sociales en Afrique et des spécialistes en ce domaine est donc un tâche plus pressante que la compilation d'un inventaire. Une telle étude pourrait partiellement porter sur une analyse détaillée des programmes de Sciences Sociales dans les institutions d'enseignement supérieur en Afrique. Certains chercheurs ont brièvement traité de cette question dans leurs articles. On peut citer par exemple : I. Nzimiro, «Social Science in Nigeria», *Third World Forum Occasional Paper* No.1, 1978 ; P. Anyang Nyong'o, «The Teaching of the Social Sciences in East Africa», *Africa Development* Vol. III, No.4, 1978 ; M. Diouf, «Les Sciences Sociales en Afrique Francophone», *Africa Development*, Vol. III, No.4, 1978 ; David Court «The Idea of Social Science in East Africa», Institute for the Development Studies, Nairobi, 1978. En 1977, lors de sa réunion annuelle, le Bureau Exécutif du CERDAS lui a requis de réaliser une évaluation de la situation des Sciences Sociales en Afrique ; il lui a également demandé d'identifier et d'évaluer les infrastructures dont dispose actuellement la recherche en Sciences Sociales ainsi que les tendances futures en ce domaine. Le Secrétariat du CERDAS a recruté un certain nombre d'experts pour réaliser des enquêtes au niveau national, conformément aux directives de son Bureau Exécutif. Ces enquêtes furent terminées en 1978. Certaines d'entre elles, notamment celle de A. Jinadu «Social Science and Development in Nigeria», ont contribué à donner un tableau plus clair du cadre institutionnel et de quelques facteurs influençant les Sciences Sociales en Afrique.

Pour le moment, on dispose essentiellement d'enquêtes sur les programmes d'enseignement et d'études générales sur le développement historique des instituts de Sciences Sociales. Il importe maintenant de réaliser des études détaillées sur les facteurs ayant eu une influence décisive sur la formation des spécialistes africains en Sciences Sociales. Il semblerait que le fait que les principaux chercheurs africains aient généralement été formés en Occident ait joué un rôle décisif ; Il serait intéressant de déterminer les institutions fréquentées et le type de formation qu'ils y ont reçu.

Enfin, il serait également instructif d'étudier les liens existant entre les chercheurs et instituts africains avec ceux d'autres parties du monde. Tout semble indiquer que les résultats d'une telle étude révéleraient que les liens les plus étroits sont ceux qui existent avec l'Occident. Des travaux de recherche dans ce domaine montreraient probablement qu'il existe peu de relation horizontale entre spécialistes et instituts de Sciences Sociales de diverses parties d'Afrique ; on verrait que ces liens sont plutôt verticaux et rattachent les experts et institutions-satellites africains à l'occident. Cette situation pourrait s'expliquer objectivement par le fait que l'Occident contrôle la majeure partie des institutions grâce à son prestige international, aux fonds attribués, aux moyens mis à la disposition de la recherche, à la publication de journaux, etc... Les travaux requis n'ont pas encore été réalisés. Une fois cette recherche effectuée, on prendra mieux conscience des facteurs influençant les Sciences Sociales en Afrique et un grand pas aura été franchi vers l'élaboration d'une théorie nouvelle et plus conforme des Sciences Sociales.



*Structures de Recherche*

Si l'on veut étudier les facteurs qui ont joué un rôle capital sur la formation des Sciences Sociales en Afrique, il convient d'examiner avec attention les structures dont on dispose. Quelles sont les structures disponibles ? Quel est le cadre institutionnel de la recherche ? Qui finance la recherche ? De nombreux auteurs se sont penchés sur ces questions et y ont apportés des réponses intéressantes. Ainsi par exemple, on peut citer les documents suivants : P. Ghai «Social Research on Development and Development Institutes in Africa», *IDS Discussion Paper No.197*, Université de Nairobi, 1974 ; R. Akindele «The Organization and Financing of Scientific Research in Nigeria», *Quarterly Journal of Administration*, Vol.7, 1973 ; Senga et Migot-Adholla, «Social Science Research and National Development in Kenya», *Africa Development*, Vol. III, No. 4, 1978 ; J. Pegatienan – Hiby, «Le Rôle des Instituts de Recherche dans les Pays Africains à l'Economie de Marché», *Africa Development*, Vol. III, No. 4, 1978.

Les travaux dans ce domaine sont encore très succincts. Il est de la plus haute importance que des études comparatives sur l'ensemble de l'Afrique soient menées de façon systématique et approfondie. Il serait ainsi utile de comparer le financement et les résultats des recherches entreprises par les universités, les organismes privés et les agences gouvernementales. On s'apercevrait probablement que la majeure partie des travaux de recherche en Sciences Sociales est entreprise, en Afrique, par des agences gouvernementales et par des instituts étrangers. C'est là sans doute l'une des raisons pour lesquelles si peu de progrès ont été réalisés en matière de développement en Afrique. La recherche patronnée par des organismes étrangers est généralement pleine de préjugés culturels qui peuvent être négatifs en Afrique. Ce type de recherche porte toujours sur des questions qui présentent un intérêt pour les chercheurs, instituts et gouvernements étrangers mais qui ne répondront nullement aux besoins de développement en Afrique. C'est plus que la notion d'utilité qui est là en cause ; en effet, lorsqu'une science ne répond pas aux besoins de son contexte, il lui manque une condition essentielle pour son développement.

Le problème se place à un autre niveau. Les organismes étrangers qui patronnent la recherche en Afrique ont des intérêts très divergents ; ainsi, les intérêts d'un organisme tel que la FONDATION FORD, changent souvent. Une telle situation a pour effet de rendre la recherche en Afrique fragmentaire et chaotique, ce qui empêche l'accumulation des connaissances.

La recherche patronnée par les gouvernements présente également certains de ces inconvénients. Sous la pression des problèmes pratiques, les gouvernements se taillent une recherche «sur mesure». De même, les gouvernements africains tendent à s'accrocher au pouvoir et à être trop soucieux du maintien de l'ordre en place. La recherche conduite sous leur patronage est rarement originale et il est peu probable qu'elle favorise les questions sur les changements fondamentaux de la société. En effet, il semblerait que la recherche financée par les gouvernements en Afrique se préoccupe uniquement de problèmes spécifiques limités et de nature technique tels que : études de factibilité, collecte d'information sur la croissance démographique, études sur les ressources humaines, sur la productivité, etc...

La recherche patronnée par le secteur privé a les mêmes caractéristiques. Il semble donc que seule la recherche universitaire pourrait répondre à notre souhait sur un changement radical de direction. Malheureusement, c'est un type de recherche qui attire peu de financement.

Ces quelques remarques ne sont que des suggestions que nous offrons, non pas pour préjuger des résultats des travaux à entreprendre mais plutôt pour en souligner l'importance.

## CONTEXTE POLITIQUE

Il est également nécessaire d'analyser l'influence de la situation politique sur la production, la distribution et l'utilisation des Sciences Sociales. Comme nous l'avons déjà indiqué les Sciences Sociales (ou toute autre Science) ne peuvent être isolées des contradictions de la société. Toute recherche scientifique a pour point de départ tel but que l'on désire atteindre ou tel intérêt que l'on perçoit. La science se développe en vertu des problèmes considérés comme importants dans une société donnée, surtout de ceux qui dominent ladite société. Le type de sciences sociales prévalant actuellement en Afrique n'est peut-être pas tout à fait ce qu'il devrait être mais il ne saurait en être autrement en ce sens qu'il reflète les intérêts des classes dominantes en Afrique et les réalités de la dépendance économique de l'Afrique vis-à-vis de l'Occident. Ce n'est là qu'une supposition raisonnable qui se justifie largement. Il importe de s'éloigner de cette supposition et de l'attitude générale qui consiste à considérer «*Les Sciences Sociales en tant qu'Impérialisme*» et de s'efforcer de déterminer les valeurs et les intérêts exerçant les influences les plus décisives sur la production des Sciences Sociales, les formes que peuvent prendre ces influences et la façon dont elles agissent sur la nature des Sciences Sociales. De telles recherches ne consisteront pas en une étude unique de la genèse des Sciences Sociales actuelles. Il y a le problème corollaire du découragement d'autres disciplines des Sciences Sociales. Il semble qu'en Afrique, les classes dominantes ont un préjugé très défavorable contre les Sciences Sociales en général et certaines de leurs disciplines, en particulier. Le développement de certains secteurs, telle la gestion, soulève beaucoup d'enthousiasme alors que l'ensemble des autres disciplines est considéré avec une grande hostilité. On se méfie de ces disciplines ou du moins, des personnes qui les pratiquent. On a tendance à en faire les apôtres du progressisme ou du radicalisme. Dans les quelques pays africains anglophones que l'auteur de la présente communication connaît bien, on parle souvent du caractère nuisible des Sciences Sociales. Au Nigéria, par exemple, un rapport publié par la Commission Nationale des Universités (*Report of the Academic Planning Group*) déclare qu'il «semble quelquefois que le nombre de spécialistes en Sciences Sociales soit trop élevé ; il faudrait donc que le nombre des facultés soit réduit». En se basant sur les rapports étudiants – facultés et les projections sur les inscriptions d'étudiants fournis dans ce document, il apparaît que les Sciences Sociales se classent après les sciences physiques, les arts et lettres. On note toutefois avec intérêt que ce classement ne correspond pas aux besoins en personnel qualifié dans des domaines proches des Sciences Sociales, besoins indiqués dans des études sur les ressources humaines telles «*A survey of Graduate Employment Prospects 1973/74 à 1975/76*» (Enquête sur les perspectives

d'emplois des étudiants diplômés), République Fédérale du Nigéria, Etudes sur les Ressources Humaines, No.16. Le refus du gouvernement nigérian à créer un Conseil des Sciences Sociales est une preuve supplémentaire du préjugé défavorable qui sévit dans ce domaine, car d'autres Conseils ont été établis par ailleurs. Ce sont : le Conseil sur la Recherche Agricole 1971 ; le Conseil sur la Recherche Industrielle, 1971 ; le Conseil sur la Recherche Médicale, 1971 ; le Conseil sur la Recherche en Sciences Naturelles, 1973. En Juin 1980 enfin, le gouvernement nigérian a annoncé que les sept nouvelles universités qu'il se propose de construire n'offriront que des programmes de sciences naturelles. Tout semble indiquer que cette attitude n'est pas particulière à ce seul pays. Les sciences sociales occupent une place mineure dans la majorité des programmes universitaires en Afrique et seuls quelques instituts spécialisés se soucient de faire avancer la recherche en sciences sociales (voir par exemple «*Directory of Social Research and Training Establishments in Africa*», publié par le Centre de Développement de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique).

## UTILISATION DES CONNAISSANCES EN SCIENCES SOCIALES

On se préoccupe beaucoup de l'utilisation des sciences sociales aux fins de promotion de développement et des politiques publiques. Quand les spécialistes en sciences sociales discutent de la pertinence de leurs études, ils débattent en réalité du problème de leur utilisation. Les spécialistes conservateurs qui n'admettent pas les carences des théories actuellement prônées en Afrique estiment que le problème le plus aigü est celui de leur utilisation. A leur avis, les sciences sociales ne réussissent pas à promouvoir le développement non parce que les connaissances en ce domaine sont insuffisantes, ni parce que les théories existantes sont inadéquates mais parce que ces théories ne sont pas pleinement utilisées. Ils déplorent que les théories actuelles ne soient pas utilisables car elles ne soutiennent pas suffisamment les buts et idéaux de ceux qui détiennent le pouvoir. Ces arguments, généralement invoqués par les politiciens et planificateurs, sont avancés pour expliquer les raisons pour lesquelles la recherche en Sciences Sociales bénéficie si peu du patronage des gouvernements. Pourtant, d'autres affirment que les Sciences Sociales n'aident pas au développement de l'Afrique précisément parce qu'elles se soucient trop d'être d'une utilisation pratique aux planificateurs, dont la conception de l'intérêt public n'est que trop erronée et égoïste.

D'après ces opinions diverses et contradictoires, il est évident que le problème de l'utilisation des Sciences Sociales n'est pas clair. Y a-t-il un problème d'utilisation ? Il est tout à fait probable que la majeure partie des recherches systématiques en Sciences Sociales ait été réalisée par les départements de la recherche des ministères et agences gouvernementales tels que les Divisions de la recherche des Ministères du Plan et du Développement Economique, des Banques Centrales, des Ministères de l'Agriculture, du Logement et des Affaires Sociales. D'autres travaux sont ailleurs conduits par des organismes patronnés par les gouvernements tels que l'Institut Nigérian de Recherche Sociale et Economique et l'Institut des Etudes sur le Développement à Nairobi (Kenya). Une grande partie des études menées par ces organismes portent sur des projets qui leur sont commandités

par les gouvernements à des fins spécifiques. Il n'y a pas réellement de problème d'utilisation pour ce type de recherche. La production et l'utilisation des données recueillies sont pratiquement simultanées car la recherche répond à des questions pressantes et fournit des données sur des problèmes urgents. Une telle recherche n'est probablement pas fondamentale et elle contribue peu à l'accroissement des connaissances. Elle est néanmoins utilisée quoique son efficacité soit difficile à évaluer.

Dans certains cas, le problème de l'utilisation des Sciences Sociales peut être considéré comme inexistant. Comme nous l'avons déjà indiqué, les valeurs et les intérêts majeurs d'une société donnée jouent un rôle déterminant sur la nature et le développement des sciences dans ladite société. Divers chercheurs ont conclu que les Sciences Sociales en Afrique préconisaient la notion d'ordre, à savoir que le développement peut être atteint par des moyens compatibles avec le maintien des modes et relations de production actuels. Si cela était vraiment la nature et le but des Sciences Sociales prévalant actuellement en Afrique, il n'y a donc pas lieu d'en faire une critique car elles servent une fonction fondamentale.

Un troisième argument appuie la thèse selon laquelle l'utilisation des Sciences Sociales n'est pas un problème important. On a déjà indiqué plus haut qu'en Afrique, les Sciences Sociales étaient si étroitement inspirées des valeurs occidentales et si préoccupées de problèmes tels que celui de l'ordre et du développement capitaliste, qu'elles n'encouragent ni la pensée dialectique, ni les changements révolutionnaires. En conséquence, elles sont considérées inadéquates pour l'Afrique et dans ce cas, la question de leur utilisation devient tout à fait secondaire. Elle le sera d'autant plus dans la mesure où certains chercheurs jugent que ce type de Sciences Sociales est négatif et même pernicieux. Si ces objections sont fondées, on doit alors conclure que l'utilisation des connaissances en Sciences Sociales devrait être une question d'importance moindre que celle de la mise au point de théories plus appropriées au contexte africain. Néanmoins, il serait erroné de conclure que le problème de l'utilisation ne se pose pas ou est secondaire. En effet, on ne peut séparer la mise au point et l'application pratique de théories de Sciences Sociales. S'il n'y a pas élaboration de sciences nouvelles, il ne peut, bien sûr y avoir un problème d'application pratique. Par ailleurs, le développement de la science est stimulé par la question de son utilisation ultérieure. Ainsi donc, il convient de prêter une attention soutenue à ces trois questions : élaboration, développement et utilisation.

La question de l'application pratique des Sciences Sociales suscite beaucoup d'intérêts. De nombreuses communications présentées lors des conférences mentionnées dans la présente étude ont traité de ce problème. Certaines conférences, telle celle de l'UNESCO/NISER sur l'«Impact des Sciences Sociales sur les Politiques des Secteurs Public et Privé au Nigéria» portaient précisément sur ce problème. Plusieurs documents soumis à cette conférence traitaient assez superficiellement de la question mais d'autres l'étudiaient de façon plus approfondie.

Ce sont, notamment : T. Egunjobi, «The Chasm Between Social Sciences Researchers and Policy-Makers», I. Fadayomi, «An Assessment of the Impact of Migration Research on Relevant Policy in Nigeria» ; S. Idele, «The Responsiveness of Statistical Research to National Development Policy in Nigeria». Outre ces documents de conférence, on peut également citer

d'autres ouvrages utiles sur le problème de l'application pratique des Sciences Sociales : P. Stevens, «Social Sciences Involvement in African Development», *The African Studies Review*, Vol. XXI, No.3, 1978 ; V. Eleazu, «Think Tanks and National Development», Nigerian Institute of International Affairs.

Malgré ces études, les connaissances sur l'utilisation des Sciences Sociales sont encore très insuffisantes. La question n'a jamais été traitée de façon rigoureuse et systématique sans doute parce qu'une étude approfondie de ce problème particulier nécessiterait de très longues et très onéreuses recherches.

Plus grave même, est le fait que nous ne sachions pas exactement à quel niveau se pose ce problème d'utilisation des Sciences Sociales. Est-ce parce que les théories actuelles ne sont pas appliquées effectivement ? ou parce qu'elles sont inutilisables ? Est-ce un problème de restriction de l'usage de ces théories qui, dans le meilleur des cas, sont inadéquates et dans le pire, pernicieuses ? Voilà quelques unes des questions que l'on peut se poser. Certaines d'entre elles sont peut-être superflues mais seule une analyse nous permettrait de le démontrer. Il se pourrait que chaque façon de poser le problème soit valable, mais là encore il serait nécessaire de mener une étude pour le confirmer. Il se pourrait également que les diverses options soient susceptibles d'être mises en synthèse ou du moins systématiser. En bref, il convient de clarifier le problème d'application pratique des Sciences Sociales. Ce sera une tâche difficile que l'on pourrait faciliter sans doute en commençant par conduire des travaux de recherche sur la question fondamentale suivante : Qui utilise les connaissances en Sciences Sociales, comment et pourquoi ? Car une fois que nous pourrions répondre à cette question, le problème sera perçu avec plus de précision.

Enfin, c'est là un point capital, lorsque cette question sera résolue, un grand pas aura été franchi et il sera plus aisé de comprendre les facteurs influençant l'élaboration des théories en Sciences Sociales ainsi que les raisons pour lesquelles les théories adoptées actuellement en Afrique présentent de telles caractéristiques. Lorsqu'à leur tour ces points seront éclaircis, il sera plus aisé de définir les voies et moyens à utiliser pour réorienter les Sciences Sociales ou du moins pour identifier les obstacles qui entravent une telle ré-orientation.

Les suggestions offertes dans la présente étude sur les liens entre Sciences Sociales et Développement montrent que les différents aspects du problème ne peuvent être cloisonnés. Il sera nécessaire de mener des recherches simultanément et sur divers fronts : définir un concept de développement plus approprié, élaborer des théories de Sciences Sociales plus conformes, étudier les problèmes de mise au point et d'application des connaissances en Sciences Sociales. Il importerait en fait d'établir non point divers programmes de recherche, mais un seul qui engloberait tous ces aspects.

## SUMMARY

In this article the writer looks at the relationship between social sciences and development in Africa with the view of suggesting the ways in which social sciences could be more useful to the development process in Africa. His first two paragraphs analyse the problem of development itself and the nature of social science knowledge. He points out that «misconceptions of development could lead to misdirection of energy, waste of national resources and the weakening of the sense of national purpose». Therefore one of the major contributions of social science is to try and provide an adequate conception of development. But if social science is to look critically at the conception of development, it must also look critically at itself. Although efforts have been made at various conferences and seminars to describe the nature of the prevailing social science, and the general relationship of social science to development, the new directions of the social sciences which are to be created are not yet clearly mapped out.

In the rest of the article, the author comments briefly on the conditions of the growth of social science in Africa on such aspects as manpower, research facilities, the political context and the utilization of social science knowledge, etc ...

The study of the manpower resources in social science is certainly one of the first task to achieve concerning the problem of manpower. It should begin with a careful inventory of African Social Scientists. However, since the critical problem for Africa is the production of a social science which is more appropriate for Africa's development needs, the quality of African Social Scientists will thus become a critical aspect. A most important step towards this would be a detailed analysis of the content of social science curricula especially in institutions of higher learning in Africa. As for research facilities, more detailed and systematic work on a comparative basis for the whole of Africa is of the highest priority. One useful approach would be to compare the effects of the funding and conducting of research in universities, private organizations and government establishments.

It is also important to investigate the political situation as it influences the production, distribution and use of social science, because social science, like any other science cannot be isolated from the contradictions of the social context. In any case, the type of social science prevailing in Africa may not be all it ought to be but it is all it can be in the sense that it reflects the interests of the ruling classes in Africa and the realities of the economic dependence of Africa on the West.

The last condition for the growth of social science in Africa is the problem of the utilization of social science knowledge. Although it does not seem to be conspicuous to researchers, the production of science in general and social science in particular cannot be separated from its utilization. But since the problem of utilization is not clear in itself, the first task set to African Social Scientists is to clarify it by determining who uses social science knowledge, how and why.

The author concludes by suggesting that since scholarly effort has to be made simultaneously on several fronts, what appears to be needed is not several research programmes but one comprehensive research programme.

# THE EVOLUTION OF SOCIAL SCIENCE IN AFRICA PROBLEMS AND PROSPECTS

By

*Abdalla S. BUJRA* : \*

&

*Thandika MKANDAWIRE* : \*\*

Hide nothing from the masses of our people. Tell no Lies. Expost lies whenever they are told. Mask no difficulties, mistakes, failures. Claim no easy victories... \*\*\*

## INTRODUCTION

In this paper we look at the problematic posed by the complex relationship between research on African societies, Social Science and the Development process of African countries. The paper is divided into three parts. In part one we briefly look at the evolution of research on African societies during the colonial period. This part is called the Historical Perspective. In part two we examine the inherited institutions and the development of both institutions and structures of higher educations and social science research in Africa during the post-colonial period. In part three of the paper we examine the development or evolution of the content of social science since independence to the present, and briefly analyse the nature of theories and concepts in relation to the evolution of the economies of African countries. Finally we briefly make certain tentative suggestions concerning the possibilities of future development of social science in Africa.

## PART I – THE HISTORICAL PERSPECTIVE

The establishment of colonialism in the continent of Africa and the consequent deepening of capitalist structures of exploitations throughout the continent set a chain of reaction throughout the continent. The first major response of African societies was military resistance to colonial occupation of their countries. This resistance started at the end of the last century but was eventually defeated militarily because of the poor military technology existing in Africa at the time. After the conquest came a period of «stability» which continued until the end of the second World War. After the second World War a second stage of resistance began and this developed into the nationalist movements which emerged throughout the continent in different forms and with different strength. This second stage of

---

\* *Executive Secretary of CODESRIA.*

\*\* *Coordinator Southern Africa, – Project: CODESRIA.*

\*\*\* *Amilcar CABRAL, Revolution in Guinea, Stage One, London, 1969.*

resistance (through the nationalist movement) eventually led to the granting of political independence to the African countries by the colonial powers. The bench mark period for independence for the majority of countries was between 1960 and 1965.

During the colonial period, the colonial powers were faced with two fundamental problems. Firstly in order to establish capitalist economic structures both in rural and urban areas, it was necessary for the colonial powers to have what can only be called political «stability». Secondly because of the various forms of resistance that took place during the establishment of colonialist and because of the destructive nature of capitalist economic structures in relation to pre-capitalist modes of production, there was a serious need for the colonial system to effectively control labour so that it can be utilized for the new forms of economic structures which were being introduced. The control of labour was very critical for the emerging colonial economics both in rural and urban areas. Thus in order to fulfil these two requirements of the colonial situation, it was necessary for the colonial powers to have a deeper understanding of the African communities in terms of their social, economic and political structures. Hence from the very early period of colonial and capitalist penetration in Africa there was concomitantly a serious attempt to study African societies in all their aspects. The evolution of the so called African studies therefore is intimately linked with the colonial powers and the objective needs of the colonial situation. Hence the ascendancy in Britain, France and Belgium of Anthropology as the major discipline in the study of African societies. Later, after World War II and particularly after independence, Sociology, Economics and Political Science assumed a dominant role in research on African societies. There are particular reasons for this change which we cannot discuss here.

A review of the studies and literature produced by specialists from the metropolitan countries on African societies during the colonial period, clearly reflects the objective need for scientific information on African societies by both the colonial states and the colonial capitalists (owners and managers of mines, plantations and commercial enterprises). These studies concentrated mainly, on the following problematic of the colonial context. (a) The migration process, (b) the land tenure and farming systems, (c) the kinship and political structures, and (d) the process of urbanization and the rural urban linkages.

It is very clear that it is in these areas that both the colonial states and the colonial capitalist were facing problems. It was necessary for the colonial economy to understand the migration process in order to utilize labour more effectively and in order to avoid disruption of its enterprises (plantation and mining industries and commerce). Similarly it was necessary for the colonial economy to understand the subsistent pre-capitalist farming system and the nature of land tenure in order once again to be able to introduce new forms of agriculture which would complement the plantation system and the mining industries which were growing in different parts of Africa. Similarly as commerce and small industries began to emerge in the urban centres the process of labour migration, the rural farming systems and the very nature of urban structures and rural urban linkages became important for both the colonial state and the industrialist and commercial classes in the urban areas. It was necessary for these classes to understand the nature of the labour that has



come to town, the kind of stability or lack of stability that existed with this labour force and so on. Thus clearly and from the earliest period, the colonial economy had specific need to understand the way in which African societies were reacting to the penetration of the capitalist mode of production.

The colonial state itself also needed very important information concerning the political structures of African communities in order to effectively maintain administrative and political control over African societies. This was irrespective of the different forms and methods of control used by the different colonial powers in different parts of Africa. Hence the very large body of literature which undertook to study the kinship system and political structures of African societies in different parts of Africa.

Behind the many specialists who came to Africa to study African societies there were formidable institutional and financial structures which backed these researchers. All the centers and institutions which specialized in research on African societies were totally financed by the metropolitan countries.

To start with, in every metropolitan country there were specific universities and research institutes which specialized in the study of colonial peoples. This is of course the case for Britain, France, Belgium, Spain and Portugal. These metropolitan research institutes and universities had specialists who performed two functions. One was to undertake research in Africa and secondly to train administrators who were going to serve in the colonial administration. As colonialism deepened and as the need for more information increased, the colonial powers extended the institutional structures further and created research centers in Africa itself. These research centers were again financed by the metropolitan colonial powers as well as certain colonial capitalists such as owners of mines and plantations. These research centers were exclusively manned by specialists from the colonial powers. They had very strong linkages with both the colonial state, the colonial industrialist and farmers and also strong linkages with the metropolitan universities and research institutes which specialized on Africa. Thus the research centers in Africa were advanced outpost of metropolitan universities and research institutes, for collecting information, analyzing it and feeding it back. Such well known research centers as the E.A.I.S.R. (for East Africa), the Rhodes-Livingston Institute (for Central Africa), IFAN (for Francophone West Africa), to name only a few had large teams of specialists (mainly Anthropologist) who carried out extensive research on African societies. These centers had no financial difficulties. These centers in collaboration with metropolitan universities are responsible for the majority of literature produced on African societies in both Anglophone and Francophone parts of Africa. The same pattern of course existed in South Africa where similar research centers also played a critical role for the state and for the capitalist enterprises. It is therefore important to make the point that these centers manned by specialists from metropolitan countries not only undertook research in the various field mentioned, but they became the factories for producing both hard information as well as theories, concepts and tools for analyzing African societies.

The evolution of the study of African societies during the colonial period, passed through various stages which we need not describe in details here.

As the need for African manpower to aid in the administration of the colonial state and the colonial economy increased, it became necessary to create institutions of higher education for the training of higher level manpower. This became important especially after the second World War when the colonial powers began to realise that under the pressure of the nationalist struggle they will eventually have to concede political control to the African people. Hence began the evolution in many African countries of such institutions which passed through various stages and which eventually ended up as universities either just before independence or immediately after independence. These universities not only trained high level manpower but also began to undertake research which was previously done by the colonial research centers. Indeed most of these centers of research created during the colonial period were eventually absorbed and became part of the new African universities. It is important therefore to make two points here. Firstly the absorption of these research centers created by the colonial powers into the universities of the independent African states. Secondly the new universities themselves and the research institutes or centers which absorbed continued to be under the control and domination of specialist from metropolitan countries. Thus as an important corollary to this development all the literature on African societies and the theoretical framework and techniques of analyses produced and developed by the colonial specialist (both in metropolitan countries and in the centers in the colonies) were taken over by the new universities and accepted as «scientific» literature without questioning the colonial context and therefore the validity of the literature. Hence this carry over of the stock of knowledge from the colonial period through into the new national institutions of the emerging independent African countries was extremely important and thus provided what we can only call the «intellectual and scientific» continuity from the colonial period to the post colonial period. Thus the new universities and the research institutes which were created later in most African countries did not start from a clean slate, but rather with an inherited stock of knowledge and personnel in all fields – social science, humanities, education and of course later on in the natural sciences, technology, agriculture and medicine. To us the importance of this continuity is that it maintained during the 60s and 70s the dominance of conventional social science (of bourgeois origin and orientation)\* in both teaching and research. There were of course other mechanisms which have also significantly contributed to this situation. Some of these are discussed below.

## **PART II – STRUCTURAL AND INSTITUTIONAL CONTEXT OF THE DEVELOPMENT OF SOCIAL SCIENCE IN AFRICA.**

As is clear from the above, social science in post independence Africa has not developed or existed in a vacuum. In this second part of the paper we look at a number of important issues related to the «development» of social science in Africa. First of all we look at the expansion of institutions in which social science research is based in the post independence period. Secondly, we

---

\* For a detailed characterisation of conventional social science, see CODESRIA's Working Paper on «Social Science and the Development Crisis in Africa» *Africa Development Vol. III No 4 1978.*

look at the general orientation of African research institutes. And thirdly we look at the whole question of funding of research in Africa.

It is clear from what we have said earlier that post independence social science research and teaching in Africa has existed within both specific institutional and structural context as well as within an ideological framework of the capitalist mode of production from which conventional social science itself originated. We first look at the institutional and structural context.

Just before and immediately after independence there was, in many African countries an expansion of universities and colleges of various types for obvious reasons. There are of course a few important exceptions such as Egypt, Nigeria, Sierra Leone and one or two other countries.

Firstly let us look at the nature and the reasons for the creation of these universities which provided the major forum for research and teaching of social science. Most universities and colleges of various types were created for the primary purpose of training high level manpower for the institutions of the states themselves and for the commercial and industrial sectors of the national economies. As to what kind of social science research and teaching was done at these universities, the importance of continuity from the colonial period, and the strategic role played by metropolitan universities through the vertical links between them and African universities – These issues have been excellently dealt with by a number of sub-regional case studies, specially prepared by CODESRIA for this conference.\* We therefore need not repeat the detailed analyses of these papers which corroborate our main contention. We would however like to emphasize a few points which clearly come out in these case studies and also from our surveys and experience in CODESRIA. These points relate to the major characteristics concerning the expansion of institutions and structures of universities and research institutes during the early post independence period.

(a) Universities were set up before independence in a number of strategic countries which had important colonial research centers – such as Uganda, Zambia, Zaïre, Nigeria and Senegal etc. In these strategic countries the universities absorbed, at the time of independence, the old colonial research centers which became the most important units within the post independence universities and which played a significant role in legitimising the «scientific» nature of the literature on African societies produced during the colonial period and buttressed by metropolitan conventional social sciences. Furthermore the former colonial research centers which had a rich body of literature from the colonial period became important in terms of providing leadership in research within the countries concerned.

- 
- \* 1. *Towards a Social Science Policy in English Speaking West Africa* : by Claude AKE.
2. *Social Science Policies in Africa : The Case of Botswana, Lesotho and Swaziland*: by Frank BAFFOE.
3. *The Teaching of Social Sciences in East Africa*: by Peter Anyang NYONG'O.
4. *Les Sciences Sociales en Afrique de l'Ouest Francophone* : by Mokhtar DIOUF.

(b) Given the pressure by the states on universities to produce as many graduates as quickly as possible, it was therefore to be expected that the universities (which were at this time dominated by expatriate staff) used almost exclusively the existing conventional social science for teaching and research. The early post independence period thus saw the reproduction and strengthening of the major bourgeois social science disciplines of economics, sociology, political science, public administration, business management, etc. This situation was not conducive to innovation and progressive changes in the social sciences. Indeed it definitely blocked any possible changes. Reproduction and imitation of conventional social science reigned supreme during this period.

(c) Again in the early period of independence in most African countries almost all universities recruited the majority of their teaching staff and researchers from the former metropolitan countries. It is not necessary here to describe the structure of recruitment between the African universities and the metropolitan countries. These are well known and as institutions they still continue to recruit professors and lecturers in Britain, France, Belgium and Portugal for universities in the African countries.

In many countries, research institutes per se were created some years later after the universities. These research institutes went through two important phases of development. In the first phase, they were almost totally dominated by expatriates from metropolitan countries and North America.\* Additionally most of the important research undertaken in these research institutes during this early period were financed from external sources. Hence the research institutes of most African countries during this early period tended to reinforce the inherited social science which prevailed at the level of university teaching. The second phase of these research institutes was what we can only call the phase of localization of personnel in these research institutes. In the majority of cases the research institutes went through a certain period of conflict between local and indigenous researchers on the one hand and the expatriate specialists from North America and metropolitan countries on the other. This conflict centered on the question of (a) the control of research institutes themselves and therefore their ultimate direction in terms of research, and (b) in terms of research priorities. The eventual outcome of this conflict has been the triumph of localization, which is of course a reflection of policies of localization in general during the post independence period. Whether the first period in which the research institutes were dominated by expatriates from outside differ fundamentally in terms of the nature of its research from the later period of local control of research institutes is a question for debate. We would like here to refer you to two excellent papers concerning this problem. Both these papers do refer to the evolution of research institutes in these two different countries and the role of these research institutes in terms of the overall development of social science in their respective countries.

---

\* *North American social scientists began to play an important role in social science research in Africa after independence.*

Again we would like to point out that some of the important issues related to the nature, orientation and direction of research at both university level and the research institutes in African countries, are discussed below when we discuss the question of funding of research in African countries, both external and internal.

We would like now to turn briefly to the question of the relationship between the research institutes, universities and governments. In most African countries (again with the exception of a few countries) there is only one university and one major research institute. Both universities and research institutes are seen as very important institutions related to the state itself. Hence the relationship between universities and research institutes on the one hand and the state on the other is very very strong and complex in most African countries. For example, the appointment of Vice-Chancellor, the appointment of Directors of Research institutes, the appointments of senior professors and lecturers at the universities, are often taken as important issues in which the state itself has certain interest. Indeed it is the state which finances almost totally the universities and research institutes, thus giving the states important leverage in controlling the orientation of the universities. Similarly the majority of students get their scholarships from the governments. These are some examples of the strong links between the universities and research institutes on the one hand and the state on the other. There are of course important implications concerning the development of research and the teaching of social science in African universities and research institutes precisely because of this strong relationship. In many cases universities are seen by the state as simply training institutions. Similarly research institutes as such are also viewed as institutions which should undertake research which will be useful to the state itself. To what extent therefore this strong relationship allows flexibility for the development of social science from the perspective of the nation itself, is an issue which needs to be discussed in more detail. Some of these issues are discussed below when we come to the question of funding both external and internal.

## **GENERAL ORIENTATION OF RESEARCH INSTITUTES IN AFRICA**

By the late 60s and early 70s, localization of personnel in research institutes was more or less completed. By this period most African governments were implementing «Development Plans» as important instruments of social development. At the same time most governments were encountering many serious problems in rural areas, urban centers, in the private and nationalized industrial sectors, foreign exchange problems, difficulties in public administration, inflation, unemployment, etc. Hence research into these different areas and fragmented problems became important and was given priority. Though most governments created their own departmental research units in the various ministries, nevertheless many African governments began to put pressure on research institutes to undertake research on these various problems. Furthermore because many research institutes had become localized in terms of personnel, many governments felt more confident in having their own nationals undertake research for the government. But this situation in which government puts pressure on research

institutes to undertake research on problems identified by the government could hardly be considered conducive to bringing about changes in the very nature and thinking of social science itself. Like the early period when the *Universities* were under pressure to produce graduates, local researchers in research institutes also came under pressure from government to undertake many research projects and to produce results and reports as quickly as possible for government consumption. These researchers also had no alternative but to fall back to the conventional models and tools of research which they have learned from Europe and North America and which exists and dominates the African universities. As pointed out above concerning the universities, the research institutes similarly had little room for innovative research and the development of a more relevant and progressive social science.

The success of localization policies in research institutes led to a certain reduction in the level and intensity of the traditional vertical linkages with metropolitan countries. At the same time African research institutes began to diversify their linkages by establishing relations with Scandinavians, Germans, Americans, Canadian institutes and scholars. The diversification of links by African research institutes (and universities) reflects two important aspects of the African situation. Firstly the non-colonial Western European and North America began to extend their interest and active involvement in Africa. We will not discuss this particular issue here. Secondly African research institutes could not establish alternative linkages with other African research institutes i.e. horizontal linkages within the continent. We will briefly discuss this second aspect.

There were and still are important objective difficulties in the creation of horizontal linkages within Africa. To start with, during the 60s and even during the early 70s, there were no regional organizations such as CODESRIA whose main objective is the creation of horizontal linkages among African research institutes. Secondly there are major problems of communication in terms of language, different social science tradition inherited from the various colonial powers, physical difficulties of movement by individuals within the continent and the absence of common literature, archives and exchange of information. Thirdly there has always been political reasons for lack of horizontal linkages. For example the first and most promising experiment in this field was the creation of the East African University, composed of Makerere, Nairobi and Dar-es-Salaam university colleges. For a period of a few years this particular sub-region went through an important experimental phase in which linkages between the social science community of the three parts of the East African university were strong and well established. The university provided incentive to the social science community in East Africa for the development of ideas, exchange of information and experience and thus leading to innovation in social science research and teaching. However when the East African community broke down for political reasons the university of East Africa also broke down into three different and independent universities (Makerere, Nairobi and Dar-es-Salaam universities). Thus the earlier cooperation, in research and all the advantages which ensured from that cooperation, began to disappear, leading to the present situation in which the three universities are isolated from each other. The break down of the East African university was not because of lack of cooperation and initiative by the social science community, but because of political factors which intervened in the situation.

Additionally by the middle 70s many governments were going through serious economic, financial and political problems. Many states felt the need to control what they considered their most important institutions of high education groups and «foreign» ideologies. There were therefore many states which had policies of either directly or indirectly controlling the output of research and content of teaching at the universities and research institutes. The small social science community of many African countries often felt threatened by the power of the state and therefore tended (with a few noble exceptions) to conform rather than react against the power of the state. Movements to other countries were often controlled partly for political reasons and partly for economic and financial reasons. Thus as the economic and political situation in various African countries deteriorated, conformity became the order of the day and creating links with other African scholars became more and more difficult. This was and is at a time when horizontal linkages are, objectively, most needed. Indeed the difficult problems of travelling between African countries, foreign exchange problems, the difficulty of obtaining visas, etc. made this cooperation and creating of links between institutes and researchers in the continent more and more difficult. In contrast to this was the ease in which African researchers could travel to Europe and to North America without facing the kind of difficulties that they normally meet in travelling within Africa. All these seemingly small matters assume certain importance in their totality.

Why should the creation of horizontal linkages amongst African research institutes and universities as an alternative to the vertical linkages with institutions in Europe and North America, be more productive in terms of the development of social science in Africa? The simple answer is that the more the vertical linkages are entrenched in African universities and research institutes the more dominant will conventional social science continue to be in Africa. On the other hand the creation of horizontal linkages between researchers and research institutes within Africa need not automatically lead to innovation and a more relevant and critical social science. Nevertheless we do believe that horizontal linkages can be much more innovative and productive because of the nature of the experience of underdevelopment in different African countries. As African researchers interact intensively, they will begin to see that the wider African experience has certain general characteristics in terms of the problems of development by the different countries, and in terms of the various solutions adopted, etc. As African researchers begin to have a wider perspective on the African experience, and as more information on these problems is exchanged, we are sure that certain re-examination and re-thinking of conventional social science will take place and indeed is beginning to take place in some areas. We expect this re-examination and re-thinking will eventually lead to the acceptance of a more relevant and critical social science. Though such critical social science has existed in a few centers in Africa, it is only now that it is emerging as a stronger force. Indeed in Latin America it was this very process i.e. the generalization of the Latin America experience as a whole, which led to the development of the various critical schools in social science in Latin America. Obviously there are important differences between Latin America and Africa which we need not discuss in this paper. Nevertheless it is this expected development in social science in Africa, emanating from the creation of horizontal linkages, which give sustenance to those of us who work in CODESRIA.

## PROBLEMS OF FUNDING

The problems of funding impinge not only on the quantity of research but also on the quality and direction of research. It is a well-known fact that underdeveloped countries account for less than 5 per cent of total world expenditure on research. The obvious implication is that in the underdeveloped countries only a very small percentage of scientific personnel will, at any given time, be devoted to research, most of the personnel being confined to administrative and teaching tasks. An immediate result of this limitation on resource availability will be low levels of research output at least in quantitative terms.

These problems of resource scarcity and research capacity have been extensively discussed in both national and international fora and need no further elaboration here. We shall therefore proceed to deal with other implications of research funding especially on the content of research in Africa.

### *Internal Funding*

In Africa virtually all the internal sources of funds are State or parastatal. These sources of funds tend to view research along two broad lines: (a) An instrumental or praxiological function of research and (b) an ideological legitimization function. Very rarely will a government welcome a critical function of research except perhaps where such research is directed towards external factors (e.g. Transnational firm, imperialism or neocolonialism) although even here the realization that these external factors have internal manifestations within the state structure may provoke government annoyance at the direction of research.

At first sight the instrumental function of research would seem the least problematic. After all the urgency of development is generally understood and the need to mobilize a country's resources, including her meager intellectual capital, should be clear to everyone. In the African context where «development planning» has been widely accepted it would appear that such planning provides a framework for research orientation. Researchers should provide the state with information necessary not only for the drawing up of plans but also for their actual implementation. Such information may take the form of house-hold surveys, studies on demographic shifts, rural surveys, manpower needs, analyses, etc. In general the need for the regularity of such studies will lead to their routinization and oftentimes bureaucratization within specific ministries or departments. Research will then involve no more than routine statistical exercises. (1) Due to limited funds and institutional rivalries very little funds will be available for researchers outside government ministries or departments. Indeed once such research has been routinized, research outside the formal government structures may appear superfluous. A result is that few extra-governmental institutions such as universities are not able to carry out empirical research due to shortage of funds.



However, even when funds are made available to institutions outside direct government control, several problems arise leading to mutual distrust between governments and the commissioned researchers. One major source of friction is the haphazard nature of planning in Africa, a planning usually characterized by the absence of coherent social development programmes and priorities. This leads to the inability of the official funding authorities to formulate in a coherent manner research programmes necessary for the society's developmental and planning needs. Even where an internally consistent plan document exists clearly indicating what areas need further research, the widespread discrepancy between the drawing up of plans and their implementation can be a source of frustration and alienation as researchers are increasingly convinced there is neither the political will nor the institutional mechanism for the systematic utilization of research findings as inputs in the planning effort. For researchers, this may lead to a kind of «intellectual emigration» into mindless model-building or arcane preoccupations with more intellectually or internationally «respectable» subjects, further convincing the funding authorities that university researchers are «too academic» and therefore irrelevant. Where researchers go further and begin to question the political structures or the institutional mechanisms involved in planning, charges of «academic irresponsibility» will be raised. The inclination from government side to internalize and routinize instrumental research within the ministries and department will be reinforced thus starring non-government researchers of funds.

A more problematic relationship between state funding authorities and researchers arises from the former's desire to use researchers to legitimize or at least reinforce certain ideological positions adopted by the leadership and the latter's quest for academic freedom and intellectual autonomy. For historical reasons, African leaders have had an unusual proclivity to establish what they believe are indigenous ideological constructs to guide the development process. Such «ideologies» as Nyerere's «Ujamaa», Kaunda's «Humanism», Nasser's «Arab Socialism», Senghor's «African Socialism», Tolbert's «Humanistic Capitalism», Mobutu's «Authenticity», to name only a few of the well-known ones, have entered the arena of African politics. In some cases, the leaders announcing these ideologies have directly or indirectly demanded that researchers contribute towards the further elaboration, justification or even implementation of these ideologies. Funds have been more favourably allocated to research considered positive towards these ideologies. While it is true that some simple-minded or even opportunistic work has come up in line with some of these ideologies, in general African researchers have eschewed dwelling directly, let alone critically, with these constructs.

Several reasons for African researchers distancing from these issues can be named. In the case of some of the earlier formulations, African scholars doing their postgraduate studies abroad were constrained from showing interest in these ideologies because their host institutes in Europe or America usually refused to see these ideological formulations as worthy of serious academic consideration. The dominant structural-functionalist approach in the universities of Europe and America was basically with the role of ideology in the process of «modernization». This was particularly so since in this approach ideology had been declared dead and in retrospect, prematurely so.

A second factor was the finality with which some of these ideologies were launched. They became state policy and immediately sacrosanct. In only a few cases, (Tanzania and Senegal immediately come to mind) did the leadership permit relatively open academic discussion and questioning of official ideology. In most cases, academic work on these ideologies was at best purely expository and at worst purely apologetic, critical examination of these ideologies having been precluded *ex Cathedra*. Furthermore, the charismatic and dogmatic framework within which the ideologies were pronounced obviated the need for allocation of research funds to examine the relevance, coherence and applicability of some of these ideologies to the African situation.

### *The Problem of External Funding of Research*

The meagreness of internal resources and the failure to establish mutually satisfactory and stable working relationships between the state and researchers on instrumental, let alone critical, functions of research have created problems which have been further compounded by the presence of external funding. We do not have available the exact magnitudes of foreign funding of African research although there is no doubt it is quite substantial. Foreign funding is carried out in various forms: It may be bilateral or multilateral public grants to institutes or individual researchers; it may take the form of grants from private foundations; or it may assume the form of technical assistance involving the presence of research personnel from the developed countries.

African researchers and governments usually exhibit ambiguity in their attitudes towards foreign funding. At times it is seen as necessary to supplement the meager funds available in the African countries. At other times it is seen as one more aspect of continued domination of African societies by foreigners, a form of «intellectual imperialism», if you like. And still at other times researchers will consider foreign funding as an escape valve from domestic restraints and state control of research activities and direction although even here it is never clear whether the escape from one form of control (by internal funding organizations) is worth it if the alternative is control by external funding organizations. There is no a priori ground for supposing that one form of funding guarantees greater professional autonomy although it is more likely than not that foreign funding organizations will eschew direct forms of control and instead exercise their control through more subtler means if only because they are more sensitive and more vulnerable to charges of foreign interference.

Like all forms of foreign assistance, there is a multitude of motives behind foreign research grants. There is the now familiar neo-colonial use of aid to exercise control in order to acquire, in this case, intellectual and cultural hegemony over the underdeveloped countries. Such control can take the crude form of foreign intelligence organizations actually funding research and publications (2). In some cases it can involve the «planting» of foreign

intelligence personnel in research institutions. Given the clandestine nature of this form of research funding we can never be certain of its magnitude. A more open form of control and steering of research is one where the external funding organizations specify not only what areas they consider as top priority but even the methodologies to be used to carry out studies in Africa by either African researchers working independently or under the guidance of carefully selected foreign academics. The selection of foreign personnel will be biased towards conventional social scientists. Thus it is very rare indeed that a well-known Marxist scholar is funded by private foundations to do work in Africa. Of course this may reflect academic repression or intolerance in the advanced countries so that the absence of Marxist scholars in the universities of the advanced countries spills over in the selection of research personnel possessing qualifications deemed «scientifically acceptable». Whatever is the case, the intellectual bias in the universities of the advanced countries will reflect itself in the type of researchers sent to Africa and the selection of acceptable project proposals from African researchers and research institutes.

There are foreign sources of funding which may be viewed as disinterested and where the major purpose is genuine research cooperation with and development of African research institutes. However even this source of funding is not without its problems. We have already indicated the ever present danger of foreign intellectual bias and idiosyncracies «spilling over» to African research institutions. Research paradigms dominant in the funding countries will tend to influence not only the direction of assistance to African research but will also condition the choice of institutes with which to collaborate. Institutes considered hostile to the dominant paradigm in the advanced countries or simply considered as not sufficiently competent in terms of that paradigm will receive no financial assistance. Given the paucity of funds in their own countries African researchers will, either out of outright opportunism or academic self-preservation, tend to adjust their research activities in a manner most likely to attract favourable responses from external funding organizations.

Complicating the situation further is the «trendy» and ephemeral nature of research on problems of economic underdevelopment. In one year funding may be directed largely towards demographic problems, in another on rural poverty and in yet others problems of employment, women, child labour, land reform or any other subject reflecting whatever has been declared by international organizations as the «burning issue of our time». An unfortunate consequence of these research «fads» is that they oftentimes do not correspond to national priorities as perceived by local researchers nor is the time over which these issues are considered «burning» long enough to permit serious study of these problems over a sufficiently long time. To keep up with «trends», researchers are cynically compelled to engage in «instant research» to beat the deadlines determined not so much by the magnitude of the problems but by the funding organizations' time perspective and fiscal year. Specialization is then considered as dangerously restrictive and a «Jack-of-all trades» mentality is, wittingly or unwittingly, cultivated. Funding organizations will then complain of absence of competent and specialized researchers with whom to co-operate while it is partly their own preference for «in» projects rather than long-term support for research

programmes which contribute to the disjointed and diffused activities so characteristic of research in African universities and research institutes.

Even where genuine co-operation is sought, it is often vitiated by a type of division of labour that emerges. African researchers are often given the task of doing the spadework of collecting local data which is then sent abroad for processing theoretical elaboration and model building. The processed and restructured data is then brought back to Africa in the form of publications and textbook. In the more pernicious forms of this type of co-operation and division of labour foreign researchers are attached to research institutes which provide research assistants, the foreign researchers then collect the data and take it with them to their universities abroad as material for their doctoral dissertation. Nothing more is heard of them except by scavenging foreign microfilm libraries at the African universities own expense. In the absence of continuity, whatever research experience is gained by the indigenous research assistants and collaborators will come to no use as projects are abandoned with the departure of the expatriates.

## CONTENT OF SOCIAL SCIENCE RESEARCH

The content of research carried out by African scholars has undergone various transformations in the last 30 years or so. Two time periods conditioning the content of social science research in Africa can be identified – the colonial and post-colonial period. In the former period the content was clearly conditioned by the demands of the struggle for independence and the leading role played by intellectuals during this struggle. As a result the major themes evolved not only around an incessant polemic against the iniquities of colonial rule, but also around the affirmation of the basic humanity of the African people in face of the dominant racist ideology of the time. Senghor's «Negritude», Nkrumah's «African Personality» and Kenyatta's «Facing Mount Kenya» are outstanding examples of the affirmative role of African intellectual activity of the time. An interesting point to note here is the social position of most of the Africans writing on African's social and cultural problems of the time. They were all invariably drawn into the leading positions of the nationality struggle.

«Ivory towers» scholarship was a luxury few of the African intellectuals could afford for various reasons. In the first place the absence of institutions of higher learning deprived African intellectuals of any «Ivory towers». The few university colleges that existed were totally detached from their local environment being totally dominated by expatriates and being more appendages of metropolitan universities. In the second place, the colonial system's discriminatory policies tended to alienate African intellectuals from the colonial regimes which until much later in the game had no clear policy as to how they would absorb the «educated natives». This was particularly so in the settler societies of Eastern and Southern Africa where entrenched racism and availability of white labour (supposedly for climatic reasons) obviated the need for any indigenization of positions in the colonial administration. Thirdly, intellectuals could not possibly be shielded from the exigencies of the liberation struggle and the nationalism sweeping across the African continent.

Following the attainment of independence, some of the intellectuals who had participated in the struggle for independence were catapulted into key positions in their new governments. A number of them continued writing on African issues in a generally ideological framework. Mamadou DIA, Senghor, Nyerere, Nkrumah, to name only a few, published works dealing with various problems of the transformation of African societies and the consolidation of Africa's economic, political and cultural independence. The literary output of these intellectuals in power enjoyed a rather peculiar existence. While widely read, it was never a subject of systematic study in African universities which refused to give to this work any «intellectual respectability». One of the reasons was that scholars in the advanced countries, who dominated the training of African scholars, tended to view this work as *curiosa* and not «scientific» enough to deserve serious study or critique. It could be collected in anthologies of writings from Africa but it never figured in serious intellectual discussion. One has only to look at some of the «modernization» literature to see that the views of these intellectuals in power on the nature and direction of change in Africa were never seriously considered.

The post-colonial period immediately witnessed a dramatic expansion in the number of social scientists trained abroad or locally. The «localization» policies, expansion of state activities, some rudimentary import substitution industrialization, all these created new opportunities for the educated members of the new societies leading to their relatively easy co-optation in the state and party apparatus. Careerism and the basic belief that with independence Africa could now put to use the conventional wisdom, disseminated in the new universities and from abroad, led to a certain complacency and the blunting of the critical faculties of the researchers thus permitting the continued pre-eminence of conventional western social science paradigms. Social science research was uncritically and innocently descriptive of the new societies and was replicative of studies elsewhere with Africa merely providing «case studies» to collaborate already established models and theories. At the same time, the African intelligentsia became increasingly depoliticized and tended to accept with alacrity their newly assigned roles as advisers to governments and administrators. Whatever confrontation between governments and the intelligentsia occurred, it was confined to such practical matters as the pace of «Africanization» of professions, living conditions in the universities and salaries.

The second phase, which was not to wait too long, began to change the position of the intellectuals in African societies. The failure of industrialization, the whittling down by inflation of the incomes of the educated, increased repression by the embattled governments, the demobilization of the masses and governments' increased reliance on coercion rather than persuasion as their charisma lost its lustre, the deepening economic dependence, rampant corruption penetrating even the hallowed grounds of academia, all these began to undermine the complacency of the intellectual and open room for more critical theories of underdevelopment. It is not being suggested here that this new room was immediately flooded by critical research. Several objective factors still remained to reinforce or at least prop up conventional social science research. We have already mentioned how research funding has introduced certain biases and styles of research.

Another factor was sheer intellectual inertia which continued to bind African scholars to the more familiar patterns of thought. Universities and Research institutes are not as flexible or adaptable as one would hope. The effect was a growing discrepancy between the purely academic functions of the intellectuals and their extra curricular preoccupation with the condition of the masses. On the «*scientific*» level one continued to disseminate or advocate development models that often generated forces creating the social malaise which one condemned on the *moral* level. Part of the explanation of this intellectual schizophrenia can be derived from the conventional dichotomy between «positive» and «normative» aspects of social science. Another explanation is the ambiguity of intellectuals in the emerging class structures. In economic terms, they belonged to the new privileged classes and the system of incentives (including repression) demanded that they continue to have close links with those that could pay the piper. On the other hand their social origins and the dramatic conspicuousness of the growing inequality and injustice impinged themselves upon their usual academic preoccupations.

We have elsewhere (CODESRIA OCCASIONAL PAPER No1, 1979) discussed the characteristic of conventional research and the interested reader is referred to that work. Here we may only repeat telegraphically our observations in the paper: (a) conventional social science in Africa has been *ahistorical* relying largely on a static functionalist views of society; (b) it make unwarranted claims of ideological neutralism couched in scientific terminology although it is quite clear that its underlying *wetanschaung* presupposes certain ideological conceptualizations of man and society; (c) it is highly compartmentalized into various disciplines and each discipline is further fragmented into so-called specializations. The specializations generated are not responses to the exigences of the objects of analysis but of styles and tradition of organizations copied from abroad\*. (d) it systematically eschews the study of fundamental issues of the development processes confining itself to the symptoms of a particular style of development («inappropriate» technologies, unemployment etc) (e) and finally it is increasingly and fetishistically reliant on sophisticated models and analytical tools without examining the appropriateness of these tools to the task at hand let alone the paradigmatic sources of the models of these tools. We are not suggesting here that analytical tools are inherently bad or inappropriate. What we are pointing to is the uncritical fascination with abstractions derived from totally different social formations. One has only to look at the case of economics where considerable time is spent on the study of the macroeconomics of the stabilization of advanced countries in societies where the task is structural change and development; or the preoccupation with sophisticated models of perfect competition in societies where private and state monopolies are the decisive economic units.

---

\* *One such example is «Institutes of Development Research». One would have supposed that the entire university in underdeveloped would be the Institute of Development Research. If only one institute in the universities is peoccupied with problems of development one wonders what the others are doing.*

To be sure new critical approaches to our social problems are emerging but these face severe problems of funding and political and academic tolerance. Deprived of funds and institutional infrastructure the critical studies have lacked the technical sophistication of the dominant approaches and have confined themselves to assertive or polemical styles of writing. Furthermore, the newness of the approach has lent itself to unfortunate forms of «eclectism» that undermines its claims as an alternative approach. The matter is further complicated by admission by conventional social scientists that problems of underdevelopment have eluded conventional wisdom so that a number of themes common to the critical schools are now entering conventional science research albeit often blunted of their sting and insight. Thus, for instance, only a few years ago critical researchers pointed out that the conventional models of development were generating the growing marginalization and immiserization of large sections of the population. Today this is widely accepted but the initial insight is being used to introduce «system maintenance» schemes for the eradication of absolute (!) poverty. This intellectual co-optation and ideological emasculation pose severe problems to the development of a critical and relevant social research. It may of course raise useful challenges to critical researchers compelling them to be more specific and clear in their arguments. But they need to be on guard since some of these concessions may be merely tactical obfuscating crucial differences on fundamental issues.

## CONCLUSION

In this final brief section we start with a quotation from the Executive Secretary of the E.C.A.

«Africa, more than the other Third World regions, is thus faced with a development crisis of great portent. In spite of the region's ample natural resources, of a favourable population to natural resources ration, in spite of the generous and even indiscriminating incentives for foreign private enterprise, in spite of our participation in numerous conferences, both regional and inter-regional, *and in spite of our adherence to orthodox theories and prescriptions* – in spite of all these, neither high rates of growth nor of diversification nor an increasing measure of self-reliance and dynamism seems to be within our reach»\* (my emphasis).

The E.C.A. is a UN organization and has existed for sometime now. As an international organization it is basically a center which uses conventional social science in its research. It is not a well-known center for radical or marxist thinking. On the contrary it is a well known institution in which conventional social science is highly entrenched and unquestioned. Yet as the quotation above indicates, even in this establishment oriented center where conventional social science has dominated and ruled for a long time,

---

\* *Dr. Adebayo ADEDEJI, Executive Secretary of ECA. «Africa Development Crisis» in Africa Guide, 1978, p. 25. Publishers: David C. Jamieson. Anthony Axon.*

people have begun to accept the fact that conventional social science has failed. More importantly it is very clear from the above quotation that the relationship between social science per se and the development process are intimately connected. It is thus impossible to look at the development of social science in Africa without relating it to the development problems and processes taking place in African countries. This point we make very clear and explore further in more details in our CODESRIA Working Paper published in *Africa Development* Vol. III No.4, 1978.

The above quotation clearly acknowledges the basic failure of conventional social science. Hence we believe that there is real hope for a positive development of social science in Africa especially from those researchers and centers where critical social science has begun to emerge as an important instrument of analysing the development process in Africa. Additionally, now that an organization such as CODESRIA exists in which its main thrust is precisely to re-examine and question the dominant inherited conventional social science pervading African universities and research institutes, we feel that innovation and progress will emerge very soon from the social science community in Africa as a whole. This hope is not based on wishful thinking. The objective conditions are such that rethinking is necessary as the traditional supporters of conventional social science have themselves admitted. Indeed we in CODESRIA believe that because of this objective condition certain actions on the part of regional organization like CODESRIA are necessary in order to provide the stimulus and the spark which will bring about this new era of relevant and more critical social science in Africa. Hence all the programmes in CODESRIA, when examined carefully and in details, are geared towards bringing about this situation. There is an additional factor which should be taken into consideration. As pointed out earlier there are certain practical and political problems which many researchers meet in their own countries. Some of these difficulties are obviously political in nature and others are practical in nature and therefore difficult to solve. Nevertheless it is suggested here that African researchers working within the framework and under the auspices of CODESRIA projects, can, *in general* overcome these difficulties. CODESRIA can thus provide certain protective umbrella to researchers facing such problems. This is because CODESRIA is a regional African organization with certain legitimacy and therefore acceptability throughout the continent.



## FOOTNOTES

1. Such routinized research does have its risks however. In one case in Africa the whole Central Office of statistics has had to be temporarily closed as statisticians were detained for publishing information deemed unpleasant by the government.
2. A much publicised case was the funding of the then Uganda-based «Transition» by the Central Intelligence Agency.

## SELECTED REFERENCES

1. Claude AKE: *Towards a Social Science Policy in English Speaking West Africa.* CODESRIA Paper prepared for UNESCO, 1979.
2. Talal ASAD (Ed.): *Anthropology and the Colonial Encounter.* Ithaca Press. 1973.
3. Frank BAFFOE: *Social Science Policies in Southern Africa: The Case of Botswana, Lesotho and Swaziland.* CODESRIA Paper prepared for UNESCO 1979.
4. Robin BLACKBURN: *Ideology and Social Science.*
5. CODESRIA: *Africa Development* Vol.III No.4. The whole issue, especially the CODESRIA Working Paper «Social Science and the Developing Crises in Africa.
6. Peter GUTKING & Peter WATERMAN: *African Social Studies. A Radical Reader.* Heinemann: 1977.
7. Colin LEGS: «The Role of the University in an Underdeveloped Country»: *Journal of Eastern African Research and Development* Vol.I No. 1, 1971.
8. I. NZIRIMO: *Social Science in Nigeria: Third World Forum, Occasional Paper* No.1, 1978.
9. Aidan SOUTHALL: «*Social Anthropology and East African Development*»: in *Mawazo* Vol. I No. 4, 1968.

## RESUME

Cet article traite de l'évolution des Sciences Sociales en Afrique, de ses problèmes et de ses perspectives. Quatre grandes parties le composent :

- a) L'évolution de la recherche sur les sociétés africaines à l'ère coloniale.
- b) L'évolution des institutions en sciences sociales et des structures de l'enseignement supérieur héritées de la colonisation en Afrique.
- c) Les problèmes de financement de la recherche en sciences sociales.
- d) Quelques suggestions pour le développement futur des sciences sociales en Afrique.

Abordant le premier point de leur article, les auteurs attribuent les premières recherches menées sur les différents aspects des sociétés africaines au désir des colonialistes d'étudier et de disposer des moyens les plus appropriés pour implanter le système capitaliste en Afrique où s'étaient manifestées déjà dès la fin du siècle dernier des résistances à la fois à la pénétration coloniale et à ses structures capitalistes d'exploitation. Il leur fallait des informations scientifiquement exactes sur les sociétés africaines concernant les processus des migrations (pour une meilleure utilisation de la main-d'œuvre) ainsi que les systèmes agricoles et la nature du titre foncier (pour introduire plus facilement d'autres systèmes agricoles capables de compléter les systèmes de plantations et d'industries minières qui se développaient çà et là en Afrique).

Dans le second point, les auteurs estiment que les sciences sociales ne se sont pas développées à partir d'un néant. Elles se sont développées dans les cadres institutionnel, structurel et idéologique particuliers au mode de production capitaliste. Aussi la plupart des universités et centres de recherche en sciences sociales qui ont vu le jour avant ou immédiatement après les indépendances avaient-ils pour but essentiel de former de la main-d'œuvre hautement qualifiée pour les instituts des états eux-mêmes et pour les secteurs commerciaux et industriels des économies nationales, perpétuant ainsi une forme de recherche et d'enseignement leguée par les chercheurs et enseignants des pays coloniaux.

Un autre point non moins important de l'évolution des sciences sociales en Afrique est celui du financement de la recherche en sciences en Afrique. Ce financement peut provenir soit de l'intérieur soit de l'extérieur des pays africains. Dans tous les cas il est obtenu dans des conditions telles que le contenu empirique de la recherche peut en être affecté.

Compte tenu de l'incapacité des sciences sociales telles qu'elles ont été héritées, à promouvoir le développement harmonieux des pays africains, les auteurs suggèrent dans leur conclusion qu'une étude critique de ces sciences sociales doit avant tout être faite. Les conditions objectives pour un tel travail sont maintenant réunies après le constat d'échec des sciences sociales conventionnelles et c'est aux organismes comme le CODESRIA de fournir l'étincelle qui va faire jaillir la flamme de véritables sciences sociales au service de l'Afrique.

# NATIONAL OBJECTIVES AND INTER-UNIVERSITY COOPERATION IN AFRICA: AN UNRESOLVED DILEMMA

By

*Paul B. VITTA \**

## 1. INTRODUCTION

I shall consider co-operation among African universities strictly as a means to an end. This enables me to ask shamelessly whether such co-operation ever serves any useful purpose. It is commonly presumed to; so I am led to ask what these purposes might be. The list is well-known. It includes economic, political and social advantages of the «together we stand, alone we fall» variety. But while its advantages are thus clear, co-operation among African universities nevertheless remains conspicuous for its absence. I ask, why? The first main conclusion to which this sort of enquiry will lead me is the need for a greater and more candid appreciation of the fact that over the past decade especially, virtually all African universities have been nationalized (in the sense of being tooled into instruments of change suited specifically to the aims of national economies and polities). There is a clear corollary here: this nationalization of universities should not be expected to have paved the way for transnational inter-university co-operation. On the contrary, I expect it to have erected obstacles

For virtually all African universities, the 1970s were a period of self-reappraisal and active redefinition. Whether on their own steam or in response to government pressure – often it was the latter – nearly all of them modified their roles (albeit in varying degrees) and sought greater congruence between their aims on one hand and national objectives on the other. This realignment of university aims with national objectives has then resulted in a greater specificity of university functions, tending to particularize each university to prevailing local circumstances. I may point out here that much of this has occurred under the banner of *relevance*. I shall show later, that one of the consequences of this occurrence has been the narrowing down of areas of possible inter-African convergence of interests among universities. For the time being, therefore, we seem to have passed the watershed in inter-university co-operation. In the years to come I expect inter-university co-operation to be limited in reality if not in rhetoric.

There has been one other relevant development. What started out in the heady sixties as a euphoric conviction in the utility of inter-African «brotherly» co-operation gave way in the seventies to a skeptical attitude. Much of this skepticism was born of bitter and disillusioning experience suffered in past attempts at co-operation that aborted. (Recall the cataclysmic collapse in 1974 of the East African Community – comprising Kenya, Tanzania and Uganda – that ended in uproarious acrimony that smoulders on to this day.). By and large these attempts at forging partnerships have been made by adjacent states. Their failure may explain,

---

\* *University of Dar-es-Salaam, Tanzania.*

at least partly, an embarrassing irony in inter-African relations that cynics like to cite, namely, that such relations tend to be warmest between states farthest apart and to be chilliest between nearest neighbours. But be that as it may.

What would seem to be incontrovertible is the fact that now African states are considerably less enthusiastic about mutual-assistance agreements than they were in the intoxicating sixties. It could even be argued that the self-reliance strategies espoused today by countries like Tanzania (Nyerere 1968, p.267 f) ultimately contain a fend-for-yourself modicum that reflects disappointment with past international partnerships and, consequently, also a certain degree of disenchanted inward withdrawal. I think that as a rule African states are now wary of co-operation agreements among themselves. There is much temporizing and protracted agonizing before such agreements are finally signed. Significantly, signatures are affixed only after the clauses that prescribe ways of disposing of the spoils upon termination of the agreements have been scrutinized and found acceptable. Each country now attends to its own interests, and may find in this enough reason not to pay membership dues it once undertook to pay. This «what is in it for me» attitude is considered to be distinctly vulgar, and one seldom hears it advanced publicly as a motive for entering a partnership. Instead it is common to skirt around it and trade pleasant but largely irrelevant platitudes. I suspect no one is really fooled. A second main conclusion to which this enquiry will lead nevertheless is the need to take into serious consideration the residue of self-interest in inter-university co-operation and to ensure that there is a real coincidence of interest, in terms of «broad and butter», before embarking on such co-operation.

## 2. THE CASE FOR CO-OPERATION

The arguments for inter-university co-operation are already familiar. But I think they can bear repetition. Foremost among them is the unique possibility such co-operation offers to pool resources together and achieve «economies of scale» that otherwise would for ever remain unattainable. As an illustration, one might observe that the majority of physics departments in African universities, largely because of chronic penury, are not likely to have particle accelerators for many years to come. Of course, may be they should not have them, but one could substitute for particle accelerators other devices which are definitely desirable but which are equally costly. At any rate, the point is really this: the chances of having a particle accelerator (or any other expensive, but still desirable, equipment) would be greatly improved if African universities teamed together, making its purchase and maintenance a joint venture and sharing the costs. Other illustrations often cited, and about which consensus seems to exist, are university presses, technical journals, research institutes, and information centres (Yesufu 1973, p. 85). If they embark upon them singly, individual universities (or even individual countries) are likely to fall short of the respective «critical masses» these activities require. As single-university projects, each of these activities is bound to prove unbearably burdensome and to require heavy and continual subsidies. If, on the other hand, several universities marshal their resources and launch these activities jointly as co-operation projects, the activities may well turn into viable, self-financing and even lucrative thereby ceasing to be a drain on scarce resources.

Likewise, and for much the same reasons, few African universities are fully self-sufficient in their staff requirements. However, more of them could at least attain collective self-sufficiency in this regard if they formed aggregates and established complementary sets of staff-recruitment policies which, through the exchange of staff, avoided duplication of efforts and made it possible for the strength of one university in a particular discipline to make good the deficiency of another in the same discipline, and for the strength of the second university in another area to compensate the deficiency of the first in that area. Without this, I submit, each university has no alternative but to go it alone and strive for individual self-sufficiency. In a bid to stretch limited resources and meet numerous competing obligations, this is then likely to come down to the appointment of one specialist in each speciality. This «one speciality, one specialist» device may be maysatisfactory for teaching purposes. But in research «one is a lonesome number», and the device obviously fails to meet one important research requirement: it does not offer the possibility of mutual reinforcement among colleagues with allied research interests.

To the advantages of inter-university co-operation already mentioned may be added the fact that a number of problems that ought to be the subjects of universities' studies and investigations know no national boundaries. Some of them are intractable unless joint assaults are brought to bear upon them. One might cite as examples the containment of epidemic diseases, the exploitation of shared water and other resources, the control and extermination of locusts, and the prediction of weather-induced and other natural disasters. These examples could easily be multiplied. In these, as in other related cases, inter-university co-operation has the distinct advantage of providing opportunities for mounting the concerted efforts that problems of this nature require.

Inter-university co-operation offers political dividends, too. As is well-known, political alliances (and, so far only to a modest extent, «power blocs») in Africa are usually born of personal rapport existing among heads of state. Often these alliances are co-terminous with the principals' tenures in office. I am not being flippant! Relations that once were warm do in fact tend to sour up when the principals fall or retire. This principle may be extended beyond presidents to lesser public officials. The point, then, is this: since in general university students are their countries' future leaders, as their Vice Chancellors like to tell them, opportunities to establish rapport among them are not to be missed. I observe that Universities' student-exchange programmes offer excellent opportunities for establishing such rapport. For there is what I might call the «schoolmate effect» that predisposes former schoolmates favourably towards subsequent collaboration. It establishes in advance a familiarity among them which occasionally may breed contempt, but which always minimizes mutual suspicions and eliminates the necessity of long explanations at negotiations. And when differences flare up, as they only too often do in Africa, such familiarity may provide an atmosphere conducive to speedy rapprochement.

It is not surprising therefore, that inter-university co-operation has been seen as one way of promoting African Unity (Yesufu 1973, p.85). I claim, however, that it would be equally natural to expect the Organization of African Unity itself to promote inter-university co-operation (as indeed

it attempts to). So, as in the case of «the chicken and the egg», I ask which comes first? This is a Gordian knot, and a fitting reply may well be the resoundingly ambiguous answer «Both!»

Finally, inter-university co-operation also offers certain social advantages. It facilitates mutual enrichment through cultural crossfertilization. (In this connection, I cannot resist the temptation to remark parenthetically that, as an example of cultural crossfertilization, transnational inter-marriages, of which a disproportionately large number occur among university students, are a case of a biological metapher gone literal!)

But how seriously is one to take social advantages? In my view, social advantages scarcely constitute a compelling argument for inter-university co-operation. When as we shall see later, tribalism remains a disquietingly important divisive force in a number of countries at the individual university level, it strikes me as gratuitous seriously to hope that ethnic rivalries can be set aside at the even higher, and thus more fragile, level of inter-university co-operation. Still, this does not detract from the fact that inter-university co-operation, *once established*, can bring certain social benefits. But as an argument for establishing such co-operation, I contend that those benefits do not amount to anything decisive. Please understand me. I do not say that mutual cultural enrichment has little worth – merely that it lacks the motive force required to overcome the inertia of nations and move them towards the co-operation that would bring it about. I believe that the actual behaviour of nations in their dealings with one another confirms my claim. All of this may already be clear. If I seem to have belaboured a point that is obvious, it is because mutual-assistance agreements place so much premium on this point. In fact some of them are called *cultural* agreements. The danger is clear: the seeming of a desirable agreement to be something less desirable, conducive to being it, could end by influencing subsequent action.

### 3. OBSTACLES

We may repeat that in real practice the purely social advantages of inter-university co-operation are seldom seen as being compellingly persuasive. Far more important are the bread-and-butter arguments about financial savings. Far more important also are the political considerations, which, I might add, can be invoked by the principals to brush objections aside and impose inter-university co-operations. (Recall what I said earlier about presidential rapport.) If there can be compelling arguments about inter-university co-operation, why, then, has its history over the past decade been checkered, if not altogether dismal?

To a certain extent this has been the result of its previous failures, which have then generated some kind of «negative feedback». This explanation, of course, begs the question. The past poor record of inter-university co-operation may also be attributed to sheer inertia. But, again, this is an evasive answer. I rephrase the original question and now ask: What *specific* obstacles has inter-university co-operation encountered over the past decade?

The first of then, as I indicated earlier, has been the fact that African universities have increasingly come under direct government control.

The traditional idea of a university as «a group of scholars and students living together as a community, financed by the public, but claiming a large measure of autonomy to regulate its internal affairs» (Ajayi 1973, p.11) has been called into question. Often it has been repudiated. «The exhortation that an African university must be demonstrably relevant for, and totally committed to, national development has now become so incessant and all-engulfing that it saturates all speeches, studies, debates and discussion on the *raison d'être* of the institution» (Coleman 1977, p.22). For their part, governments have not been content with mere debates. Those that are ideologically committed have steadily been introducing changes with an eye to transforming their universities into tools suited to what they perceive as the goals of national development. Even governments that have not articulated the need for such changes explicitly still show in their actions a tendency to regard the universities as agencies that could be used to further their aims.

I do not propose to include here a long disputation on how all of this has come about. But I might mention some of the factors I see as having been at play. First, here has been the financial dependence of universities upon governments. Since governments pay the piper, they have increasingly demanded that they also call the tune. Often universities have acquiesced. For example, «the general view of a **workshop of academics on the emerging issues confronting African universities in the 1970s** was that... the university in Africa occupied too critical a position of importance to be left alone **by government** to determine its own priorities» (Yesufu 1973, p.45). Second, there has been the threat universities present to governments. This has moved governments to so select the universities' administrative leaderships as to «pre-empt the risk of a university **becoming** a locus of anti-regime activity and to ensure the responsiveness of the universities to government-defined priorities» (Young 1978, p.45). Third, there have been the universities themselves. They have helped bring direct government control upon themselves either by so conducting themselves as to reinforce their image as «ivory towers», scrutinizing their environs from an «olympian remoteness», thereby inviting society «to scale the slopes and seize the citadels» (Young 1978, p.1), or by «**claiming** too much concerning the putative functions of universities **so that they** are now being held to account» (Foster 1978, p.20). Fourth, and finally, there has been the enabling condition that governments have the physical means required to impose their will upon universities. Consequently, given the «seemingly in-exorable and inevitable movement **in Africa** toward more authoritarian, unitarian, etatistic, and nationalistic political systems» (Coleman 1978, p.4), government control of universities was all but certain to come.

One result of such control has been the governments' demand that universities direct their activities toward national development. I do not say that how this demand is to be fulfilled has always been specified explicitly. I would claim, on the contrary, that only rarely have statements of the demand risen above the level of imprecise exhortation, a circumstance that has led some commentators to regard the demand as yet another example of «development by exhortation» (Coleman 1978, p.18) of which African countries seem to be so profoundly enamoured. Still, universities have made a attempts to meet the demand. A number of them now pay greater atten-



**This page is missing from the print copy used for digitization.  
A replacement will be provided as soon as it becomes available.**



#### 4. CONCLUSION

The case for inter-university co-operation is a relatively strong one. But the obstacles to such co-operation appear to be formidable. I have argued that the trend for universities to «go local» is to be considered one of the greatest hindrances. Doubtless certain elements of this trend stem more from a rebellion against Western education than from an affirmation of any particular local tradition. I expect these rebellious elements to be ephemeral. I remember how in the early seventies a few brave souls at the University of Dar-es-Salaam used to receive their degrees in goatskins, instead of the prescribed (Western) academic gowns. All of this has ceased now. Now all graduates without academic gowns look and feel so freaky that they prefer not to attend the graduation ceremony at all. In retrospect it looks as if the goatskin episodes were the antics of a few rebellious pranksters. Nevertheless «going local» has also wrought permanent and irreversible changes which for ever will make co-operation among universities more difficult in the future – especially as each university is now more apt to insist upon the «delivery of goods». For many years to come, therefore, the localization of, and the co-operation among, African universities will remain an unresolved dilemma.

#### REFERENCES

- Ajayi, J.F.A. 1973, «Towards an African academic community», in Yesufu 1973 (below).
- Coleman, James S. 1977, «The academic freedom and responsibilities of foreign scholars in African universities», *Issue*, VII, 2 (Spring 1977).
- Coleman, James S. 1978, «Academic freedom in Africa», (a paper prepared for the Conference on Higher Education and Political Change in Africa, Bellagio, Italy, 16 – 21 August 1978).
- Foster, Philip 1978, «The political function of African universities» (a paper prepared for the Conference on Higher Education and Political Change in Africa, Bellagio, Italy 16 – 21 August 1978).
- Nyerere, J.K. 1968, *Freedom and socialism* (London: Oxford University Press).
- Yesufu, T.M. 1973, *Creating the African university* (Ibadan, Oxford University Press).
- Young, Crawford M. 1978, «The African university: universalism, development and ethnicity» (a paper prepared for the Conference on Higher Education and Political Change in Africa, Bellagio, Italy, 16 – 21 August 1978).

## RESUME

La coopération entre les pays africains a été considérée comme l'un des moyens les plus importants capables de libérer l'Afrique politiquement et économiquement. Dans l'article de Paul B. VITTA, l'auteur essaie d'analyser les résultats de cette coopération dans le secteur particulier de «la coopération inter-universitaire» en rapport avec les objectifs nationaux que les différents états s'étaient fixés après les indépendances. Son analyse tourne autour de deux points essentiels.

1. Les avantages théoriques de cette coopération inter-universitaire ;
2. Les obstacles à cette coopération.

Les principaux avantages qu'il a trouvés à cette coopération sont :

- a) Elle permet une économie des moyens à utiliser dans le fonctionnement des universités.
- b) Elle permet aussi d'avoir une auto-suffisance collective en matière de personnels enseignants et de chercheurs.
- c) Elle facilite la recherche commune sur les problèmes qui dépassent les frontières des différents pays africains.
- d) Elle favorise l'établissement d'ensembles politiques solides durables grâce à un échange continu d'étudiants, ce qui constitue un avantage politique.
- e) Elle favorise le brassage culturel qui comporte des avantages sociaux certains.

Les obstacles qui ont empêché la réalisation de ces objectifs sont les suivants :

a) Les dirigeants africains ont vite fait après les indépendances de changer la conception classique de l'université qui en faisait «un groupe d'intellectuels et d'étudiants vivant en communauté, financés par le public mais réclamant dans une large mesure une autonomie pour régler ses affaires internes. Pour eux l'université devait être au service des pays africains et devait aussi être liée au développement national. Ainsi la plupart des universités africaines accordent plus d'importance aux problèmes locaux qu'aux questions globales. Traitant donc de problèmes fondamentalement différents, les universités africaines coopéreraient difficilement entre elles.

b) Les mécanismes même de coopération (mise en place de secrétariat par exemple) n'est pas chose facile. De sérieux problèmes surgissent souvent pour le choix du lieu et du personnel du secrétariat.

# SOCIAL SCIENCE AND POLICY : THE NIGERIAN EXPERIENCE

By

*Dr. A. O. SANDA* \*

## I. – INTRODUCTION

Any attempt which is directed at understanding the impact of the social sciences on policy in Nigeria must probe into the history of the interaction between the social scientists and the policy-makers in Nigerian society. Such a history will bring into focus the relevance or otherwise of the situation during the colonial period, the nature of the peculiar development of the social sciences in Nigeria, the relative contribution of the different disciplines within the social sciences and some of the attributes of government or policy-makers which influence the extent of the impact of the social sciences on policy in Nigerian society.

In order to accomplish the above, a three-day workshop was organized by the Nigerian Institute of Social and Economic Research (NISER) from 4 to 6 June 1979. The workshop brought together 71 participants including 5 policy-makers, 24 representatives of NISER and 42 other social scientists ranging from a Vice-Chancellor to Professors, lecturers and research assistants from 8 of Nigeria's 13 universities. All these people discussed several positions which were presented at NISER's three-day meeting from 4 to 6 June 1979. What follows, is a synopsis of the results of this collective effort at ascertaining the impact of the social sciences on policy in Nigeria.

Social science as it is currently understood in Nigeria is dominated by the «Western perspectives», in as far as it is a product of Western civilization (1). Indeed most of the contemporary Nigerian social scientists have been trained in either Western Europe or in the United States of America. Barongo puts this situation very clearly:

«Western domination of our curricula and research orientations can be seen to arise from two sources, namely the continued reliance on Western literature... and the fact that a substantial percentage of the present university teachers of social sciences are themselves products of Western Universities... Consequently the orientation of our teaching and research programmes have tended to continue to be drawn within the... tradition of Western Scholarship» (2).

Consequently the current practice of the social sciences in Nigeria derives its inspiration, theories, paradigms and methodologies from Western societies. In spite of the assumed universality of science, the effect of the western origin of the social sciences on the impact that these disciplines have on society appears much more important than the cultural-contact theorists could have anticipated. This historical fact is however very important for the understanding of the current predicament and limitations of social sciences in Nigerian society.

---

\* *Senior Research Fellow & Head Social Development Division, Nigerian Institute of Social and Economic Research, University of Ibadan.*

According to Lerch «perhaps nowhere in independent Black Africa has social science become more prominent and received more attention than in Nigeria». (3) This is evidenced by the number of Universities which currently teach the social sciences, the number of research institutes utilizing the resources of social scientists and the number of Nigerians specializing in the social sciences. However, «prominence» is not the same thing as «impact»; indeed, after three decades of development planning in Nigeria, a society which, to a large extent, still remains underdeveloped, one may like to probe seriously into the history of the development of the social sciences to get insights into the various determinants of the contemporary form and content of the Nigerian social sciences.

The social and political history of government – social scientists relationships in Nigeria dates back to the colonial era, when anthropology, economics and political science aided both the exploitation and subjugation of the Nigerian economy and the masses to the wishes of the colonizer. In particular, anthropology was used by the professionals to aid the colonial administrators in the ethnic and linguistic classification and manipulation of the people.

From about 1908, several anthropologists were recruited into the colonial service. Additionally, the colonial anthropologists amassed considerable data about the so-called «primitive peoples» and in the «tribes», for the use of the colonial power. (4) As indicated by G.I. Jones, even though the manifest function of the collection of data by colonial anthropologists was «to present the facts, its latent function was usually to cover up». The manipulative role of applied anthropology during the colonial times has also been noted by several authors including Otite. (5) Onoge, (6) Ekpo. (7) The great suspicion and distrust with which anthropology was subsequently viewed by some of the nationalists were not unconnected with its initial role in the Society.

Also, the establishment of the social sciences in the Nigerian universities began with Ibadan where economics was for a long time the only social science discipline in which degrees were awarded. For those first generation of Nigerian social scientists who were not trained at Ibadan, Britain (especially the London school of Economics) and America offered the training in the social sciences. And for those trained at Ibadan, their teachers were predominantly foreign and hence dependent on foreign literature, research traditions and orientations in the social sciences. This first generation of social scientists (as well as their successors) therefore became dependent upon and fostered the Western tradition of scholarship, with the latter's presumed «objective social science» becoming dominant.

Just as anthropologists were dominant among the social scientists who influenced the colonial policy (especially with respect to indirect rule) the economists were dominant among the social scientists who functioned as advisers to the government in the late 1950s and after 1960. However, none of the previous Nigerian governments utilized the services of social scientists as much as the current military administrators (i.e. during 1975–79). In any case, the nature and extent of government dependence on social scientists are not the same as the use of research findings of social scientists, and general responsiveness of social science researchers to policy demands in Nigeria.

Indeed, much of the written contributions of social scientists at this initial stage were government publications and classified documents which are kept away for as long as policy-makers consider it necessary.

## II. — THE NATURE AND EXTENT OF SOCIAL SCIENCE IMPACT ON POLICY

There are three main avenues through which social scientists can, in the course of their professional activities, interact with other members of the Nigerian society. Social scientists may teach and enlighten both students in the universities and adults in the wider society. Secondly, they may influence other societal members through their research and publications. And thirdly, social scientists may interact with policy-makers by acting as consultants, advisers, planners, commissioners and direct government officials in the civil service. With respect to contemporary Nigerian society, social scientists have been most influential in the third area of interaction with policy-makers. It is probably necessary to elaborate on each of these aspects of the paper.

Nigerian social scientists conduct researches into different aspects of social and economic processes in Nigeria and they publish such findings in both local and international journals. The foremost among the local journals utilized as medium of communication with policy-makers and the rest of the society is the *Nigerian Journal of Economic and Social Studies*, which has existed for 19 years. Other local journals are not as regular, even though some of them, like the *Quarterly Journal of Administration*, *Nigerian Behavioural Sciences Journal*, *Ife Journal of the Social Sciences*, *Savanna*, *Odu*, *Journal of the African studies*, and the *Journal of Business and Social Studies* at the University of Lagos, also carry occasionally social science findings.

Additionally, social scientists, for reasons of academic career requirements, publish a great deal of their research findings in foreign journals of high academic repute. (8) But comparatively few social scientists ever endeavour to write in the wider circulation media (e.g. the newspapers) in Nigeria. This is because of the great emphasis placed on publication in scholarly journals by the relevant appointment and promotions committees of the various Universities and Research Institutes. The result is that much of the research communication by social scientists are with other social scientists. Olofin noted this constraint when he said that «... there is also the problem of absence in most cases of any effective mechanism for making research results accessible to the policy-maker...» (9) The consequences of this situation for policy will be considered below.

As far as teaching is concerned, Nigerian social scientists relate mostly to captive audiences in the universities and research institutes. The kind of community involvement that could allow for teaching outside the classrooms are precluded either by National Universities' Commissions' directives on university teachers' non-involvement in partisan politics, or by the social scientists' fear of the ultimate negative repercussion on the security of their jobs. Nevertheless, radio and television discussions offer avenues for informal teaching by Nigerian social scientists. In any case, the teaching offered by the social scientists draw in the main from the literature produced by social scientists in Western societies.

In relation to direct participation in policy formulation and execution, the most influential social scientists are those in full employment in the Central Planning Office (C.P.O.) of the Federal Ministry of Economic Development. There are about 164 social scientists (mostly economists) in the Central Planning Office which in the final analysis is responsible for drawing up the national development plans and progress reports. In addition however, social scientists employed in para-statal research institutes like the Nigerian Institute of Social and Economic Research, the Nigerian Institute of International Affairs, the National Policy Development Centre, the National Institute for Policy and Strategic Studies, all have had different degrees of input into policy at different points in the nation's planning and development process.

However, the measure of the impact of the social sciences on policy in Nigeria must include not just the participation of social scientists in policy-making, but also, both the results of policy as well as the extent to which policy is informed by social science research findings. These latter measures leave one in doubt as to the degree of real impact of social sciences on policy.

According to Okedara for instance, in 1955 the Western Region of Nigeria launched the free primary education scheme. About 170,000 pupils were expected per annum, but 391,895 pupils actually enrolled in the first year, even though between 1955 and 1960, 66.4 % withdrew from the schools for a variety of reasons. The attendant problems of administration and provision of adequate facilities tend to suggest the absence of a pre-policy implementation or pre-investment survey. (10) Indeed, many vital decisions, including the establishment of the National Youth Service Corps, the launching of Universal Primary Education, the launching of the Operation Feed the Nation and others are not preceded by adequate social science research. Even where some specific researches have been commissioned by government, (as in the setting up of commissions of enquiry or the use of private consultants) several constraints have operated to limit the potential impact which the social sciences could have on policy in Nigeria. Such constraints need to be examined in greater details in the next section of this paper.

And with respect to the private sector, the contribution by Alhaji Salami is revealing: according to him

«The researches and studies which led to the formulation of social sciences concepts applied in the personnel function were all conducted in foreign cultures where the works of Maslow, Argyris, Mccgregor, Herzberg, Corenz and Skinner have contributed immensely to management thought. Most of our first generation of personnel experts received their training either overseas or from foreigners in Nigerian institutions. *There has been very little attempt to adapt these foreign-acquired ideals to the circumstances of Nigeria. This is the main reason why the impact of the Social Sciences can be described as minimal as far as solving personnel problems here is concerned*». (11) (emphasis added)

### III. — SOME LIMITATIONS ON THE POSSIBLE IMPACT OF THE SOCIAL SCIENCES ON POLICY

There are numerous factors which militate against the social sciences having the degree of impact that these disciplines could have had on policy in Nigeria. Some of these factors are concerned with the practitioners of the disciplines, as well as their tools of research and analysis. Other factors inhere in the nature of Nigerian Society with its characteristically endless power struggle in a basically anti-intellectualist environment. In this presentation, our first consideration will be given to the constraints which are internal to the social sciences and their practitioners.

Firstly, there is the limitation imposed by basically western and received theories in all the social sciences. With regard to economics in particular, Professor Phillips has put the problem rather briefly but accurately:

«To date, much of social science research in Nigeria revolves around received theories. Specifically, the emphasis has been on testing the applicability to the country of theories developed in and received from the more economically advanced countries... the institutional cultural and historical climate often reduce the applicability of many theories to such a low level that the next logical step is develop what in essence amounts to new theories, test these and then base policy prescriptions on them; to date, social scientists demonstrate through empirical tests the inapplicability of several received theories but then stop short of the substitution process mentioned above. The upshot of course is that the researcher has nothing to offer to the policy-makers». (12)

This same problem of received theories has been identified by Olofin who tried to depict the extent to which the «reality» gap continues to widen especially with respect to macro-economic policy. And as put by that author,

«... the more a model has to rely on unrealistic set of assumptions, the more meaningless and unfruitful such models would be as a basis for directly influencing policy». (13)

Secondly, even in situations where empirical researches have been embarked upon, the professional requirements of social scientists and their considerations of requirements for mobility frequently lead to the utilization of vague, specialized and sophisticated methodologies and language of communication, all of which act as barriers to effective communication with would-be users of findings of social scientists. The use of academic jargon and the adoption of complex models and methodologies by social scientists though repulsive and alienating to policy-makers, represent such a mark of professionalism and academic excellence to the older social scientists that these phenomena may continue to widen the gap between the producers and users of social science knowledge for a long time.

Similarly, the over-dependence on the academic journals with restrictive circulation, and to which most policy-makers do not subscribe further limit the access of policy-makers to the research findings of social scientists. Again, in view of the great premium placed on academic journals

by social scientists, the latter have in the main been talking to themselves, to the exclusion of most of the policy-makers. Fourthly and perhaps most importantly, social scientist in this society do not engage in long-term policy-oriented researches partly as a result of their obsession with publishing results of short-term researches in an academic environment dominated by the «publish or perish» syndrome, and partly for other reasons which include inadequate funding and lack of adequate societal (both government and private) support for social research. Similar considerations of the requirements of the academia frequently induce a preoccupation with trivial research subjects which are reported in complex mathematical languages. Of course, the availability of research funds especially from foreign sources sometimes dictate the research problems which Nigerian social scientists try to investigate.

All these constraints which are internal to the social science disciplines and practitioners partly reflect the absence of an in-depth knowledge of the socio-structural environment with which social scientists are functioning. This situation is also not unrelated to the obsession with practising a supposedly value-free social science and the consequent distance between the societal members and the social scientists. Whereas, as noted by Phillips,

«It is by deeply appreciating the environment within which he carries on his profession that the social scientist can best maximize his usefulness as a producer of ideas for the upliftment of the society of man». (14)

Apart from the internal constraints, there are also limitations which inhere in the nature of Nigerian Society. First and foremost in this category is the paucity and unreliability of statistical data in Nigeria. Arowolo observed the incompleteness of different types of available information on which social scientists tend to base their socio-demographic analysis. This and other problems of statistical data in Nigeria have also been observed by Idele who has also noted the proliferation of organizations responsible for the collection of Industrial Statistics; similarly the collection of agricultural statistics suffers from the same ailments. Consequently, Idele suggests that both types of statistics need to be reorganized. In the meantime however, the inadequately organized and unco-ordinated production of statistical data acts as a major constraint to their use by policy-makers. Additionally, Idele observed that:

«Lack of statistically trained personnel... and the general public apathy towards statistical studies, scarcity of up-to-date and reliable data... the unco-operative attitude of industrial organizations and government organs having to do with those materials, lack of data processing facilities... the sheer size of the country... all these constitute some of the well-known problems facing statistics in Nigeria today». (15)

This society has in fact conducted two abortive census exercises in 1963 and 1973 respectively; and in spite of its shortcoming, the census count of 1963 is still in use for purposes of planning and social scientific



predictions. This further reduces the probable utility of social science prescriptions which derive from the use of this data base.

Secondly, there is the impatient and frequently indifferent attitude of policy-makers in the public sector as far as research is concerned. Part of this attitude has been explained as resulting from the power struggle between public sector policy-makers and the researchers. Phillips noted this problem rather vividly:

«The nature of governmental power... is such that it inevitably comes into conflict with the powers exercised by the purveyors of knowledge. The conflicts get expressed in fears and cynicism directed toward academics and researchers — fear that these professionals will expose the illogicality and irrationality of government decisions...» (16)

Part of the policy-makers' attitude may also be explained by their belief in calling upon researchers only when the latter are considered necessary. This may again be related to the power in relation to the power over facts or knowledge possessed by the social researchers.

Additionally, there is the colonial mentality which induces policy-makers in both the private and public sectors to prefer what Usoro calls «borrowing» from abroad. The importation of finished ideas and equipment is preferred by many policy-makers who are rather unwilling to go through what they consider to be long period of waiting for local researches to come out with relevant findings. In the private sector in particular, the subsidiaries of the various multinationals are totally dependent on foreign consultants and researchers, as well as on reports forwarded by their parent companies for influencing the activities of the local subsidiaries.

Finally, there is a total lack of co-ordination (17) of research activities in the social sciences and a complete absence of inter-disciplinary orientation either by policy-makers in their selection of relevant advice or utilization of research results or by social scientists themselves in most of their studies. The result of this situation may be seen in the perception of only one or a partial aspect of the problem at any one time. Even in influencing policy with regard to either education or agriculture or any development issue or problem in Nigerian society, this relative absence of inter-disciplinary orientation both among the researchers and among the users of research findings is a major obstacle to the effectiveness of social science in responding to policy demands in Nigerian society.

#### **IV. — CONSEQUENCES FOR POLICY & SOME RECOMMENDATIONS**

For most of the participants at the workshop on the Impact of the Social Sciences on Policy in Nigeria, such an impact has been minimal, as a result of the constraints enumerated in the preceding section. This situation has resulted in the adoption of the «wrong» policy prescriptions with respect to the overall development planning and also with respect to specific sectoral options like the farm settlement schemes in the agricultural sector or the take-over of schools and universities by the government with respect to edu-

cation. At the same time, this situation accounts for the existence of unused and scattered but informative findings with respect to many spheres of government and private sectors' activities. Okpala, for instance, depicted how social science research findings which preceded the promulgation of the Nigerian land use decree ran counter to the eventual policy decision of government. (18) Similarly, research findings on industrial location, housing and price controls are not given adequate consideration in the taking of government decisions housing schemes, or to control rents or prices. Part of the explanation for the situation lies in the lack of information by policy-makers. A more salient explanation is however concerned with the extent to which policy-makers rely on subjective, rather than objective, considerations in arriving at their policy decisions.

Consequently, in order that social science may positively exert some impact on policy in Nigeria, certain policy decisions would have to be taken especially at the national level, but also by the producers of social science knowledge in the society.

Firstly, there is an urgent need for the creation of a Social Science Research Council in Nigeria. Such a body will, among other things, be responsible for the co-ordination of Social Science Research at the national level in order to prevent duplication of efforts and promote interdisciplinary collaboration among social scientists. Furthermore, the proposed Social Science Research Council will also be engaged in the proper dissemination of research findings by social scientists, especially through such vehicles of communication which are comprehensible and accessible to both researchers and policy-makers.

Secondly, there is the need for social scientists to be much more relevant in their selection of themes and subjects for social research. The current practice which entails the concentration on subjects which tend to be esoteric and irrelevant in the context of pressing national problems and which thereby prejudices policy-makers with respect to social science research must be revised in favour of research problems which are relevant to current and future policy considerations in the society.

Thirdly, social scientists have to subject the nature, form and content of their discipline to a rigorous review in order that those paradigms, models, theories and concepts that are not relevant to the local circumstances may be modified or substituted with new ones. Social scientists such as Professor Ake would recommend the total rejection of «Western Social Science» which is believed to dominate the contemporary African scene. The rationale for such an overthrow is believed to lie in the worship of order and the values of capitalism by Western social science. It is possible, however, to adopt those aspects, theories and models of the social sciences which are verified as universal and reject those features and aspects which are proved to be culturally specific or true to other societies.

Fourthly, the training and production of social scientists need to be revised in order to make the content of education of social scientists much more relevant. This policy prescription is probably not unconnected with the need for special government efforts to finance social science research into publications for local materials which may subsequently be utilized for the training of future social scientists.

A fifth recommendation relates to the dire need for manpower exchange between the universities and research centres on the one hand, and the public and private sectors on the other. The current situation which virtually restricts social scientists to either of the two sectors prevents functional interaction between researchers and policy-makers and perpetuates narrow-minded suspicion and mistrust of the other party. The recommended cross-fertilization between social researchers and policy-makers may improve the communication gap between the two groups and encourage worthwhile co-operation between them.

## V. – CONCLUSIONS

From all the preceding discussions, one may infer that social science has been having some impact on policy in Nigeria, especially in situations where social scientists have been commissioned by the policy-makers to conduct researches into specified problems. However, the content of information made available by social scientists even on such occasions have suffered from several limitations which militate against maximum effectiveness of policy prescriptions which are based on such information input.

On the other hand, the social sciences have not been having the degree of impact which these disciplines could otherwise be having partly because of some features of the universities and research institutes which harbour the social scientists, and partly because of some features of public service bureaucracy and the bureaucrats. Any worthwhile attempt which is directed at ensuring greater utility of the social sciences by public and private sectors' policy-makers will have to involve a process of change which will affect both the social scientists, the universities and the policy-makers in the Nigerian society.

## FOOTNOTES

1. This position was the main thesis of the paper by Claude Ake, «Social Science, Dependence and Underdevelopment», presented at the National Workshop on Social Science and Policy in Nigeria. NISER, Ibadan, 4 June 1979. Also C.O. Learch «Social Science and Society in Contemporary Nigeria», paper presented at the Workshop.
2. J. R. Barongo, «The Study of Development and Political Change in Nigerian Society». Paper presented at the 6th Annual Conference of the Political Science Association, March 6, 1979.
3. See C. O. Learch, 1979, op. cit. for further details.
4. See for example P. A. Talbot, «The People of Southern Nigeria» (in four volumes). Oxford University Press, 1926; C. K. Meek, «The Northern Tribes of Nigeria» (two volumes). Oxford University Press, 1926; G. T. Basden, «Among the Ibos of Nigeria», London, Seeley and Service, 1921; S. F. Nadel, «A Black Byzantium», «The Nupe Kingdom in Nigeria». Oxford University Press, 1942.
5. O. Otite, «Anthropological Responsibility in Nigeria», P. F. Wilmot (ed.), *Sociology in Africa: A Book of Readings* Vol. I, Zaria, Gaskiya Corporation, 1973.

6. O. Onoger, «The Counter-Revolutionary Tradition in African Studies: The Case of Applied Anthropology.» *Nigerian Journal of Economic and Social Studies*, 15 March 1973.
7. M. Ekpo, «The Function of Functionalism; The Application of British Anthropology to British Colonialism». *The Nigerian Journal of Sociology and Anthropology*, 2 January 1975, 17 – 35.
8. The main thesis of the paper which Sanda contributed to the workshop was that «... the relevance and social utility of professional outputs of social scientists are directly related to the social and institutional definition of requirements for upward or downward mobility among social scientists». See A. O. Sanda, «Mobility Prospects of Social Scientists as Constraints on Relevant Professional Outputs». Paper presented at the National Workshop on the Impact of Social Science Research on Public and Private Sectors' Policy in Nigeria, Ibadan, 4 – 6 June 1979.
9. S. Olofin, «Received Theory Constraints on Macro-economic Policy Research and Application in Nigeria». Paper presented at the Workshop on the Impact of Social Science Research on Policy, Ibadan, 4 – 6 June 1979.
10. J. T. Okedara, «The Role of the Social Science in Tackling Educational Problems: The Case of Universal Primary Education in Nigeria». Paper presented to the Workshop on the Impact of Social Sciences on Policy, Ibadan, June 1979.
11. Alhaji Isa Ozi Salami, «The Impact of the Social Sciences on the Personnel Function in Nigeria». Paper presented at the National Workshop on the Impact of the Social Sciences on Policy, Ibadan, June 1979.
12. A. O. Phillips, «Factors Inhibiting the Effective Utilization of Social Science Research Findings in Governmental Decision-Making». Paper presented at the National Workshop on the Impact of the Social Sciences on Policy in Nigeria, Ibadan, 4 – 6 June 1979.
13. S. Olofin, op. cit.
14. A. O. Phillips, op. cit.
15. S. I. Idele, «The Responsiveness of Statistical Research to National Development Policy in Nigeria.» Paper presented to the Workshop on the Impact of the Social Sciences on Policy, Ibadan, June 1979.
16. A. O. Phillips, op. cit.
17. See for instance C. Okongo-Adigwe et al. «Need for a National Comprehensive Socio-economic Information Organization». Paper presented at the Workshop on the Impact of the Social Sciences on Policy, Ibadan, 4 – 6 June 1979.
18. D. C. I. Okpala, «Assessing Public Policy-Makers' Responsiveness to Social Science Research in Nigeria.» Paper presented at the Workshop on the Impact of the Social Sciences on Policy, Ibadan, June 1979.
19. C. Ake, «Social Science, Dependence and Underdevelopment». Paper presented to the Workshop on the Impact of the Social Sciences on Policy, Ibadan, June 1979.

## RESUME

Dans son introduction l'auteur fait d'abord remarquer que pour comprendre l'impact des sciences sociales sur la politique au Nigéria, il convient de se retremper dans l'histoire de l'interaction entre les spécialistes en sciences sociales et les responsables politiques nigériens. Un tel bain montrerait que les sciences sociales telles qu'elles sont comprises au Nigéria sont dominées par la perspective de l'occident. La plupart des spécialistes en sciences sociales du Nigéria ont été formés en Europe occidentale et aux Etats-Unis d'Amérique. Ainsi les théories, les paradigmes et les méthodologies sont d'inspiration occidentale. Cependant ce qui fait du Nigéria un cas particulier est «peut être le fait que les sciences sociales y sont devenues très importantes et y ont acquis plus de considération que nulle part ailleurs en Afrique Noire».

Comment les spécialistes en sciences sociales ont-ils pu influencer la politique au Nigéria ? Pour l'auteur, c'est d'abord en travaillant comme conseillers, consultants, et planificateurs qu'ils ont eu un accès direct aux conceptions mêmes de la politique nigérienne. C'est notamment le cas des spécialistes en sciences sociales qui travaillent au Bureau Central de la Planification du Nigéria. C'est aussi le cas des nombreux spécialistes qui travaillent dans les organismes parapublics comme, l'Institut Nigérien pour la Recherche Economique et Sociale, l'Institut Nigérien pour les Affaires Internationales etc... D'autre part l'impact des sciences sociales sur la politique ne doit pas seulement se mesurer par la participation des spécialistes en sciences sociales aux prises de décisions politiques mais également à la fois par le résultat de la politique ainsi que par l'importance avec laquelle cette politique est affectée par les recherches en sciences sociales. Néanmoins, un certain nombre de facteurs empêchent les sciences sociales d'avoir l'impact qu'elles auraient dû avoir sur la politique. Ces facteurs sont les suivants :

1. Les sciences sociales en usage au Nigéria sont basées sur des théories reçues de l'Occident.

2. Victimes de leur formation, les spécialistes nigériens en sciences sociales utilisent des méthodologies et un langage sophistiqués incompréhensibles des intéressés.

3. Le fait aussi que leur promotion dépend de leurs publications dans des journaux à distribution réduite constitue une barrière entre les intéressés et les spécialistes en sciences sociales.

4. Les spécialistes nigériens en sciences sociales préfèrent ne pas se lancer dans des projets de recherche à longs termes. Il y a aussi des facteurs inhérents à la nature même de la société nigérienne. Ce sont :

1. La pauvreté et l'inexactitude du corpus en statistique.

2. L'attitude d'impatience et d'indifférence des politiciens à l'égard de la recherche en sciences sociales.

3. La mentalité des politiciens qui préfèrent toujours emprunter plutôt que créer.

4. Le manque de coordination des activités de recherche en sciences sociales et l'absence totale d'une orientation inter-disciplinaire.

Dans sa conclusion, l'auteur fait certaines recommandations pour une participation plus effective des spécialistes nigériens en sciences sociales à la prise des décisions politiques.

# THE IMPACT OF THE SOCIAL SCIENCES ON THE DEVELOPMENT AND PLANNING OF SOCIAL WELFARE SERVICES IN NIGERIA

By

ADA A. MERE \*

This paper is in general a critique of the role of the social sciences in Social Welfare Development and Planning in Nigeria. It begins with a general review of the social scientific bases of social work models and practices during the pre-colonial, colonial and post-independence periods in Nigeria. The second and final part of the paper attempts to demonstrate that through the use of a medium such as the cooperative movement in Nigeria, social work can be planned and executed in a way that makes it truly an effective agent for transforming the present social situation.

## *The Pseudo-Scientific Bases of Pre-colonial Social Welfare Practices:*

It is necessary to begin by defending my assertion that pseudo-science existed prior to the developed nations' conceptualization of it. If social science can be broadly described as an experimental, time-tested, consistent and systematic effort to determine and interpret patterns of individual and group behaviour, then one can assert that, crude as the efforts may have been in pre-colonial times, the vagaries of human environment and the need for survival dictated constant experimentation for purposes of providing solutions to prevailing problems. Social welfare practices in pre-colonial times were generally the result of an understanding, true or false, of the laws of nature as these were predicted, controlled and applied in the satisfaction of felt social needs.

Polly Hill (1970) and Inya Eteng (1979) attest to the fact that human behaviour in pre-colonial times was generally «rational». The concern was with immediate and relevant problems of survival. The approach was pragmatic, constantly emphasizing man's organic relation with his environment. Inexplicable natural and social phenomena were generally regarded as mysteries. Events and elements considered deleterious to human survival were tabooed. Community relationships were founded on Durkheimian mechanical solidarity characterized by a view that society could only be held together by the sharing of common norms and beliefs. And, since emphasis was placed on the survival of the group, deviations from social norms sanctioned by the group were heavily penalized.

Pre-colonial welfare was oriented more or less to collectivities. It also emphasized mutual interdependence and a high degree of reciprocity in virtually all aspects of human existence: labour exchange, social ceremonies, socialization and care of young members of a kingroup, parent-child relationship and aid in times of need or war. The clan, kingroup and family needs and interests were primary while individual needs and interests were

---

\* *Department of Sociology, University of Nigeria, Nsukka.*

subsidiary. The welfare services were preventive and comprehensive in that the welfare systems, that is, the family and kingroup, the community, and clan provided various types of socio-economic insurance and emotional support. These welfare systems also served political, educational, religious and other needs of the members.

The scientific explanation for the model of practices described above lies in the fact that the precariousness of human existence under conditions of rudimentary technology and science engendered cooperative and collective endeavours rather than competition and individual approach to life. This is graphically portrayed in the Igbo adage: *Igwe-bu-ike*, meaning «there is strength in number.» It is known organizational principle that when people pool their skills and resources, they are relatively surer that their requirements will be more readily met.

Nyerere described this mode of cooperative living thus:

«While the first principle of the *ujamaa* unit related to persons, the second related to property. It was that all the basic goods were held in common, and shared among all members of the unit. There was an acceptance that whatever one person had in the way of basic necessities, they all had; no one could go hungry while others hoarded food and no one could be denied shelter if others had space to spare. Within the extended family, and even within tribe, the economic level of one person could never get too far out of proportion to the individuals within the family, and some families within the clan or tribe, could «own» more than others. But in general they acquired this through extra efforts of their own, and the social system was such that in time of need it was available to all.» (Nyerere, 1969).

#### *Social Scientific Bases of Social Work Practice During the Colonial Era.*

Writers such as Gunder Frank, (1969) Nyerere, (1969) Gavin Williams, (1976) Eric Wolf (1968) and Martin Igbozurike (1976) have documented the widely recognized social dislocations resulting from the diffusion of western productive, distributive and socio-cultural systems. According to Martin Igbozurike:

The clash of cultures resulting from this encounter of British political institutions, Christianity, Western education, with African traditional political, educational, religious and legal institutions in one geo-political entity constitutes a series of structures which caused and are still causing problems for the Nigerian nation. (Igbozurike, 1976).

In Nigeria, the spread of the market system and western-type education were instrumental in dynamiting the pre-colonial social order. As a result, the carefully worked-out balance in production and fairly equitable distribution and consumption of resources during pre-colonial times were dislodged. Production for sale was now emphasized over and above production for use. Land and labour became saleable commodities rather than collectively controlled means of production and distribution. Land which was communally owned and was vested with various social privileges and

obligations became a marketable commodity. Series of social insurance provisions by the clan, kingroup and the extended family which cushioned social shocks were dislodged or abrogated. Equally, traditional systems of social protection were undermined. People were severed from usual social ties and from relations of interdependence and reciprocity. They became more concerned with maximization of profit unmindful of community obligations. As people were stripped of these social ties and obligations, they became increasingly more concerned with profit maximization than with eking out mere subsistence. Thus, alienation set in as one of the most formidable social ills in Nigeria. Western-type education which ignores the traditions of the people and extols an alien culture further heightened this process of alienation. Other social ills also emerged. Among them are poverty, unemployment, crime, polarization of society into the haves and the have-nots, and social disorganization. (Nzimiro 1978).

The social problems enumerated above have to be viewed in their proper international context in order to appreciate the models used by social work in tackling them. First, these problems, in my judgement, represent the result of the continued spread of western capitalist system in Nigeria. According to Gavin Williams (1976) these problems

«... have been determined by the requirements of Western capitalism which has restricted the development of peasant and petty commodity production and subordinated indigenous capitalism to its own ends. The colonial state was unable to contain the contradictions generated by colonial capitalism; its indigenous successor could not contain the contradictions generated by neo-colonial capitalism, and could only consolidate its authority after the imposition of military rule and the prosecution of a bloody civil war. The Military Government seeks to promote the development of capitalism and regulate its contradictions. As yet, it has proved unable to establish the conditions for accomplishing this. (Williams, 1976).

Secondly, according to Hoogvelt:

«... all modernisation theories have in common the belief that because of the cultural diffusion of Western economic/technological processes and because of the compatibility of societal structures, developing countries in the long run inescapably will come to take on the characteristics of the developed ones. (Hoogvelt, 1976).

Not only is it believed that developing countries will take on the characteristics of the developed ones but that developed countries must hasten this process of transformation.

If as demonstrated above these social problems will continue to exist and even become exacerbated, then the role of western social sciences has been that of developing theories of adjustment to the existing social order. In the main, these theories divert attention from causes to effects. As a result, they generally subscribe to the maintenance of the status quo. Kodjo in a paper entitled «Science, Technology and Society» asserted:



On the basis of available information, incomplete as it seems, one cannot but tentatively go along with the critical view that in an advanced capitalist technocratic environment the ultimate function of the state is to use power vested in it to create and sustain an overall social frame or order within which ideological mystification, domestication, unconditional submissiveness, obedience, discipline and the like are established and easily achieved as universally accepted modes of proper conduct. Needless to say that the pursuit of such normative values appears to be a necessary, even though not obligatorily sufficient, condition for the workability, viability and success of the capitalist system as a whole. (Kodjo, 1979).

The major theories which shaped social work practice during this period include structural functionalism, systems theory, pathology model of practice, liberalism and consensus theory.

Structural functionalism for many years subordinated cause-effect analysis which is the surest way of tackling problems at their roots. Rather, its subscribers laid unjustified claim to the compatibility of structural element leading constantly to social equilibrium and stability. Social conflicts and disharmonies in human groups were thus assumed away.

Systems theory in its application to social work emphasizes the interdependence of variables within systems and subsystems in society. Thus, in dealing with the family as a social system the concern is primarily with the interdependence and interaction processes among family members. In other words, the emphasis is on how the family operates in relation to other social groups and institutions. The differential distribution of power and other resources and the resultant effects of this asymmetrical distribution are left untouched. As a result of this approach, institutional harmony as well as conformity to norms are over-emphasized while socio-economic relations which are often the major bases of differentiation and conflict are de-emphasized.

The pathology model of social work practice is dominant in Nigeria. Individuals and families and groups are seen by social agencies (public and private alike) as pathological and needing case work or group work assistance. Community work is defined in terms of identifying the problems (pathologies) for purposes of tackling them within limits of available resources. The social order that precipitates these pathologies is generally not the target for action.

Liberalism in social work practice «sees deviants as products of a sick society or as helpless inadequates who cannot make the pace of modern living. Liberal socialist social work urges care, rehabilitation and reform». (Brailey and Brake 1975). Many of our social welfare agencies operate a liberalist model. Government and voluntary social welfare institutions are running this model (See third Dev. Plan on S. Welfare)

Finally, there is the consensus model of practice which is more pronounced in community welfare work. In this case, through self-help projects, a cross-section of the people collaborate in common venture, develop problem-solving skills and learn ethical values. The objective is not to tamper with nor to shift the power relations and the system of resource distribution in the community.

These models most of which have continued to inform the Nigerian social work practice till to date have had some ameliorative effects on societal problems, but their impact could be greater.

*Social Science Bases of Social Work Practice During the Post-Independence Period*

During this period, Third World Social Scientists became gradually aware that after a number of development plans they have failed to achieve the expected level of development or to reach Rostow's «take off» stage. (Frank 1969). Various social science fields began to reappraise their theories and practices. In Nigeria, in the social welfare field, there was an increased recognition of the limitations of our urban-oriented, remedial services. There is some awareness of the need to come to terms with the contradictions in our social life and policies. But thus far, because of a number of factors, the predominant ones being our economic link with, and our economic dependence on, the west and our ruling elites with strong personal interests, it has been difficult to make any meaningful transformation of our social and economic order. Concomitantly, national economic and social policies regarding the production and distribution of goods and essential services have, at best, been reformist and no more.

To be sure, a number of social legislations have been introduced by the present military administration. Some of these programmes have offered practical social services. They include: operation feed the nation programme, the National Youth Corps Services; the Legal Aid Scheme, and the Land Use Decree which, inspite of its many demerits, limited land speculation. But there are social welfare measures which have not achieved the desired objectives. The Price Control Decree is a demonstration of government concern over the lot of the masses. But it is ineffective primarily because of low productivity generally, and ineffective and inefficient management of the programme particularly.

The Indigenization Decree has turned out to be a take-over by government of foreign-owned businesses in the name of all Nigerians but for the benefit of those few Nigerians who have savings or access to credit from banks.

The National Supply Company makes bulk purchases of scarce commodities from overseas countries. It also ensures that these imported goods are equitably distributed through cooperatives. However, in practice the impact of the company has not been felt by the Nigerian masses. Quite often, goods not very much in demand are imported, while at other times the Company serves the interest of the ruling class.

The Labour Decree has a number of restrictive clauses and the Workman's Compensation Act is in dire need of immediate review.

Inspite of many constraints to more effective social work practice in Nigeria, there are potentials for the kind of practice which Paulo Friere (Brailey and Brake 1975) describes as «a restructuring at the roots of the dominant social order.» The contention of this paper is that social work ought to espouse the conflict theory in practice. Conflict orientation in community welfare work posits that in a given community what is called common interests are usually the interests of the dominant power group

which it imposes on the rest of the community. Thus, conformity means conformity to their interests and values which are often opposed to and disagreeable with those of the producing masses. A conflict-oriented community worker brings dissensions and discontent to the fore front, and assists the community to produce its indigenous leaders who will develop ways and means of resolving these conflicts. The conflict-oriented worker tries to help community residents create new centres of power. He mobilizes and aids the masses in confronting the middlemen, the military or political leaders that exploit and oppress them. This process of creating a new centre of power can be achieved through attempts to redress the imbalance in power by developing public cooperative organizations which are different from the existing independent and weak ones which presently cannot stand the stiff competition provided by public and private organizations. Public cooperatives must have government support. They must be organized by the workers, peasants and other progressive elements. The public cooperative marketing organization for example, should buy peasant products and purchase export cash crops and food staples. Marketing organizations when fully strengthened should compete with and eliminate mercantile monopolists by offering higher prices for the purchase of the same products and by buying sufficient quantity to prevent the creation of artificial scarcity. The provision of adequate storage facilities, transportation and credit facilities will all help to increase the bargaining power of the masses. The masses must participate in these organizations. They should also directly benefit from their services. They must at all times prevent the elites from participating and benefiting from these organizations. The large merchants and the wealthy and powerful must be prevented from joining these peasant public cooperatives, or else they will become another mechanism for increasing the power of the elites and for eroding the power of the masses.

The public marketing and consumer cooperatives that sell strictly to members at prices lower than those of private merchants can improve the position and life style of the masses and shift the balance of power in their favour. Once the masses have the power, they can participate in transforming their reality and in being free from and in destroying oppressive system. The ultimate end is a society with a mode of production in which the essential means of production are collectively owned and controlled by the productive class of workers and peasants who also control the political and other instruments of production and distribution and exchange. The role of social work in this process is that of «crystallization of issues and organization of people to take action against enemy targets.» (Cox et al 1971). This process is coterminous with Alfero's «conscientization». But, Alfero emphasized that as professional social workers, we cannot conscientize others unless we have begun the process of conscientization of ourselves. I would add that our social scientists and policy-makers would have to accept, enunciate and consciously pursue this policy of not reforming but transforming the existing social order in order to make possible this model of social work practice.

In conclusion, this paper has examined the social work practices in Nigeria and the social science bases for the various models of practice. The author has suggested an alternative model of practice that has the potentials of transforming the Nigerian society. Constant evaluation through the work of research institutes is essential if practice is to be adequately refined to serve our national development efforts effectively.

**BIBLIOGRAPHY**

1. BAILEY R. and BRAKE M., *Radical Social Work*, Edward Arnold Ltd. London, 1975
2. BARLETT M. Harrett, *The Common Base of Social Work Practice*, National Association of Social Workers Inc. – Washington D.C. 1970.
3. COX F.M. et. al. *Strategies of Community Organization*, F.E. Peacock Publishers Inc. Illinois, 1970.
4. ETENG, INYA. Changing Patterns of Socialization and their Impact on National Development in *Readings in the Social Sciences: Issues in Nigerian National Development*. (Forthcoming Publication).
5. FRANK Andre Gunder. *Latin America: Underdeveloped or Revolution*, Monthly Review Press, 1970.
6. GILBERT, NEIL: Alternative forms of Social Protection for Developing Countries in *Social Service Review* Vol. 50, No. 3, Sept. 1976.
7. HILL POLLY: *Studies in Rural Capitalism in West Africa*, Cambridge University Press 1970.
8. HOOGVELT, Ankre M.M.: *The Sociology of Developing Societies*, Macmillan Press Ltd., London 1976.
9. IGBOZURIKE MARTIN: *Problem Generating, Structures in Nigeria's Rural Development*. The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1976.
10. KODJO, S.: «Science, Technology and Society – (Unpublished monograph).
11. MENDOZA M. and NAPOLI Vince – *Systems of Man – An Introduction to Social Science*, P.C. Health and Company 1973.
12. NYERERE, J.: *Freedom and Socialism/Uhuru na Ujamaa*, Oxford University Press 1968.
13. NZIMIRO, I.: «Citizenship and Social Welfare» Key Note Address, To the Seminar on the Follow-Up Study on the Rehabilitation of Children Displaced During the Nigerian civil war – 1970–73, Sept. 1978.
14. ONUOHA, E.: *The History of Cooperative Movement in Nigeria 1930–1962*.
15. ONWUEJEOGWU, A.: *The Social Anthropology of Africa, An Introduction*, Heinemann Educational Books Ltd., London 1975.
16. POTTER J. & M. et. al.: *Peasant Society – A Reader*, Little Brown and Company, 1967.
17. REIN, MARTIN: *Social Policy: Issues of Choice and Change*, Random House, New York 1970.
18. SCHALLER L. E.: *Community Organization: Conflict and Reconciliation*, Abingdon Press, N.Y. 1966.
19. SMITH, N. J.: *A Brief Guide to Social Legislation*. Methueu & Co. Ltd. London 1972.
20. TERIBA, O. and KAYODE M.O.: *Industrial Development in Nigeria: Patterns Problems and Prospects* Ibadan University Press 1977.
21. TIMMS, NOEL and RITA – *Perspectives in Social Work*, Routledge and Kegan Paul London 1977.
22. TITMUSS, RICHARD M. *Commitment to Welfare*, George Allen and Unwin Ltd. 1968.
23. UNITED NATIONS PUBLICATIONS – *Popular Participation in Development: Emerging Trends in Community Development*. St/Soa/106 United Nations, New York 1971.

## RESUME

L'article traite du rôle des sciences sociales dans le développement et la planification des services de sécurité sociale au Nigéria. Il passe en revue les fondements sociaux et scientifiques des pratiques et modèles des travaux sociaux pendant les périodes pré-coloniales, coloniales et post-coloniales. L'auteur montre en conclusion qu'à travers des organisations de coopération publique le travail social au Nigéria peut devenir un agent important pour la transformation de la situation sociale actuelle.

Les pratiques de sécurité sociale dans le Nigéria pré-colonial étaient généralement le résultat d'une compréhension des lois de la nature comme devant pouvoir aux besoins sociaux ressentis. Les liens entre les membres de la communauté étaient solides parce qu'ils partageaient les mêmes normes et les mêmes croyances. Les systèmes de sécurité sociale dans le Nigéria pré-colonial comme la famille, les relations de parenté, la communauté et le clan ont produit de différents types d'assurance socio-économique et de soutien sentimental. Il y avait dans les problèmes de la vie une interdépendance mutuelle et une réciprocité. On pouvait toujours compter sur la force de l'action collective. Mais tout cela fut anéanti par «l'économie de marché» et le concept occidental de l'éducation qui engendrèrent la compétition et la polarisation des sociétés. Les peuples ne cherchaient plus qu'à maximiser le profit et ainsi l'aliénation s'installa comme l'un des maux sociaux les plus redoutables au Nigéria. La pauvreté, le chômage et le crime s'en suivirent. Ces problèmes sociaux sont le résultat d'un développement continu du système capitaliste occidental au Nigéria. Un aspect inhérent au système capitaliste est l'effort sans cesse croissant des pays développés pour hâter le processus d'imprégnation des pays en voie de développement de caractéristiques appartenant aux pays développés. Cela implique donc que non seulement ces pays auront toujours des problèmes sociaux mais que ces problèmes deviendront de plus en plus aigus. Compte tenu de cette situation le rôle joué par les sciences sociales de type occidental a toujours été de produire des théories d'adaptation à l'ordre social existant.

Les grandes théories qui ont dominé la pratique du travail social pendant cette période ont été, entre autres choses, le fonctionnalisme structurel, la théorie des systèmes, le modèle pathologique de pratique, le libéralisme et la théorie du consensus. Dans le Nigéria de l'après-indépendance, il s'est développé une prise de conscience quant au besoin d'en finir avec les contradictions de la vie et des politiques sociales. Cependant une transformation significative de cet ordre social et économique est rendue très difficile par la dépendance économique sur l'Ouest ainsi que le souci extrêmement grand des élites dirigeantes pour leurs intérêts personnels.

Bien qu'il y ait des obstacles pour une pratique efficace du travail social au Nigéria, il existe cependant des moyens pour une restructuration profonde.

La création d'organismes de coopération publique qui soient complètement différents de ceux qui existent actuellement rectifierait le déséquilibre dans la force de production dans tous les secteurs du pays. Le but final serait donc la mise en place d'une société dotée d'un mode de production dans lequel les principaux moyens de production appartiendraient à toute la société et seraient contrôlés par la masse des producteurs.

# SCIENCES SOCIALES ET SOCIÉTÉ : LE CAS DU NIGERIA

Par

*Samuel KODJO* \*

## INTRODUCTION

Pour comprendre le rôle joué par les sciences sociales dans la société, il importe de procéder à quelques observations préliminaires.

Le besoin de connaissances sur la société est aussi ancien que les sociétés elles-mêmes. Dès que les hommes se sont regroupés en société, ils ont ressenti le besoin de mieux comprendre les mécanismes qui en constituaient les rouages afin de rechercher les voies et moyens d'assurer la bonne marche de la société et également de contrôler et d'exercer une influence, bonne ou mauvaise, sur tous ces éléments. Le « diagnostic social » n'est donc pas une science nouvelle et l'histoire nous apporte des preuves supplémentaires sur le bien-fondé de cette constatation. La pérennité d'une société donnée est fonction de la capacité de ses membres à collecter des données valables sur les conditions influençant l'existence de cette société dans des milieux spécifiques et à élaborer des stratégies adaptées à ces conditions ; c'est la mise en oeuvre de ces stratégies qui garantit, à terme, la permanence de la société. Il arrive que ces stratégies ne soient pas opérationnelles ou qu'elles échouent (ce qui met en danger l'existence de la société) mais ce ne sont pas là des signes de désintérêt pour une meilleure connaissance de la société. Ces situations traduisent plutôt l'absence de données sûres et/ou une mauvaise interprétation des circonstances historiques pour toute action visant à assurer une continuité stable de la société. On peut donc affirmer que les systèmes caractérisant l'Égypte pharaonique ou la Rome ancienne ne sont pas fondamentalement différents de ceux adoptés par les sociétés modernes pour évaluer les faits sociaux, exercice qui sert de fondement aux stratégies sociales. Ces remarques préliminaires sont très importantes en ce sens qu'elles permettent de rejeter les théories fallacieuses selon lesquelles les sciences sociales ont été créées par Auguste COMTE, Adam SMITH et autres théoriciens de renommée internationale. De tous temps, les sociétés ont fait naître des hommes de valeur, qui, grâce à leurs talents ou dons intellectuels particuliers, étaient capables d'entreprendre une réflexion sur les divers aspects de la société, ses modes d'existence et aussi, sans doute, sur les moyens de la faire progresser. On voit donc que les travaux récents, réalisés dans le domaine de l'étude des phénomènes sociaux, n'ont apporté aucun élément unique, particulier ou, du point de vue épistémologique, nouveau. Ces travaux font suite à d'autres, déjà menés dans le passé et qui traduisaient une préoccupation constante, collective ou partiellement collective, des sociétés qui désiraient comprendre parfaitement leurs mécanismes afin de faciliter la réalisation d'actions concertées. Notons toutefois que cette réflexion peut ne pas être menée par l'ensemble de la société ; dans ce cas, il importe

---

\* *Professeur au Département des Sciences Economiques, Université de Nsukka, Nigéria – (Juin 1979).*

que l'image sociale perçue par une minorité soit adoptée et totalement assimilée par l'ensemble de la société. L'intérêt scientifique soulevé par les mécanismes des sociétés a donc été continu, tant au plan historique qu'épistémologique.

Les recherches dans le domaine des sciences sociales sont fondamentalement similaires en ce sens qu'elles sont toutes étroitement liées à la nature même des préoccupations des spécialistes qui les entreprennent, à savoir : la société et les facteurs influençant et déterminant le milieu social.

L'étude des sociétés diffère de celle d'autres domaines de recherche scientifique du fait que chaque société constitue une réalité complexe, difficile à saisir mais dont les effets sont perceptibles. Ainsi, certains éléments de cette entité complexe tels par exemple, les êtres humains qui la composent, peuvent être vus, identifiés et perçus sensoriellement ; par contre, d'autres éléments qui en sont également des composantes essentielles, ainsi les innombrables rapports qui associent ou lient les êtres humains entre eux, tels par exemple les valeurs, les normes, les croyances, les langues, les institutions etc..., demeurent essentiellement immatériels, cachés et, peut-on dire, transcendants. Leur présence et leurs modes de fonctionnement ne peuvent être perçus et compris qu'au moyen d'efforts ou d'exercices intellectuels abstraits. L'ensemble de ces efforts et exercices compose ce qu'on appelle les sciences sociales. Si, dans leurs tentatives d'explication des réalités sociales, les spécialistes en sciences sociales se sont toujours trouvés confrontés à des problèmes d'objectivité, de neutralité, d'impartialité et d'idéologie, c'est essentiellement en raison du caractère invisible de certaines composantes de la société et de ses mécanismes de fonctionnement (1). Traitant d'une réalité qu'ils ne peuvent percevoir avec leurs sens, réalité dont ils font partie intégrante, les spécialistes en sciences sociales, à la différence d'autres chercheurs, ne peuvent pas se «distancer» de cette réalité. Ils n'ont pour unique alternative que de s'appuyer sur leurs propres systèmes de croyances, subjectifs et normatifs, d'en faire usage pour toutes leurs études sur la société et de les intégrer à toutes leurs approches scientifiques. Ainsi, le choix opéré par un spécialiste sur la société, dénote inévitablement le point de vue qui lui est propre ou l'image qu'il souhaiterait donner de la société étudiée. L'abondance des sujets à controverse dans le domaine des sciences sociales s'explique donc par la grande diversité des points de vue et convictions idéologiques. Le recours croissant aux méthodes statistiques dans ce domaine ne contribue nullement et ne peut contribuer à réduire l'importance des éléments idéologiques dans la recherche en sciences sociales. En effet, les statistiques ne constituent qu'un outil utile pour appréhender des données qui seraient autrement inaccessibles. Etant donné que les statistiques, *per se*, n'expliquent pas les phénomènes sociaux, les spécialistes en sciences sociales s'en servent pour en donner leur propre interprétation et en dernière analyse, leurs convictions et opinions idéologiques demeurent inchangées et incontestées, tant dans la recherche que dans l'enseignement.

La place de l'idéologie dans les sciences sociales n'est donc pas une question marginale. Il s'agit d'un problème fondamental qui a des répercussions sur le plan socio-politique. C'est la raison pour laquelle certaines thèses ou recommandations en sciences sociales sont reconnues crédibles et bénéficient d'un soutien politique ; d'autres, par contre, sont rejetées et supprimées par la société et les pouvoirs politiques sous le prétexte qu'elles sont suspectes et subversives du point de vue socio-politique. Ainsi, le rôle pratique joué par

les sciences sociales dans la société est généralement déterminée par l'identité entre les théories préconisées par les spécialistes, les intérêts et les désirs du pouvoir politique en place et les besoins et les exigences des systèmes socio-politiques et socio-économiques, à un moment donné de l'histoire. Il est donc évident que les notions critiques, non-conformistes et dérangeantes ne peuvent pas bénéficier du soutien du pouvoir politique. Le cas de DIOGENE de Syracuse, philosophe ancien qui critiquait dans les termes les plus sévères l'ordre socio-politique de son époque, illustre bien cette observation. Pour défier l'ordre établi, DIOGENE avait l'habitude de se promener en plein jour avec une torche allumée, à la recherche, disait-il, de *l'homme exemplaire*. On le considérait comme un fou et il fut socialement et politiquement frustré. Ce cas s'est souvent répété dans l'histoire. Nombre d'autres spécialistes en sciences sociales ont connu le même sort que DIOGENE de Syracuse. Les propos suivants de J.K. GALBRAITH, bien que s'appliquant au domaine de l'économie, font indirectement allusion à ce problème : «Lorsqu'on examine les facteurs qui déterminent la place des sciences économiques, il faudrait attribuer un rôle mineur aux intentions délibérées et n'en attribuer aucun à la conspiration. Les économistes ne sont pas délibérément asservis à l'idée d'intérêt économique. Certains s'efforcent consciemment de ne prendre en considération que cet élément ; mais c'est la communauté qui édicte quel doit être l'intérêt économique majeur en fixant les normes unanimement acceptées : sont déclarées politiques valables, celles qu'elle approuve et trouve commodes ; sont jugées trop peu judicieuses pour servir à orienter toute action responsable, celles qu'elle désapprouve ou trouve incommodes, aussi originales et intéressantes soient-elles. Les économistes, comme tout le monde, savent d'instinct ce qui est valable et c'est en définissant ce qui est responsable et valable que l'intérêt économique prévaut». (2)

Les remarques susmentionnées ne s'appliquent pas qu'aux sciences économiques. Elles sont également pertinentes pour d'autres domaines des sciences sociales. Dans son analyse des raisons historiques qui ont été à l'origine de l'épanouissement ou de la décadence de certaines théories de sciences sociales ou qui ont causé une ré-orientation des concepts dans ce domaine, A.W. GOULDNER déclare : «En France, (par exemple), les thèses «métaphysiques» que l'on rejetait étaient issues des institutions et classes sociales, vaincues au cours de l'histoire ; on ne pouvait donc pas leur attribuer la même valeur que celle accordée aux notions de classes plus puissantes.

«Une thèse est jugée «valable» lorsqu'il n'est point besoin de la démontrer ou lorsque des arguments faibles la démontrent. Les intellectuels et leurs écrits sont considérés «valables» lorsqu'ils ont la faveur de forces sociales, puissantes et prestigieuses ou lorsqu'ils sont patronnés par les médias. Ainsi par exemple, les professeurs d'universités renommées font figure d'oracles, (ou se prennent pour des oracles), ce qui n'est pas le cas pour les professeurs enseignant dans des institutions de moindre renommée. Les théoriciens des révolutions réussies ont une audience plus large et plus attentive que ceux des révolutions ratées.

La conception et le développement des idéologies modernes ont suivi très fidèlement l'évolution des sciences modernes, le prestige croissant de la technologie et des nouveaux modes de production, la création de nouveaux publics dont le préjugé favorable envers la science moderne avait pour origine le déclin du discours d'autorités plus anciennes. La science devient le paradigme éclatant et prestigieux d'un nouveau discours ; ce fut ce discours



qui permet de diffuser une série d'hypothèses à partir desquelles la notion de science fut elle-même élaborée (et qui servit à propager les principes nécessaires au soutien et au maintien d'un ordre socio-politique et socio-économique bien précis)». (3)

Norbert LECHNER résume l'idée fondamentale développée dans la citation susmentionnée, de la façon suivante : «La science notamment les sciences sociales) n'est pas un processus neutre et (absolument) objectif. Son développement est nécessairement influencé par les intérêts socio-politiques... Cette observation s'applique également à la logique des sciences et aux théories empiriques. Les principaux critères scientifiques tels que neutralité, objectivité et risques d'erreur doivent être considérés comme étant conditionnés (au moins partiellement) déterminés par (les intérêts majeurs de la société)»(4).

En d'autres termes, «la croyance selon laquelle la théorie économique (et bien évidemment les autres disciplines des sciences sociales) ne sont pas influencées par la politique, est fondamentalement erronée» (5).

Ces quelques citations montrent bien que, pour être valables, les sciences sociales doivent remplir certaines conditions inhérentes à la nature intrinsèque des rapports socio-politiques et socio-économiques prévalant ainsi qu'aux intérêts de groupes qui en sont issus. Leur origine et leurs orientations étant presque toujours socio-politiques et socio-économiques, ces sciences comportent des éléments d'endoctrinement idéologiques qui visent à garantir que les intérêts majeurs du système établi ne seront ni compromis, ni dépréciés en cas de lutte pour le pouvoir et la domination dans la société. Ces notions peuvent généralement être vérifiées par un examen des priorités fixées à la recherche en sciences sociales dans diverses sociétés.

## LES SCIENCES SOCIALES DE NOS JOURS

Les remarques formulées au chapitre précédent s'appliquent d'une façon générale aux sciences sociales mais elles ne mettent pas en relief les différences qui existent entre les sciences sociales du passé et celles de nos jours. Autrement dit, elles ne montrent pas clairement les liens étroits existant entre l'évolution de ces sciences et le développement de l'ensemble de la société. Il est essentiel de procéder à une étude de ces rapports si l'on veut comprendre le rôle de ces sciences dans le changement des conditions sociales. Le présent chapitre traitera brièvement de l'amateurisme et du professionnalisme dans le domaine des sciences sociales ainsi que de leurs conséquences respectives au plan socio-politique.

Pour mieux comprendre le raisonnement à suivre, il importe d'indiquer et de souligner que la notion d'étude gratuite des sciences sociales («Les sciences sociales pour les sciences sociales») n'a jamais été un idéal pour les sociétés. Les théories les plus importantes dans ce domaine font partie intégrante de l'infrastructure historique et socio-économique des sociétés ; elles traitent ou expliquent les mécanismes particuliers qui animent les systèmes sociaux et elles permettent également de comprendre de façon approfondie, les divers modes de vie. Elles sont donc nécessairement le reflet d'une certaine logique de la vie sociale. On peut dire qu'elles servent à édifier les bases légitimes sur lesquelles s'établira un ordre social donné ; pour ce faire, le niveau d'organisation sociale déjà atteint, notamment les structures socio-économiques en place, joue un rôle prépondérant. En d'autres termes, les

théories les plus importantes en sciences sociales ont pour caractéristique principale d'être le produit d'un mode de production sociale bien précis.

En sociologie, on répartit généralement les sociétés en deux catégories : les sociétés simples et les sociétés complexes. Ces deux catégories sont censées être les formes extrêmes qu'une société peut prendre au cours de son développement historique. Conformément à la théorie sociologique, une société simple se caractérise par un faible développement socio-économique qui dénote un manque d'institutions spécialisées dans les domaines technologique, économique, organisationnel, politique, culturel etc... A l'inverse, une société complexe a pour traits particuliers d'être développée, diversifiée du point de vue socio-économique et socio-politique, bien structurée car dotée d'un grand nombre d'institutions spécialisées dans les principaux domaines des activités sociales, ce réseau de cadres institutionnels servent de fondement à la prolifération de possibilités pratiquement illimitées.

Dans les sociétés simples, la production des biens et services est essentiellement le résultat des activités socio-économiques des ménages. En conséquence, le niveau d'organisation socio-économique atteint par la société est très bas. On peut dire que la principale caractéristique de ces sociétés est une division du travail sociale minimale. Pour cette raison, la gamme des activités des sociétés simples est très limitée et vise essentiellement à la satisfaction des besoins élémentaires requis pour la reproduction des familles : c'est ce que les économistes appellent économie de subsistance. Les activités entreprises dans une économie de subsistance ne nécessitent qu'un minimum de spécialisation. La tradition et la routine se substituent au goût de l'innovation et du changement ; seule la création de situations nouvelles oblige les gens à adopter de nouveaux comportements ou à introduire de nouvelles techniques. Sans défis, ni pressions, l'horizon de ces sociétés est et demeure limité.

Les activités intellectuelles suivent aussi le schéma imposé par les conditions de vie et l'environnement. Les conditions de vie étant stables, le rôle joué par la tradition et la routine étant prépondérant, la production intellectuelle des sociétés simples restent dans un état de quasi fossilisation ; l'horizon de l'existence restant limité, le besoin d'élargir les connaissances ou d'acquérir de nouvelles compétences ne se fait pas sentir. En conséquence, la connaissance revêt une forme rudimentaire et segmentaire. Rudimentaire, car elle ne réussit pas à transcender les besoins de la vie quotidienne simple et routinière, menée par de petits groupes sociaux, très fermés. Segmentaire, car elle est détenue par de petites entités sociales, sans coordination dans la hiérarchie. Aussi, la connaissance n'est ni formelle, ni spécialisée, ni professionnelle, ni institutionnalisée ; elle semble être l'expression d'une réflexion ou d'une perception simplistes d'un mode de vie élémentaire et des activités socio-économiques et socio-politiques associés à un tel mode de vie. Elle incarne ou exprime la puissance et c'est aussi un moyen d'exercer le pouvoir à l'intérieur du système social aussi, son rôle est à peine connu et reconnu par la majorité du groupe social qui lui attribue, dans le meilleur des cas, la fonction d'un pouvoir aux mains des groupes plus âgés. Les remarques ci-dessus intéressent non seulement les sciences en général, mais aussi et plus spécifiquement, les sciences sociales.

Dans les sociétés complexes, la situation est fondamentalement différente. La division du travail y est très marquée, les rapports de dépendance

entre petits groupes sociaux sont beaucoup plus étroits et ces relations se répercutent à un niveau plus élevé, un système très important d'interdépendance est ainsi créé. Ce réseau d'interdépendance est établi à tous les niveaux de la vie sociale (économique, technologique, administratif, juridique, éducatif, religieux, politique etc...), tous ces domaines ainsi multipliés offrent des possibilités de spécialisation plus poussée, spécialisation que ne pourrait entreprendre les membres de la société, pris individuellement. Il est certain que les membres de la société contribuent significativement à l'accroissement du patrimoine intellectuel de la société mais cette contribution apparaît marginale au regard de la somme totale de connaissances dont dispose l'ensemble de la société complexe.

Compte tenu du schéma d'évolution des sociétés complexes, les sciences, notamment les sciences sociales, sont coordonnées, organisées et diffusées par le canal, et dans le cadre, d'institutions spécialisées d'enseignement et de recherche. Ainsi, la connaissance est-elle institutionnalisée et dans une large mesure, mise à l'écart de segments individuels de la société. En raison de son institutionnalisation croissante, la connaissance devient un problème national et/ou international majeur. En conséquence, pour développer les politiques nationales en matière des sciences, on fait un usage croissant d'institutions plutôt que d'individus. La science, ainsi institutionnalisée, naît et se développe grâce à une spécialisation croissante. On fait beaucoup plus fréquemment appel aux services de spécialistes et d'experts, personnes employées à plein temps et rémunérées par des organismes spécialisés aux fins de concevoir et d'élaborer de nouvelles idées.

Les organismes scientifiques spécialisés et leur personnel se situent de plus en plus ouvertement par rapport aux organes politiques principaux d'un pays donné. Ces liens politiques sont établis en raison de la spécialisation des connaissances offertes par ces organismes et également parce que le fonctionnement de telles institutions exige d'énormes fonds qu'il leur serait difficile d'obtenir sans le soutien financier d'organes politiques, puissants et stables. C'est ainsi que les intérêts financiers et politiques s'entremêlent dans les activités scientifiques entreprises par les organismes spécialisés et leur personnel. Cette convergence d'intérêts est facilitée par le fait que la science, professionnalisée et institutionnalisée, établit également ses propres systèmes d'intérêts cachés, intérêts très similaires à ceux des principaux systèmes politiques et économiques à orientation technocratique. En fait, les grands organismes scientifiques ont besoin d'être reconnus pour pouvoir justifier leurs activités très onéreuses, d'où leur recherche d'appui, de soutien et d'affiliation politique. Il est indéniable que ce soutien politique est rentable, tant du point de vue économique que politique ; il est également indéniable que ce soutien est obtenu au prix de compromis politiques. Le fait que ces arguments ne soient généralement pas partagés par les chercheurs n'est, toutefois, pas une preuve suffisante pour contester l'asservissement relatif des grandes théories scientifiques aux systèmes politiques. Bon gré, malgré, la science est devenue un important facteur dans les processus de prise de décision politiques et économiques, dans les sociétés complexes et qu'ils en soient ou non conscients, les théoriciens scientifiques y apportent leur contribution. Le fait que les hommes de sciences se réfèrent constamment aux grands principes de neutralité et d'impartialité se traduit souvent en pratique par une négation totale ou partielle de ces deux principes ; c'est ainsi que les hommes de scien-

#### 4 *Africa Development*

es deviennent psychologiquement instables et vulnérables aux fortes pressions politiques et économiques ou à l'appât de richesses matérielles, ou aux deux à la fois. Le vieil adage, universellement connu, qui dit : «Celui qui aye a le droit de choisir», devient la règle dans ce domaine ; les classes les plus importantes de la société ne peuvent plus exercer de contrôler d'une part à cause de l'aliénation systématique de la science, mise à l'écart de l'ensemble de la société, d'autre part en raison de l'alliance morganatique conclue entre les organismes de recherche scientifique et les puissants groupes d'intérêts économiques et politiques, ces groupes finissant par ne plus tirer leur pouvoir de la société, malgré leur utilisation fréquente du mot démocratie. Il apparaît donc clairement que, dans les sociétés complexes, il existe des convergences d'intérêts entre les chercheurs et quelques groupes sociaux économiquement et/ou politiquement puissants.

Le problème qui vient d'être évoqué ne doit pas être jugé comme une thèse fantaisiste, née de l'imagination d'un seul individu. Il s'agit d'un problème réel qui se pose à toutes les sociétés modernes, complexes, industrielles et qui a été identifié et souligné, directement ou indirectement, par un nombre de penseurs critiques. Citons notamment C. Wright MILLS, qui, dans ses travaux approfondis sur les tendances actuelles de la recherche en sciences sociales, a découvert l'existence de rapports objectifs permanents entre la science et la politique, la science et le «carriérisme» chez le chercheur, la science et la bureaucratie (6). Il est encore plus révélateur que, tant du point de vue méthodologique qu'épistémologique, les priorités assignées aux travaux de recherche en sciences sociales, soient aussi étroitement subordonnées aux intérêts de firmes commerciales, de l'Armée et de l'Etat (7). On peut donc affirmer que, dans les sociétés complexes, les institutions de recherche en sciences sociales tendent très nettement à être asservies au pouvoir en place, plutôt que de conserver leur intégrité en restant attachées à la recherche et à la diffusion de la vérité. Elles finissent donc par se transformer progressivement, et significativement, en machines énormes destinées à concevoir et mettre en œuvre les stratégies les plus favorables aux intérêts des pouvoirs politiques et les plus capables de maîtriser les situations de crises socio-économiques et socio-politiques, crises inhérentes aux sociétés car reflétant les contradictions existant au sein de tout système capitaliste. C'est donc avec justesse que Norbert LECHNER, en étudiant les recherches actuelles en sciences sociales sur l'identification des problèmes sociaux et de leurs solutions, qualifie ce type de recherche de gestion de crise (8). Il en ressort que les sciences sociales deviennent de plus en plus éclectiques et de moins en moins pertinentes quant à leur signification dans le contexte social : en fait, les pressions croissantes exercées sur ces sciences par les intérêts économiques, politiques et bureaucratiques forment un obstacle qui empêche de soulever et de trouver des solutions avec toute la volonté et toute la tenacité requises, aux problèmes fondamentaux qui affectent l'ensemble de la société. Plutôt que de s'attaquer à de tels problèmes, on demande aux chercheurs d'axer leurs travaux sur des questions superficielles qui n'ont d'autre mérite que celui de ne pas perturber l'ordre socio-économique et socio-politique établi, et de ne pas remettre en cause ses prémisses idéologiques. Les spécialistes en sciences sociales qui se prêtent, sans critiques, à ces demandes en étudiant les symptômes du malaise permanent de la société moderne au lieu de s'attaquer à ses causes réelles et profondes, deviennent les victimes du

système et apportent une grande contribution au maintien et au renforcement du statu quo socio-économique et socio-politique. Cette situation découle nécessairement du fait que le contrôle politico-idéologique des sociétés complexes, confrontées à une multitude de problèmes, est obtenu et garanti grâce à l'aide et aux interventions multiples de ces spécialistes. En conséquence, le problème auquel les sciences sociales se trouvent confrontées de nos jours est celui qui est issu d'une crise due à une prise de conscience erronée des réalités et faits sociaux. Ce problème, qui prend des proportions de plus en plus importantes à mesure que les sociétés se développent, ne saurait être suffisamment souligné car les opinions erronées sur les réalités sociales, bénéficient de l'appui des pouvoirs politiques, ont obtenu droit de citer et sont librement et largement diffusées par le canal des mass média officielles et par les universités ; à terme, elles pourraient être entièrement assimilées dans la société toute entière.

### **CARACTERISATION DES SCIENCES SOCIALES ORGANISEES DANS LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET SOCIO-POLITIQUE NIGERIAN**

Comme nous l'avons indiqué plus haut, la recherche de connaissances sur la société évolue en fonction du développement de ladite société ; aussi la transformation de ces connaissances en sciences sociales hautement organisées, étroitement institutionnalisées et spécifiquement professionnalisées n'est donc pas évidente car elle est organiquement entre-mêlée au développement global de la société.

Pour définir le concept de développement d'une façon élémentaire, on peut dire qu'il s'agit d'un processus socio-économique et socio-politique complexe qui se place dans un contexte historique important ; partant de cette définition, il est essentiel de retracer le cadre historique dans lequel les sciences sociales ont été créées, développées et structurées ainsi que d'identifier les forces qui les sous-tendent, dans le contexte nigérian.

Avant le début du phénomène historique connu sous le nom de « Révolution Industrielle », et qui eut pour résultat de pousser les nations industrielles à coloniser de vastes régions géo-politiques, les groupes socio-ethniques qui vivaient sur le territoire appelé aujourd'hui Nigéria, étaient regroupés en sociétés simples, plus ou moins autonomes. Cette constatation est sans préjugés et tient compte de l'important fait historique, indéniablement établi, que certains de ces groupes étaient très certainement en voie de se constituer en sociétés complexes. D'un point de vue historique donc, on peut avancer l'idée que les « sociétés nigériennes » pré-coloniales, en dépit de l'organisation judicieuse de leur vie sociale et du niveau de développement qu'elles avaient atteint, n'avaient pas réalisé le développement global au terme duquel la formulation de connaissances sociales devient un besoin régulièrement ressenti au plan socio-politique. C'est là une notion partiellement émise dans l'étude réalisée par I. NZIMIRO sur la création de l'Institut Ouest-Africain pour la Recherche Economique et Sociale (WAISER) ; cet institut, d'abord établi à Accra, fut plus tard dissout puis de nouveau établi au Nigéria à Ibadan sous le nom d'Institut Nigérian pour la Recherche Economique et Sociale (NISER) (9).

Le NISER, organisation-sœur du WAISER, fut créé à l'origine par le régime colonial britannique ; les préoccupations qui ont motivé son établissement puis renforcé sa mise en œuvre sont donc évidentes : «C'est à l'époque coloniale que fut reconnue l'importance du rôle des sciences sociales en tant qu'outils pour la collecte de données qui pourraient servir utilement le régime colonial au Nigéria. Les fonctionnaires coloniaux britanniques... travaillaient «la main dans la main» avec les spécialistes britanniques en sciences sociales, notamment les anthropologues, les historiens et les économistes, dont les recherches étaient généralement financées par des subventions du Bureau Colonial. Ces subventions étaient octroyées aux universités dont les travaux se révélaient utiles pour le maintien du régime colonial (au Nigéria)... La plupart des principaux (spécialistes en sciences sociales) travaillaient pour le compte du gouvernement colonial. Ils étaient donc idéologiquement engagés à la cause du colonialisme et leurs recherches ne visaient pas à bouleverser le statu quo colonial.

La recherche sociale avait pour but d'identifier les problèmes qui permettaient au régime (colonial) de poursuivre sa mission civilisatrice auprès des «indigènes». La création du WAISER (et plus tard, celle du NISER) permit aux chercheurs de se doter d'une base juridique sur le territoire colonial, et de disposer ainsi de toutes les installations académiques nécessaires à la collecte de données et à la mise en place de réseaux pour la transmission de ces données au régime. Les questions étudiées n'avaient aucun rapport avec les problèmes fondamentaux de la société coloniale...

On se gardait de s'attaquer à ces questions (fondamentales) car elles auraient pu éclairer sous un jour trop cru la réalité de l'exploitation coloniale. On se penchait plutôt sur l'étude de la superstructure de la société coloniale, telle l'examen des organisations sociales : la parenté, les systèmes politiques et juridiques, les institutions religieuses, l'organisation du village, du clan, du groupe. Ces renseignements permettaient à l'administration coloniale de disposer de faits dont elle se servait pour établir l'appareil administratif qui liait les institutions sociales au régime colonial. Cette recherche était entreprise pour faciliter la domination politique et l'exploitation économique. Ainsi ces sciences sociales n'étaient pas idéologiquement neutres et on pouvait donc remettre en cause l'hypothèse sur leur objectivité et impartialité»(1).

La citation ci-dessus présente brièvement et clairement les traits caractérisant les sciences sociales organisées, institutionnalisées et professionnalisées au Nigéria sous le régime colonial.

S'il est relativement aisé de déterminer et d'évaluer la place des sciences sociales dans un contexte colonial et plus particulièrement, d'identifier les groupes socio-politiques dont les spécialistes en sciences sociales étaient les vassaux, il est beaucoup plus difficile de procéder au même exercice dans une situation post-coloniale, lorsque la domination étrangère est supposée avoir été abolie.

Une analyse critique des conditions constituant une situation post-coloniale, révèle que, bien que nécessaire, le retrait du pouvoir administratif étranger ne suffit pas à garantir l'émancipation totale des anciennes colonies. On sait que les structures technico-économiques et les intérêts qu'elles préservent, conditionnent et déterminent, dans une large mesure, la vie socio-politique d'un pays/nation ; il est donc évident que la continuation

d'activités technico-économiques, dominées par des pays étrangers aura des effets socio-politiques similaires à «ceux enregistrés sous le régime colonial. De telles activités délimitent toujours le cadre politico-idéologique d'une nation ; à son tour, ce cadre sert de superstructure et de justification politico-idéologique à l'infrastructure technico-économique.

Il en découle que, même sans pouvoir politique étranger, l'existence de structures technico-économiques étrangères tend à créer une situation telle que la vie politico-idéologique d'un pays est influencée par des forces et intérêts étrangers.

Dans le cas du Nigéria, nombres de preuves démontrent que, malgré la décolonisation, l'économie nationale est encore dominée par les intérêts étrangers comme le traduit la présence de multinationales capitalistes, étrangères, qui jouent un rôle déterminant dans la vie socio-politique du Nigéria. Ce rôle, qui n'est ni théorique, ni abstrait mais bien réel et manifeste, s'appuie sur le fait que certains Nigériens ont pris fait et cause pour les forces étrangères et ont conclu avec elles une alliance morganatique. En d'autres termes, certains Nigériens ont créé, avec de puissants groupes économiques étrangers, une communauté d'intérêts qui nuit et fait obstacle à la réalisation des profondes aspirations de classes plus importantes de la nation nigérienne. Cette situation est due à la nature des fondements des forces socio-économiques qui sont, en cette ère post-indépendance, incarnés dans les riches Nigériens, ces riches qui, en raison de leur alliance avec les puissantes forces économiques hégémoniques étrangères, se trouvent en position de force économique. Possédant les moyens et ressources financiers nécessaires, ils peuvent partager et participer, ne serait-ce que de façon marginale, aux actions économiques des grandes multinationales étrangères; ils peuvent également (et ils le font) acheter l'allégeance politique des masses nigériennes, masses qu'ils manipulent et contrôlent grâce à l'emploi intensif de moyens de communications, reflet du capitalisme. En outre, ils peuvent aisément acheter armes et munitions ; ils peuvent obliger les chercheurs à entreprendre des travaux qui se révèleront lucratifs pour ceux qui les réalisent et pour le capitalisme mondial.

Ces remarques ne s'appliquent pas au seul environnement socio-politique et socio-économique nigérian. Elles s'appliquent à une situation, caractéristique de la presque totalité des pays sous-développés. Ainsi, la déclaration suivante de Sally NDONGO englobe également le Nigéria : «La domination impérialiste qui ne cherche qu'à s'étendre et se développer, s'appuie sur les classes dominantes dans (les pays sous-développés). C'est ainsi que, par leur intermédiaire, les intérêts de l'impérialisme sont directement présentés aux assemblées nationales, aux conseils économiques et sociaux et aux services publics» (11).

La notion de néo-colonialisme, notion violemment attaquée et critiquée par un grand nombre de spécialistes en sciences sociales, tant dans les pays occidentaux que dans le monde sous-développé sous le prétexte qu'elle est sans fondement scientifique, cette notion donc est apparue comme un outil ou cadre utile pour saisir le concept de l'alliance complexe conclue entre les intérêts étrangers et les forces socio-économiques des pays sous-développés. Ces forces sont le canal par lequel les groupes économiques étrangers exercent un pouvoir indirect sur les milieux socio-économiques et socio-politiques des nations sous-développées. Les voies et moyens mis en

œuvre pour l'exercice de ce pouvoir indirect étant caractéristiques du mode de production capitaliste et visant à assurer la survie de ce mode de production, on peut donc affirmer sans risque de se tromper que le mode de production capitaliste, établi au Nigéria par le régime colonial, se trouve renforcé au lieu de disparaître. En termes plus clairs, l'économie post-coloniale du Nigéria actuel est une économie capitaliste en pleine croissance. Le terme 'économie mixte' qui sert à la qualifier actuellement n'est qu'un euphémisme qui ne change fondamentalement rien à la situation puisque, comme l'expérience et les faits le prouvent, ses éléments dominants sont totalement contrôlés par les forces conjuguées de groupes économiques privés, étrangers et domestiques.

Ces constatations, toutes générales et superficielles soient-elles, ont d'importantes implications pour la recherche en sciences sociales au Nigéria car il serait illusoire de croire qu'un système capitaliste, dominé par des forces étrangères, fournira un soutien juridique ou financier, de façon continue, des études sociales dont les résultats pourraient mettre son existence en danger en critiquant ou bouleversant ses fondements politiques et idéologiques. Un examen approfondi de quelques domaines choisis sur lesquels portent la majeure partie des travaux réalisés actuellement par les spécialistes en sciences sociales, au Nigéria, servira à démontrer le bien fondé de la précédente remarque. Dans le chapitre qui suit, l'accent est mis sur les secteurs présentant un intérêt particulier pour les économistes ; on traitera plus loin, en les associant, de deux autres disciplines des sciences sociales, la sociologie et les sciences politiques.

## I. — LA TRISTE SITUATION DE LA RECHERCHE ECONOMIQUE AU NIGERIA.

A l'heure actuelle, la plupart des économistes nigériens semblent porter une attention toute particulière à l'économie appliquée, domaine qui couvre notamment l'étude des petites industries, de l'industrialisation pour la substitution des importations, des entreprises contractuelles, des aléas d'une économie basée sur le seul secteur de la production pétrolière ; ils se préoccupent également, dans une certaine mesure, du problème de l'intégration économique au niveau régional telle qu'elle pourrait être réalisée dans le cadre de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Leur contribution dans ce domaine devient de plus en plus importante et elle sera probablement une source d'idées nouvelles et originales. En mettant l'accent sur l'économie appliquée et les secteurs susmentionnés, ces économistes nigériens ont certainement convenu de s'appuyer, implicitement ou explicitement, sur les hypothèses fondamentales suivantes :

a) la théorie économique conventionnelle, «orthodoxe» ou «libérale», décrite dans les manuels scolaires sous le terme de positivisme, est intégralement acceptée et considérée comme étant objective, neutre, détachée d'un système de valeurs, universelle et, en conséquence, satisfaisante à tous points de vue. Cette théorie est ainsi toujours utile, opérationnelle, appropriée et immuable ; il est donc évident que les Nigériens ne peuvent



y apporter aucune contribution ou amélioration. Compte tenu de cette situation, la meilleure chose à faire est d'appliquer cette théorie systématiquement et de façon éclectique, pour expliquer ou trouver des solutions aux problèmes posés dans certains cas particuliers au Nigéria. Ce point de vue exprime une ignorance, consciente ou inconsciente, d'un fait capital : à savoir que ladite théorie, en tant que justification idéologique nécessaire d'un système socio-économique bien précis, contient inévitablement certains éléments mystificateurs, destinés à endoctriner et dont la diffusion et l'internalisation constituent des conditions sine qua non pour la perpétuation du capitalisme, en général, de l'expansion et la domination capitalistes dans le monde, en particulier (12). Ainsi donc, les économistes nigériens offrent, bon gré, malgré, leur science et leur soutien au capitalisme mondial et national, en acceptant sans réserves et en basant leurs travaux de recherche et leur enseignement sur des notions préconçues, venues de l'étranger.

Plus grave encore est le fait que le rôle historique de ces notions n'est ni perçu, ni évalué dans le contexte des politiques coloniales et néo-coloniales de domination. C'est ainsi que les économistes nigériens se sont avérés incapables non seulement de mesurer le rôle joué par la théorie économique «libérale» dans la création et la perpétuation du colonialisme et du néo-colonialisme mais également de comprendre et de procéder à une analyse critique approfondie des relations de cause à effet existant entre le sous-développement et la domination historique des puissances étrangères. Plutôt que d'essayer d'appréhender le phénomène de sous-développement dans une perspective historique mondiale, la tendance actuelle est de le considérer de façon éclectique et a-historique en l'expliquant comme un phénomène isolé, résultant des effets conjugués de l'absence de capitaux, de manque de savoir-faire technique etc..., comme si, les pays développés étaient apparus, à un moment quelconque de l'histoire de l'humanité, dotés déjà de capitaux importants et de savoir-faire technique. Les propositions formulées par les économistes nigériens «néo-orthodoxes» sur les politiques de développement apparaissent donc évidentes : il est suggéré de façon explicite ou implicite, de procéder à des importations massives de tout ce qui pourrait manquer au contexte socio-économique nigérien, notamment les systèmes et doctrines normatifs, les attitudes et comportements, préconisés par des théories sociales, fondées sur la vision du monde du capitalisme industriel. La contribution des économistes nigériens se fait éclatante quand il s'agit de consolider la domination capitaliste mondiale et de saboter toute tentative de développement auto-centré et auto-suffisant au Nigéria.

b) En ce qui concerne l'intérêt que portent les économistes nigériens aux petites industries, il importe de mentionner, entre autre, qu'un intérêt si intense indique l'existence d'un accord préalable sur la notion suivante : la division du travail actuellement adoptée dans le monde est un système approprié au Nigéria. Il est également admis que cette division du travail n'implique aucun dangereux préjugé déterministe qui pourrait être utilisé pour conforter l'idée, sans fondement, que les pays industrialisés sont plus compétents que les pays sous-développés (dont le Nigéria) pour traiter des grandes industries lourdes. Il est aussi admis que le système de la division du travail, tel qu'il est établi, ne pourra jamais avoir de répercussions négatives sur le plan politique dans les pays comme le Nigéria en ce sens que, les

nations industrialisées s'interdiront de se servir de la position de force qu'ils ont acquise à saisir, de l'inégalité des spécialisations, pour exercer des pressions politiques sur de tels pays, en cas de crises.

La naïveté dont font preuve les économistes nigériens pour traiter de questions aussi capitales est vérifiée par le fait que les nations industrielles elles-mêmes ne se conforment pas strictement aux principes de règles énoncées dans leurs propres théories économiques sur les relations internationales. Bien que la théorie économique classique et néo-classique sur les relations internationales, telle qu'elle est conçue par David RICARDO (*Comparative Cost Theory*) et Eli F. Heckscher/Bertil OHLIN (*Factor Endowment Theory*) préconise la division internationale du travail et la spécialisation par région en se fondant uniquement sur les notions de coûts comparatifs et de dotations de facteurs, l'expérience pratique a toutefois montré que les nations industrielles sont toujours prêtes à promouvoir et développer des activités économiques, s'appuyant peu ou pas du tout sur de tels facteurs ; ce faisant, ces nations entrent en compétition ouverte avec d'autres pays, mieux qualifiés pour offrir ces mêmes services ou entreprendre ces mêmes activités. En adoptant couramment une telle pratique, les pays industrialisés cherchent à accroître leur degré relatif d'auto-suffisance, face à une économie internationale en crise de façon endémique. En recommandant une politique économique tendant uniquement à promouvoir le développement des petites industries au Nigéria, les économistes nigériens ont, consciemment ou inconsciemment, décidé non seulement d'accorder leur appui aux nations industrielles dans leur recherche d'une plus grande auto-suffisance mais aussi d'identifier les secteurs dans lesquels les capitaux étrangers pourraient être investis sans risques et sans compromettre l'hégémonie économique des nations industrielles.

c) En ce qui concerne la recherche économique dans les domaines de l'industrialisation pour la substitution des importations et celui des entreprises contractuelles, la question la plus discutable semble être celle de l'approche adoptée par les économistes, approche non sélective qui ne remet en cause ni l'origine des capitaux, ni la provenance des experts requis dans ces domaines. Il convient toutefois d'indiquer et de souligner qu'il serait vain de s'attendre à ce que les économistes nigériens adoptent une autre approche car, leur formation «a-historique» ne les ayant pas préparé à comprendre les réalités économiques du Nigéria, ils sont incapables d'évaluer de façon critique le rôle prépondérant joué par les capitaux et les experts étrangers dans le retard socio-économique du Nigéria. C'est probablement là l'une des raisons pour lesquelles les économistes nigériens admettent si difficilement les idées de domination et d'exploitation étrangères, idées qu'ils rejettent ou nient en n'y faisant aucune référence ; cette attitude est un procédé utile pour cacher leur affiliation avec les capitaux des monopoles internationaux et leurs agents étrangers. Un point que l'on a souvent tendance à ignorer et qu'il importe aussi de souligner est le suivant : dans un contexte historique où la scène économique nigérienne a si longtemps été dominée par les capitaux et les experts étrangers, toute politique de développement qui ne sera pas fondée sur un choix courageux, opéré en faveur des ressortissants nigériens, est condamnée à être plus favorable aux investisseurs étrangers qui possèdent plus de connaissances techniques sur le climat socio-culturel nigérien et plus

de capitaux à investir que les Nigériens. En bref, cela signifie que dans une situation de dichotomie et de diachromie historique, l'établissement de mécanismes inégaux de compétition et de compétitivité entre étrangers et nationaux aura pour conséquence d'isoler et d'exclure la participation des Nigériens aux projets économiques viables et ainsi, de freiner le développement de la nation. Par ailleurs, il en résultera également un renforcement de la position de force historique détenue par les investissements étrangers ainsi qu'une domination et une exploitation étrangères accrues sur l'économie nationale nigérienne. L'idée sans cesse présente au Nigéria, que les investissements étrangers et les activités entreprises grâce à ces capitaux sont plus efficaces que ceux des Nigériens, semble donc très discutable lorsqu'elle est étudiée à la lumière de l'expérience historique. C'est une idée dangereuse, tant du point de vue politico-social que psychologique ; s'appuyant sur certaines tendances historiques incontrôlables, elle favorise un style d'argumentation néo-colonialiste, cercle vicieux né des rouages particuliers d'un système défavorable aux Nigériens et qui s'énonce comme suit : les Nigériens n'ont jamais réussi à « décoller » économiquement et ils sont incapables de se développer ; il faut inviter les investisseurs et experts étrangers à prendre en main l'économie nigérienne, mais lorsque cette prise en charge étrangère aura eu lieu et lorsque les Nigériens seront écartés de la course économique, on se servira de la situation créée comme preuve irréfutable de l'immobilisme et de l'incapacité des Nigériens ; cette conclusion permettra à son tour de justifier d'autres actions destinées à faire venir un nombre encore plus grand d'expatriés : ainsi tourne le cercle. Un tel raisonnement, que l'on rencontre non seulement au Nigéria mais dans plusieurs autres pays sous-développés, à chaque fois qu'est débattue la question, toujours d'actualité, de réaliser le développement économique notamment en concluant des contrats et par voie de conséquence de combattre la corruption (13) montre comment des questions théoriques complexes peuvent contribuer à créer la confusion dans l'esprit des gens et à détourner leur attention des problèmes réels, lorsqu'elles sont traitées de façon superficielle et peu concluante ou lorsqu'elles sont mal formulées. Les intérêts capitalistes (étrangers, domestiques ou les deux) prédominent encore en raison de cette confusion créée dans les esprits ; cela est dû en partie à l'absence d'alternatives concrètes qui auraient pu être élaborées par les économistes nigériens s'ils étaient plus engagés à défendre la cause de leur nation. Cette situation explique également les raisons pour lesquelles le problème de la formation d'une main-d'œuvre qualifiée n'a été étudié qu'en sous forme de vagues références aux besoins nationaux, besoins qui, aujourd'hui encore, restent totalement indéterminés. Le manque de données précises sur les besoins nationaux en main-d'œuvre qualifiée ne doit pas être considéré comme la preuve que les économistes ne sont pas conscients du problème ou de l'urgence de sa solution. Il faut plutôt y voir la présence d'un accord tacite entre les principaux planificateurs et économistes nigériens sur l'hypothèse suivante : il existe de toute évidence, un rapport plus ou moins absolue entre les besoins en main d'œuvre du capital privé et ceux de la nation aussi, en satisfaisant les premiers qui sont plus ou moins connus, on satisfait également les seconds. Cette mise en équation superficielle et automatique des intérêts privés nationaux et étrangers qui suppose, d'un côté, la prédominance des forces étrangères et de l'autre, celles des préoccupations nationales est l'obstacle le plus sérieux à toute étude prospective sur le potentiel

développement du Nigéria. C'est d'elle qu'est issue la contradiction latente qui détruit l'économie nationale et pose un problème aux intellectuels mentalement colonisés, ces intellectuels moyens qui, n'ayant pas réussi à appréhender les subtils facteurs sociaux, philosophiques, idéologiques et politiques sous-tendant les théories étrangères qu'ils ont apprises mécaniquement, ne peuvent ni assimiler ces théories, ni les transcender, ni s'en écarter. Pour toutes ces raisons, ils ne possèdent pas le bagage intellectuel ou l'esprit analytique original nécessaire pour entreprendre une étude approfondie des situations coloniales et néo-coloniales complexes.

Ils ne peuvent donc pas comprendre que la mise en place d'un système de substitution d'importations et d'entreprises contractuelles fondé sur une politique de libre-échange (Open-door Policy), équivaut, dans le contexte actuel de la domination persistante du monopole capitaliste, à brader la nation aux forces capitalistes étrangères, rapaces et voraces.

d) Quant à l'intérêt croissant des économistes pour la question de l'intégration économique régionale, soulignons tout d'abord brièvement le bien-fondé d'une telle notion, lorsqu'on pense surtout aux erreurs économiques commises en raison de la «balkanisation» politique de l'Afrique, erreurs qui ont lourdement pesé sur le développement de l'ensemble du continent africain. Il convient donc d'encourager fortement toute recherche entreprise dans ce domaine.

On peut néanmoins contester le choix de l'approche préconisée pour cette question, approche qui n'est pas axée sur les problèmes structurels fondamentaux, survenus dans le passé en raison de la politique coloniale de «balkanisation» et qui restent encore posés aujourd'hui. Il est très étonnant que les théoriciens et fondateurs de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) n'aient pas cherché à identifier ces problèmes et par voie de conséquence, à s'y attaquer avec énergie et détermination. Etant donné qu'aucune étude critique n'a été réalisée sur les conditions héritées par les nouveaux Etats africains au départ des puissances coloniales, on suppose nécessairement que cet héritage colonial est proportionnel à la promotion collective des intérêts nationaux de chaque Etat membre de la CEDEAO. C'est là une nouvelle preuve de la naïveté des économistes et des pièges intellectuels qu'ils doivent éviter.

L'économie des pays membres de la CEDEAO est schématiquement caractérisée par deux grands secteurs : l'un, issu de structures locales, est appelé secteur traditionnel ; l'autre englobe des activités modernes, plus centralisées car taillées sur mesure pour servir les intérêts étrangers. Cette répartition montre bien, qu'à l'exception de situation de crise affectant l'un des pays membres, il existe peu de produits du secteur économique traditionnel qui puissent faire l'objet d'échanges entre les Etats. Cette constatation se vérifie par le fait que tous les pays concernés appartenant à la même zone géographico-climatique, leur production économique est similaire. Tous ces pays produisent, en quantités variables, de l'igname, du manioc, du maïs, des haricots, du bétail, de l'huile de palme, du café, du cacao etc... et tout échange entre pays de la CEDEAO serait essentiellement destiné à combler un déficit dans un autre Etat membre. Si ces observations donnent une image réaliste de la situation à l'intérieur de la CEDEAO, il en découle que, pour l'instant du moins, l'intérêt principal de la Communauté réside en ses effets sur le secteur des activités économiques modernes, secteur encore très large-

ment contrôlé par le capital étranger dans l'ensemble de la région de la CEDEAO. A la suite de l'expansion sans précédent des investissements dans le secteur de la substitution d'importations, la production des multinationales, notamment au Nigéria, s'est considérablement accrue, ce qui conduit à la recherche de marchés plus importants que celui qu'offre ou que pourrait offrir la CEDEAO. Il semble bien donc que cette notion constitue l'unique et principale justification de l'existence de la CEDEAO à l'heure actuelle ; or, les économistes contribuent précisément à escamoter cette notion en proposant d'autres justifications superficielles et peu imaginatives par le canal d'une politique délibérée qui fait appel et cherche à éveiller des sentiments de communauté et d'identité culturelles. C'est à cet effet que l'idée d'échanges culturels, telle qu'énoncée dans la charte de la CEDEAO, est évoquée ; elle est également utilisée délibérément comme un instrument utile pour mieux égarer les habitants de la région et ainsi camoufler la domination étrangère croissante de la région. Ce faisant, on empêche les peuples de se rendre compte, qu'au sein de la CEDEAO, les usines de montage d'automobiles, de bicyclettes, de radios, et toutes sortes d'activités complexes des multinationales tels que l'extraction et le raffinage de pétrole, l'extraction et le traitement d'autres minerais stratégiques, les transports, les communications, l'industrie de chaussures et de vêtements etc... peuvent être encore plus prospères que si la CEDEAO n'existait pas. On peut également se poser des questions sur les propositions concernant les échanges culturels à l'intérieur de la CEDEAO. L'hypothèse fondamentale est que les cultures traditionnelles ouest-africaines, ayant été nourries par un milieu externe plus ou moins homogène, sont forcément similaires dans leurs caractéristiques essentielles, même si l'on observe des différences locales ; si le bien-fondé de cette hypothèse se vérifie, on peut alors se demander sur quoi porteraient ces échanges culturels, l'absence de différences culturelles fondamentales entre les peuples ouest-africains ne pouvant être utilisée pour justifier les transactions envisagées. La contradiction inhérente à l'idée de telles actions a déjà été mise en évidence (bien que de façon trop peu manifeste pour que le grand public ouest-africain s'en aperçoive) par les résultats des premiers échanges réalisés. Au lieu de porter sur les cultures africaines traditionnelles, ces premiers échanges ont plutôt concerné l'héritage laissé par les maîtres coloniaux : quelques jeunes africains anglophones cultivés ont été sélectionnés pour se rendre dans certains pays francophones, membres de la CEDEAO, pour y apprendre le français et se familiariser avec les milieux d'affaires de ces pays, et vice-versa. C'est là une démonstration pratique qui confirme le point de vue exprimé plus haut, à savoir que la CEDEAO est un dispositif régional pragmatique qui sert à renforcer la domination étrangère historique en Afrique. En conséquence, des efforts synchronisés ont été délibérément déployés, tant au plan économique que culturel pour faciliter et soutenir cette domination qui, pour atteindre un degré satisfaisant d'efficacité et de viabilité, doit être permanente. Une des conditions requises pour réaliser ce principe de permanence consiste à conjuguer l'action culturelle planifiée à la participation économique car il est reconnu qu'une politique de domination étrangère qui ne serait fondée que sur des éléments économiques, sera, à long terme, éphémère d'où la nécessité de l'appuyer par une infiltration et un endoctrinement culturels étrangers. « Quoiqu'indispensable à tout acte d'oppression, la force brutale ne suffit jamais à maintenir, de façon durable, la

domination d'un peuple par un autre peuple. Pour maintenir longtemps et efficacement un peuple sous le joug, il est indispensable d'obtenir qu'au moins une partie des classes dominantes du peuple soumis accepte et adopte les valeurs et normes de l'occupant. Les forces d'occupation ont besoin d'alliés et de collaborateurs qui, de l'intérieur, diffusent leurs idées et font naître des doutes sur les valeurs de leur propre société, en agissant ainsi, ces collaborateurs détruisent la cohésion et minent la force de résistance de leur société à l'agression étrangère. Cette tâche d'aliénation et de dressage, ce travail infiniment dangereux et insidieux... échoient, dans les sociétés contemporaines, à l'éducation «moderne» coloniale et néo-coloniale qui en constitue le pilier. Là, comme dans d'autres domaines, l'impérialisme s'est révélé capable de disparaître du devant de la scène tout en restant présent derrière le rideau par le biais des programmes éducatifs et du langage des communications (14). Ainsi, avec leur programme d'échanges culturels orienté vers l'extérieur, la CEDEAO, ses théoriciens-idéologues et ses organes directeurs ne peuvent que contribuer fortement à consolider et étendre le travail culturel destructeur des maîtres coloniaux au lieu de faire revivre, de réhabiliter et de promouvoir les traditions culturelles africaines, devenues morbides et moribondes sous la pression et le fardeau historique de l'homme blanc. L'identification des relations organiques subtiles qui existent entre la vie économique et la vie culturelle ainsi que la formulation de politiques adaptées à ces relations sont incontestablement des tâches dévolues aux spécialistes en sciences sociales.

## II. — SOCIOLOGIE ET SCIENCES POLITIQUES AU NIGERIA : ORIGINE DE LEUR INOPPORTUNITE

Tout comme les sciences économiques, la sociologie et les sciences politiques contemporaines sont, au Nigéria, tributaires de leur origine, à savoir la société industrielle capitaliste, connue universellement comme étant le paradigme de la société de classes issue du modèle de production capitaliste. Prenant leurs racines dans la société industrielle capitaliste, la sociologie et les sciences politiques reflètent nécessairement les caractéristiques très particulières, les anomalies et malaises de cette société stratifiée. Leur rôle est double et ambigu ; il consiste à entreprendre une réflexion, avec des thèmes et méthodes de travail qui leur sont propres, sur les caractéristiques des classes de cette société et, en même temps, de camoufler les contradictions de classes en inventant une éthique sociale mythique et donc idéologique, en laquelle les gens sont amenés à croire fermement pour créer un consensus, une harmonie et une cohésion pré-établis et permanents. A ce rôle contradictoire, s'ajoute celui de créer un ordre social abstrait et métathéorique qui, dans des situations idéales, permettrait de transcender, d'éviter et de prévenir les conflits et antagonismes dans la société. L'approche théorique, adoptée par les deux disciplines scientifiques sus-mentionnées pour atteindre cet objectif, est la doctrine fonctionnaliste.

Courant de pensée le plus suivi actuellement en sociologie et sciences politiques, le fonctionnalisme est une doctrine qui ne nie pas l'existence de classes dans le système social du capitalisme industriel et c'est là sa vertu la plus éclatante. Néanmoins, cette doctrine commet le crime impardonnable de toujours assigner à chaque classe sociale une fonction indéterminée qui

est censée être, à priori, complémentaire aux fonctions des autres classes. Ne disposant d'aucune étude approfondie sur le fond et la forme de chacune des fonctions ainsi assignées — les fonctionnalistes ne se sont, à vrai dire, jamais beaucoup préoccupés des questions de forme et de fond (15) — il apparaît donc que chaque fonction se justifie *per se* et, plus important encore, ces fonctions semblent ne contenir aucun élément de lutte des classes. Elles se recoupent harmonieusement et contribuent à la mise en place d'un système social qui assure stabilité et paix à la société. Sans ces interactions fonctionnelles harmonieuses, la société ne peut survivre. Le plus important élément d'endoctrinement du fonctionnalisme est sa négation totale du malthusianisme. Selon cette école, toute théorie soulignant les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, aux relations socio-économiques déséquilibrées et aux conflits qu'engendre un tel mode de production, n'est ni crédible, ni valable. — Leur réputation, s'il arrive qu'on leur en accorde une, ne doit être que marginale par rapport à l'intérêt politique considérable suscité par l'expansion du fonctionnalisme. Les politiques préconisées par les fonctionnalistes ont pour objectif ultime, la stabilité et dans le meilleur des cas, elles proposent des mesures évolutives, étant entendu que ces mesures ne doivent ni perturber l'équilibre des forces socio-économiques et socio-politiques, ni bouleverser l'équilibre social déjà existant.

Le fonctionnalisme peut donc être identifié au conformisme et au conservatisme car s'est une doctrine qui s'oppose à tout changement structurel fondamental dans la société.

En adoptant les thèses chères à I. NZIMIRO (16), on ne peut nier l'influence quasi-absolue, sinon totale, que les notions rigides du fonctionnalisme ont eu sur l'enseignement et la recherche dans les domaines des sciences politiques et de la sociologie, au Nigéria. Cette observation délimite déjà le cadre dans lequel doit s'inscrire tout travail critique du spécialiste en sciences sociales : puisque le fonctionnalisme s'est révélé profondément mystificateur et incapable de résoudre les problèmes des sociétés industrielles capitalistes, raisons pour lesquelles cette théorie est si sévèrement critiquée de nos jours, on peut donc imaginer à quel point son application devient inopportune et équivoque dans une situation plus complexe de capitalisme périphérique ! En d'autres termes, comment peut-on concilier, de façon fonctionnelle et idéale, d'un côté les intérêts du capitalisme étranger et ceux des classes dominantes des pays sous-développés (dont le Nigéria), et de l'autre, les intérêts hétérogènes et conjugués de ces deux catégories avec ceux des masses marginales de ces mêmes pays sous-développés ! Ce sont là des questions fondamentales auxquelles les fonctionnalistes ne peuvent répondre de façon satisfaisante qu'en abandonnant leurs thèses et en ayant recours aux théories conflictuelles. Une telle ré-orientation, lorsqu'elle a lieu, ne doit pas être fondée sur des questions de commodité, elle doit être l'expression d'une conviction profonde et d'un engagement total. Ainsi, les fonctionnalistes qui abandonnent leurs thèses par pur opportunisme, restent en général superficiels et contradictoires dans leur analyse des problèmes affectant les pays sous-développés et ce, en raison d'une absence de conviction personnelle dans les théories conflictuelles et également par manque de dévouement à la cause de pays sous-développés.

On voit donc que les problèmes pratiques auxquels sont confrontés sociologues et spécialistes en sciences politiques au Nigéria, ne sont pas fondamentalement différents de ceux dont est née la crédulité infantile des économistes nigériens. En termes épistémologiques, il s'agit de problèmes d'inopportunité issus, non seulement de l'adoption de modèles métathéoriques abstraits et non-opérationnels, mais également, de l'absence d'engagement des chercheurs concernés à la cause de leur propre société. Cet état de choses affecte notamment le choix des domaines prioritaires étudiés par les sociologues et les spécialistes en sciences sociales au Nigéria ainsi que leur sélection de techniques d'enquêtes. Que la recherche porte sur les valeurs, normes, attitudes, comportements sociaux et/ou politiques ; les élites sociales et/ou politiques ; les schémas d'organisation sociale et/ou politique ; les mécanismes de délégation et d'exercice du pouvoir politique et/ou social etc..., l'application de la doctrine fonctionnaliste à une telle recherche a toujours pour effet de distordre la réalité en raison de l'omniprésence de l'hypothèse fonctionnaliste fondamentale selon laquelle les éléments existant dans la société sont, quelle que soit leur nature, toujours adéquats, jamais ou rarement dysfonctionnels. Cette observation se vérifie, dans le contexte socio-politique nigérien, par l'idée largement répandue et adoptée que le système ou ordre socio-politique actuellement prévalant, est fondamentalement bon ; en conséquence, toute ratée dans sa mise en œuvre est due aux personnes ou groupes responsables. Pour y remédier, on se contente de formuler quelques recommandations destinées à accroître l'efficacité dudit système grâce à un renforcement de discipline dans ces groupes. On décide d'ignorer, probablement par commodité intellectuelle, la question critique, et combien opportune, suivante : comment un bon système peut-il faire naître, et fortifier, de mauvais éléments socio-politiques ? Si l'on comprend que, dans une situation conflictuelle théorique, il ne peut y avoir de système parfait, il devient nécessaire d'établir une relation dialectique entre le système et ses éléments constitutifs, relation qui permettra de se rendre compte que la présence de mauvais éléments dans un système est une indication de l'imperfection dudit système qu'il convient de réformer ou d'améliorer, dans le cas où la situation prévalante interdit toute notion de révolution.

### **VERS UNE ORIENTATION NOUVELLE ET UTILITAIRE DES SCIENCES SOCIALES AU NIGERIA**

Comme nous avons essayé de l'expliquer plus haut, le problème crucial auquel sont confrontés les spécialistes en sciences sociales nigériens est, en grande partie, issu de l'adoption de thèses fonctionnalistes, tendant à protéger et à défendre le statu quo ; le choix d'une telle approche résulte d'une situation socio-économique et socio-politique spécifique qui s'oppose à tout changement structurel fondamental de la société. Le Nigéria étant, par excellence, le type même de la nation capitaliste périphérique, on ne peut s'attendre à ce que sa superstructure (nourritures psycho-intellectuelles y compris) se développe à l'encontre de l'esprit capitaliste, du type de société proposée par le capitalisme et surtout, des dogmes et idées diffusées par les principaux centres capitalistes mondiaux. En se développant, cette superstructure doit prendre en compte et assurer l'existence de correspondances



entre la production scientifique sociale et les besoins d'un système capitaliste périphérique. Ces quelques observations sont essentielles pour comprendre la dimension nationale de la situation déplorable dans laquelle se trouvent les spécialistes en sciences sociales au Nigéria.

Citons à cet effet, l'analyse lucide de I. NZIMIRO. Partant de la question fondamentale suivante : Par quel mécanisme, les influences extérieures peuvent-elles provoquer une crise, dans le domaine des sciences sociales ? NZIMIRO déclare : «La réponse à cette question soulève un problème idéologique. Toute nation, dont l'âme est asservie par des modes de pensée issue d'une société dotée d'une structure sociale, d'une expérience historique et d'une vision du monde différentes, est condamnée à étouffer sa jeunesse et ses intellectuels. Les mécanismes de pensée de ses citoyens étant téléguidés de l'étranger, une telle nation ne peut remettre en cause les fondements de son existence.

Dans un monde matérialiste puissant où les moyens de communications sont contrôlés par l'Occident, où les produits qui aiguissent l'appétit des classes dominantes sont manufacturés et expédiés vers d'autres nations pour y être consommés, où le système éducatif est exporté de l'étranger et présenté à ceux qui feront usage de ses valeurs comme garantissant le succès matériel dans un tel monde, les nations qui reçoivent cette culture matérielle et immatérielle, sont destinées à n'être que des caricatures de leurs modèles étrangers ...

«Dès que le Nigéria a été intégré au système capitaliste mondial, l'intellect de son peuple s'est trouvé assujéti aux valeurs idéologiques de l'Occident. Une mentalité reflétant les valeurs des maîtres, s'est inconsciemment imposée aux processus de pensée de ceux qui avaient été exposés à ces valeurs. Les valeurs de notre société sont donc celles qui nous ont été données par l'Occident. Le matérialisme, sous-produit de la culture matérielle occidentale, est devenu une maladie car nous vivons maintenant dans une société uniquement préoccupée de gains. La course à la richesse est devenue une obsession. L'acquisition de biens matériels est considérée comme une condition essentielle pour grimper dans l'échelle de la société et toutes les autres valeurs sont englouties dans ce tourbillon de matérialisme. L'histoire du célèbre philosophe qui demandait à un riche de s'écarter de sa vue car son ombre faisait écran au monde réel, paraîtrait bien étrange si elle était contée à nos contemporains.» (17)

Une analyse approfondie de ce passage de NZIMIRO révélerait qu'en fait, il existe une sorte de correspondance organique entre la vie économique, politique, intellectuelle et culturelle de sorte que le Nigéria, en tant que nation capitaliste, serait incapable de conserver son identité s'il devait tolérer l'établissement de systèmes scientifiques de production qui auraient pour effet d'étrangler le capitalisme. Compte tenu du fait que le capitalisme est fondé sur une «philosophie de laissez-faire», philosophie qui opère néanmoins des sélections en ce sens qu'elle ne cherche ni à favoriser, ni à promouvoir les intérêts des pauvres, le marché du travail n'est ouvert qu'aux spécialistes en sciences sociales capables de résister à la compétition. Dans un pays tel que le Nigéria où les diplômés sont hautement appréciés et servent de critères pour évaluer la qualité intellectuelle, il est évident que la compétition sera remportée par ceux qui ne font pas preuve d'esprit critique.

Le Nigéria n'ayant pas d'idéologie nationale qui pourrait servir de critère à la sélection de chercheurs, n'importe qui peut faire acte de candidature pour un poste de spécialiste en sciences sociales qui serait vacant, à la condition que le candidat possède un diplôme internationalement reconnu, diplôme qui, dans un système social capitaliste, équivaut à un «ticket de restaurant» et sert à ouvrir les portes au «carriérisme». La promotion professionnelle, essentiellement fondée sur le nombre de publications parues dans les «magazines spécialisés», sert par la suite à opérer une sélection entre «bons» et «mauvais» chercheurs. On se soucie peu de savoir si les thèses préconisées par les soi-disant «magazines spécialisés» ne sont pas contraires aux intérêts nationaux nigériens, on se soucie encore moins de savoir que ce qu'on qualifie de «bon» ou de «mauvais» dans le domaine des sciences sociales est, dans une grande mesure, fonction du jugement subjectif et de l'orientation normative de la personne qui juge. Il importe également d'indiquer ici que, d'une façon générale, est considéré comme bon par la doctrine fonctionnaliste tout ce qui est conforme au système prévalant et qui ne cherche, ni à remettre en cause, ni à perturber les fondements d'un tel système. Par ailleurs, aussi originale, stimulante et imaginative soit-elle, toute thèse qui remet en question le statu quo est immédiatement qualifiée de mauvaise et totalement rejetée.

Dans un tel climat, les chercheurs non conformistes ressentent de plus en plus de frustration et sont, soit écartés de la vie académique, soit contraints de vivre dans le silence et l'impuissance, ce qui laisse la profession ouverte aux seuls spécialistes, disciples des thèses et doctrines favorables au maintien du système socio-économique et socio-politique du capitalisme périphérique. Sûrs du soutien total et des bénédictions du système, les chercheurs «néo-orthodoxes» ont donc le champ libre pour diffuser des notions inutiles pour comprendre les conditions historiques dont résulte le Nigéria d'aujourd'hui, dégénéralant ainsi dans la médiocrité. C'est ainsi que l'inefficacité intellectuelle devient une vertu spéciale dans un contexte spécial auquel s'applique le principe énoncé comme suit : «les chiens ne mangent pas la viande de chien». Ce principe, qui signifie que les médiocres ne s'opposent pas aux médiocres, et qu'un Etat capitaliste n'émascule pas ceux qui prônent son existence et le soutiennent, sert de fondement à la création et à l'institutionnalisation du système de «cliques» et de «clients» qui est aujourd'hui l'une des caractéristiques de la vie académique au Nigéria. L'hypocrisie devenant une institution, une situation d'équilibre s'est établie entre les intérêts et les partis concernés. Cela a créé un cercle vicieux qui touche non seulement les milieux académiques mais également les milieux économiques et politiques, tant au Nigéria qu'à l'étranger.

Si les facteurs susmentionnés sont bien ceux qui conditionnent la recherche académique au Nigéria, on peut raisonnablement conclure que, pour une ré-orientation des travaux scientifiques, il serait essentiel de prendre les normes suivantes : lever les obstacles externes qui paralysent, à l'intérieur des universités, la poursuite de travaux valables ou accorder une totale liberté académique qui permettrait de garantir et de promouvoir l'enseignement des doctrines les plus diverses dans les universités nigériennes.

La proposition formulée sur un abandon des influences extérieures s'inscrit, de toute évidence, dans le cadre de recommandation similaire sur la nécessité d'élaborer au plus tôt, une nouvelle idéologie qui refléterait, de

façon plus réaliste, les conditions d'existence de la nation Nigérienne et qui ne serait plus, comme c'est le cas actuellement, l'expression des intérêts éso-tériques de quelques riches Nigériens. En d'autres termes, il s'agit d'établir un nouvel ordre socio-économique et socio-politique, qui insufflerait un nouveau sens de direction dans la nation toute entière. Les universités, en tant que partie intégrante de la nation, seront appelées à apporter leur contribution à l'effort national, déployé pour la formulation d'un nouveau système ; les chercheurs seront alors obligés de se défaire de leur attitude apathique envers la recherche académique. D'ores et déjà, le système actuel, qui favorise la médiocrité académique, fait l'objet de très sévères critiques. A défaut des raisons plus valables, la réorientation de la recherche intellectuelle se fera pour des motifs purement existentiels ; en effet, les chercheurs se rendront compte qu'il ne sera pas rentable de s'attacher à des questions sans rapport avec le nouveau système et que ce faisant, ils risquent de perdre ou leurs postes ou leur crédibilité. Par ailleurs, les chercheurs dont les opinions critiques avaient été réprimées ou supprimées, auront un rôle prépondérant à jouer dans le combat national pour l'élaboration d'une idéologie et d'un système national. Dans cette nouvelle situation le recrutement et la promotion dans les universités seront fonction de critères, établis sur la base, ou prenant en compte, les efforts nationaux continus en vue d'améliorer les systèmes socio-économiques et socio-politiques.

La seconde proposition, relative à la démocratisation, la libéralisation et l'émancipation de la vie académique, placée en dehors de toutes contraintes, attaches et considérations politiques, est fondée, à défaut d'une volonté nationale ferme d'établir un nouvel ordre national, sur l'idée, simple mais non utopique, que les systèmes académiques démocratiques et ouverts contribuent à créer un climat favorable à l'élargissement des idées et aux débats intellectuels. Dans la mesure où le «parrainage» sera exclu de la vie académique, la valeur du travail des chercheurs sera uniquement déterminée par les mérites intrinsèques de ce travail, et c'est sur cette valeur que l'on se basera pour juger le succès académique. Il est certain que ce changement affectera également l'orientation des travaux de recherche car les chercheurs ne pourront plus compter sur «les transactions nocturnes» (18) qui ne seront plus rentables, au moins à long terme. Même sans l'influence des pressions extérieures, les spécialistes en sciences sociales, ne peuvent, aujourd'hui, prétendre une ignorance de l'existence de nouvelles thèses critiques dans leurs diverses disciplines. S'ils n'adoptent pas ces nouvelles doctrines, c'est assurément pour des raisons de pure commodité intellectuelle ou par paresse, motifs qui sont les conséquences d'intérêts particuliers de nature non académique qui s'expliquent ainsi : les diplômés universitaires étant, à l'heure actuelle, considérés comme des assurances à vie et les professeurs d'université étant plus concernés par leurs affaires privées que par la poursuite d'un long travail académique, il n'apparaît pas nécessaire de considérer les travaux intellectuels comme des exercices permanents qui exigent une mise à jour continue et un ré-ajustement des connaissances sur les conditions changeantes de l'existence. Avec l'établissement d'un système démocratique d'échanges, de défis et de compétition intellectuels, il est probable qu'une nouvelle éthique académique sera conçue, éthique selon laquelle la valeur, la productivité, la pertinence et le mérite d'un travail académique seront déterminés par la connaissance des domaines et tendances les plus récents des débats académiques

ainsi que celle des contributions scientifiques les plus pertinentes qui y auront été apportées. On prendra alors conscience que l'accent, immuablement mis dans les universités nigériennes, sur des théories dépassées, ne pourra plus être justifié. Dans les pays où les doctrines peuvent faire l'objet de libres débats, l'université devient un centre de création d'idées nouvelles, toujours nécessaires pour établir des programmes d'enseignements pertinents dans les facultés. Les programmes actuels des facultés de sciences économiques comportent habituellement un cours d'introduction à l'économie suivi d'une étude des principes économiques et enfin, une série de cours I, II, III etc... d'analyse économique ; les facultés de Sociologie et de Sciences Politiques offrent quant à elles, des cours sur divers aspects de la société étudiés essentiellement selon les perspectives fonctionnalistes. Au lieu de n'offrir que de tels programmes qui, enfin de compte, ne sont qu'une simple répétition *ad infinitum* des mêmes notions, présentées de différentes façons, les diverses disciplines des sciences sociales devraient s'apercevoir de l'utilité d'élargir la portée de leurs préoccupations traditionnelles, préoccupations qui consistent essentiellement à diffuser des théories «orthodoxes – libérales» étrangères et, le cas échéant, à mener des travaux de recherche associés à ces mêmes théories. Elles découvriront, au moyen d'études individuelles ou interdisciplinaires, la nécessité urgente de traiter et de s'attaquer aux questions vitales, cruciales, transdisciplinaires et si controversées de notre temps, telles que le capitalisme, l'impérialisme et l'exploitation face au socialisme ainsi que l'impact de ces divers facteurs sur le Nigéria ; les causes des problèmes de l'économie pétrolière nigérienne ; l'aliénation et la perversion des processus de développement en tant qu'éléments constitutifs du dilemme total de la dépendance ; les raisons pour et contre la quête croissante de l'auto-détermination et l'auto-centrisme dans un monde contemporain dominé par de puissants intérêts cachés, etc...

L'élaboration et l'établissement de sciences sociales utilitaires et donc libératrices, au Nigéria nécessitent une nouvelle approche ainsi qu'un traitement différent de ces sciences, actions déjà en cours de réalisation ailleurs qu'au Nigéria. De telles actions exigent également une nouvelle idéologie, une nouvelle vision de l'existence qui aura pour conséquences des changements structurels profonds à l'intérieur et en dehors des institutions d'enseignement supérieur, processus qui ne pourra être mené à terme sans la mise en place de forces de pression, sans une thérapie de choc, qui affecteront, au mieux de façon simultanée, les influences externes et internes sur les universités nigériennes.

## NOTES

- (1) Pour une information plus détaillée, voir Gunnar MYRDAL, *Objectivity in Social Research*, Londres (Gerald Duckworth & Co Ltd.) 1970. Pour de plus amples informations sur ce sujet voir David Morley, *The Sensitive Scientist : Rapport d'un British Association Study Group*, London (SCM Press Ltd.) 1978.
- (2) J.K. Galbraith, *Economics and the Public Purpose*, Londres (Andre Dentsch) 1974 pp. 7-8.
- (3) Alvain W. Gouldner, *the Dialectic of Ideology and Technology : The Origins, Grammar and Futur of ideology*, Londres (The Macmillan Press Ltd.) 1976 pp. 6-7.

- (4) Norbert Lechner, Sozialwissenschaftliches Krisenmanagement in Lateinamerika In : Dankwart Danckwerts, Hermann Pfuetze et alia (eds.), Die Sozialwissenschaften in der Strategie der Entwicklungspolitik, Francfort on the Main (Suhrkamp Verlag) 1970, p. 112.
- (5) Freimut Duve, Der Rassenkrieg findet nicht statt. Entwicklungspolitik zwischen Angst und Armut, Duesseldorf-Vienna (Econ Verlag GmbH) 1971, p. 130.
- (6) C. Wright Mills, the Sociological Imagination (version française) : L'imagination sociologique, Paris (François Maspéro) 1976 pp. 70–71 ; 97–98 ; 103–105 et 107–124.
- (7) Voir C. Wright Mills, op. cit., pp. 97–98. Pour des informations plus détaillées, voir Michael Klare, The Military Research Network ; America's Fourth Armed Service. North American Congress on Latin America (NACLA) (ed.), The University – Military – Policy Complex : A Directory and Related Documents, 1970.
- (8) Voir Norbert Lechner, op. cit. Le titre du travail de Lechner tel qu'il est cité plus haut est libellé en anglais comme suit : Social Scientific Crises Management in Latin America.
- (9) Voir Ikenna Nzimiro, «The Crisis in the Social Sciences : The Nigerian Situation». Third World Forum Occasional Paper No. 2, 1977, pp. 18–19.
- (10) Ikenna Nzimiro, op. cit., pp. 18–19.
- (11) Sally N'Dongo, la «Coopération» Franco-Africaine, Paris (François Maspéro) 1972, p. 26.
- (12) Pour une justification partielle, voir Gunnar Myrdal, «Economic Theory and Underdeveloped Nations», Londres (Methuen & Co Ltd.) 1964, notamment p. 7–10. Voir également Francis Green «Petter Nore (Eds), «Economies: An Anti-Text, Londres (The Macmillan Press Ltd.), 1977, notamment, 1ère partie.
- (13) On suppose invariablement que la corruption ne s'observe que dans les pays sous-développés. Dans son étude, intitulé : «The Challenge of World Poverty (édition allemande : Politisches Manifest über die Armut in der Welt, Francfort/Main (Suhrkamp Verlag), 1970, p. 225–226), Gunnar Myrdal démontre que cette supposition est peu fondée en ce sens que, dans une certaine mesure du moins, la corruption s'observe également dans les nations industrielles. Il y déclare, entre autre : «En public, les représentants des firmes occidentales ne mentionnent jamais le sujet de la corruption. Or, comme j'ai pu la vérifier moi-même, en privé, ces représentants reconnaissent ouvertement qu'il est très souvent nécessaire de verser des pots-de-vins aux hauts fonctionnaires ou aux politiciens (dans les pays sous-développés) pour réussir à conclure un accord et qu'il faut également corrompre les commis et cadres moyens pour mener les affaires sans trop de difficultés. Ils parlent librement de leurs propres expériences en ce domaine et de celles d'autres firmes. Les sommes consacrées à la corruption représentent, avouent-ils, une partie considérable du coût total des opérations envisagées.»
- (14) Dossier : l'Impérialisme Culturel – Zones des Tempêtes, No.2., Paris–Mai-Juin 1973, p. 9.
- (15) Voir Emilio Willems, Dictionnaire de Sociologie, Paris (Marcel Rivière et Co), 1961, p. 95.
- (16) Voir Ikenna Nzimiro, op. cit., p. 31–33.
- (17) Ikenna Nzimiro, op. cit., p. 46–47.
- (18) Cette expression, peu courante, désigne toutes actions réalisées la nuit en vue d'être choisies pour occuper certaines fonctions ou pour gagner les faveurs d'un supérieur, le but recherché étant toujours la promotion professionnelle.

## SUMMARY

In this article the author is trying to see how social sciences as a means of collecting «reliable informations about the conditions determining social existence in specific environments and of working out strategies corresponding to the same conditions», have affected the Nigerian environment. In his introductory remarks he makes a number of important points :

1. What makes social scientific work difficult is that although it deals with society at large, there are some important elements of this complex reality which are non-material, unseen and somehow transcendental and which social scientists can hardly apprehend.
2. Due largely to the invisible nature of society and its mechanisms of functioning, the problem of objectivity of value-neutrality and its attendant questions of impartiality and ideology have always plagued social scientists in their sustained efforts at explaining social realities.

The writer then proceeds by pointing out that social sciences are derived from a particular mode of social production. Hence the importance of science in general and social sciences in particular as an important input for economic and political decision making processes in societies. In the so-called complex societies there is a systematic alienation of science from society at large, partly because of the alliance between science producing agencies and the powerful economic and political groups.

After this theoretical analysis of the relationships between Social Sciences and society, the author tries to analyse the Nigerian case in the light of this theoretical point of view. After the creation of the West African Institute of Social and Economic Research (WAISER) and its offspring the Nigerian Institute of Social and Economic Research (NISER), the investigation of «Society» was geared towards the identification of those problems which would enable the (colonial) regime to carry out its civilising mission to the «natives». This institutionalisation of social sciences has had the following consequences:

1. The Nigerian Social Scientist tended to focus their attention on the so-called applied social science.
2. In doing this they accepted some basic assumptions of conventional social science, such as:—
  - a) The conventional «orthodox» or «liberal» economic theory is unrestrictedly accepted as satisfactory in absolute terms.
  - b) The exclusive interest in small-scale industries presupposes an understanding according to which the prevailing international division of labour is appropriate to Nigeria.
  - c) The international division of labour does not contain any serious historical deterministic biases which favour the position of developed countries.

As a result conventional social science such as sociology, political sciences and economics became incapable of relevant analyses of the Nigerian context.

Finally, in the last part of this article, the author suggests a number of proposals for a problem oriented use of social sciences in Nigeria.

# BOOK REVIEWS – REVUE DES LIVRES

---

Abdellatif Benachenhou : *Planification et Développement en Algérie 1962 – 1980*. (sans bibliographie ni liste des sigles) \*

Critique de Bernard Founou-Tchuigoua \*\*

L'Algérie est l'ancienne colonie française d'Afrique sur laquelle il y a eu le plus de publications ces dernières vingt cinq ans. C'est que le pays a été riche en événements de portée historique : guerre de libération nationale de 1954 à 1962, lancement en 1963 de l'expérience d'autogestion agricole, forme d'organisation agricole à Direction étatique, mais avec la participation des représentants élus des salariés agricoles permanents, politique d'accumulation si ambitieuse à partir de 1967, qu'en 1978, 51 % du Produit Intérieur Brut étaient consacrés à l'investissement Intérieur Brut.

L'Etat est devenu à la fois le principal investisseur et le principal entrepreneur du Pays, et un système de planification a été mis en place. Les taux de croissance de la production sont restés cependant moyens et les changements dans la structure de la production se sont faits en faveur des biens producteurs de moyens de production, mais l'articulation entre l'industrie et l'agriculture ne s'est pas réalisée. C'est dans ce contexte que devrait se situer le débat sur la transition socialiste en Algérie. Le livre de Benachenhou aide à le faire. C'est pourquoi je le recommande même aux lecteurs non familiarisés avec l'économie algérienne.

Depuis 1977, débats et discussions se déroulent sur les facteurs fondamentaux qui sont à l'origine de ces dérèglements. A vrai dire s'il y a beaucoup d'études critiques, peu proposent des réformes, notamment aux autorités. C'est le mérite du livre de A. Benachenhou de faire une analyse critique et de proposer simultanément des réformes «réalistes».

La question fondamentale est celle-ci : les difficultés de l'économie algérienne ont-elles pour source principale l'insuffisance de la maîtrise technique du processus de l'accumulation ou bien reposent-elles sur des «erreurs» de stratégie et notamment sur la manière d'insérer la rente hydrocarburière dans le processus de l'accumulation primitive ? A notre avis, A. Benachenhou, accorde à la régulation économique (par le plan ou par le marché) le rôle principal. Nous prétendons que la deuxième approche est plus juste. Après l'exposé du contenu du livre de A. Benachenhou, nous allons donc avancer quelques réflexions. Dans l'exposé du texte, nous suivrons le plan de l'auteur, mais sans entrer dans les détails qui ne sont compréhensibles qu'aux personnes qui suivent de près l'actualité algérienne, sans cependant trop résumer, car il ne doit pas être très facile pour bien des lecteurs de se procurer le livre dans un délai raisonnable.

---

\* *La maison d'édition n'est pas indiquée sur le livre, mais on peut sans doute se le procurer au Centre de Recherche d'Economie Appliquée (CREA), 20 Rue Chahid Khalef Mustapha, Ben Aknoun, Alger).*

\*\* *Professeur à l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) Dakar, Sénégal.*

Deux approches «pures» peuvent être distinguées : la première considère que dans l'ensemble la stratégie adoptée, qui implique le financement de l'accumulation par la rente hydrocarburière est correcte, mais que son application est faussée par l'insuffisance du système de régulation économique et social mis en place, en l'occurrence le système de planification. La deuxième approche considère qu'à l'intérieur d'une stratégie de développement impliquant le financement par la rente minière et hydrocarburière, la transition socialiste est bloquée. Nous considérons que globalement le livre de A. BENACHENHOU se situe dans le cadre de la première approche. Nous présentons après le résumé de *Planification et Développement en Algérie*, quelques éléments de réflexion en faveur de la deuxième approche.

En 1978, A. BENACHENHOU avait publié, «la formation du sous-développement en Algérie...» Il y faisait le bilan de la colonisation de 1830 à 1962 (1). Il résume en introduction du présent ouvrage ce bilan, à savoir que «le développement du capitalisme en sa forme coloniale s'est révélée incapable de résoudre les problèmes de chômage et du niveau de vie en Algérie, les forces coloniales enterrant les recommandations les plus utiles par la métropole vers la fin de la période coloniale». *Planification et Développement en Algérie 1962-1980*, entend analyser 18 ans après l'indépendance (13 ans après le début de la planification), les progrès réalisés dans la résolution des problèmes économiques et sociaux légués à l'Algérie par la colonisation (p. 1). Le livre comporte cinq chapitres dont les quatre premiers sont consacrés à l'analyse des résultats et problèmes économiques proprement dits et le dernier à l'analyse des résultats et problèmes dans le domaine social.

*Le premier chapitre* traite de la constitution d'un large secteur public, sans lequel une planification, même limitée aux investissements n'est pas possible. Il esquisse à ce propos une théorie du secteur public. Ainsi, après l'avoir défini, il propose de faire la distinction entre secteur public situé dans une économie à direction privée et secteur public situé dans une économie à *direction étatique*, qu'il ne faut pas confondre avec une économie à direction paysanne et ouvrière. Alors que dans une économie à direction privée, le secteur public est au service du secteur privé, dans une économie à direction étatique, le secteur privé devrait être subordonné aux exigences de l'accumulation et de la production globale, réalisée principalement par le secteur public. Deux conditions sont nécessaires au développement du secteur public à direction étatique, à savoir la crise de l'accumulation (condition économique) et la faiblesse politique de la bourgeoisie d'une part, des travailleurs ouvriers, paysans et chômeurs d'autre part (conditions socio-politiques) ; elles sont réunies dans bien des pays du tiers-monde. Par contre, deux autres conditions (financière et doctrinale) n'y sont pas en général toujours réunies. C'est pourquoi en Algérie, le secteur public ne se développera réellement qu'à partir de 1967 après «une période d'attente» de quatre ans après l'indépendance. «Mais à partir de 1966, l'apparition d'une doctrine économique cohérente et le développement des ressources financières de l'Etat faciliteront la mise en place d'un secteur public puissant dont le développement se poursuit jusqu'à nos jours» (p. 23). La doctrine exposée dans des

---

(1) Voir Revue dans *Africa Development Volume II No.3, 1977*.



textes importants comme « Perspectives de la Planification et Stratégie de Développement en Algérie » (1967) et la Charte Nationale (1976), a été largement inspirée par la théorie des industries industrialisantes élaborée sous la direction de G. DESTANNE de Bernis. Cette théorie met l'accent sur les conditions de la maximisation des taux de croissance par la mise à la disposition de l'économie d'ensembles nouveaux de machines qui accroissent la productivité du travail et entraînent la structuration de l'économie et, en même temps qu'une transformation du comportement au sein de l'ensemble considéré. L'auteur fait une appréciation critique de cette théorie et de la doctrine qu'elle a inspirée sur deux points fondamentaux. En premier lieu, la productivité du travail, n'est pas bien spécifiée. S'agit-il de la productivité de plein emploi ou de la productivité sans plein emploi ? En deuxième lieu, la doctrine compte sur l'industrie et non sur l'agriculture pour résoudre le chômage, ce qui est une erreur. En effet, c'est de l'agriculture que l'on peut créer des emplois de plus en plus nombreux et rémunérateurs et non de l'industrie. L'ambiguïté n'est pas levée par la Charte Nationale de 1976, alors qu'il devient clair que la restauration de la paysannerie dans l'économie et la société constitue probablement le fond du problème socio-politique et donc économique de la société algérienne (p. 38).

En plus d'un corps de doctrine, l'Algérie a disposé de ressources financières substantielles à partir de 1965, mais surtout à partir de 1971 du fait de la nationalisation des compagnies pétrolières étrangères. L'auteur ne précise pas les conditions socio-politiques propres à l'Algérie, qui ont permis la constitution d'un secteur public étatique dominant.

*Le Deuxième chapitre* intitulé l'expérience algérienne de la planification, fait le bilan critique de l'organisation du système de la planification en Algérie. S'inspirant de la conception de la planification forgée par Ch. BETTELHEIM, A. BENACHENHOU considère qu'il y a planification lorsque les rapports marchands jouent un rôle subordonné dans la régulation de l'économie dans son ensemble, alors que les rapports planifiés y jouent au contraire un rôle essentiel. Partant de ce point de vue, il distingue deux périodes, une période de progrès de la planification (1967–1974) et une période de recul de la planification qui a commencé en 1974. La première est marquée par le développement des méthodes et des instruments de la planification et d'aménagement du territoire et par des tentatives de démocratisation (Charte Socialiste des entreprises adoptée en 1971). Mais cette période comporte aussi des faiblesses (Charte non appliquée) absence d'un organigramme clair, insuffisance des plans d'entreprises et de la circulation des informations. A partir de 1974, c'est le dérèglement, perceptible très nettement du dépassement des investissements prévisionnels, qui aggrave la dépendance technologique, notamment dans le processus de l'investissement, comme le montrent les changements dans la structure des contrats des investissements (p. 81) : les parts respectives de la fourniture des équipements et des usines clefs évoluant respectivement de la manière suivante : 1970–1973 : 71 % et 17 % ; 1974–1977 : 16 % et 67 %. Cette transformation de la structure des contrats est accompagnée d'une élévation du coût de l'assistance technique. Autre caractéristique de la période de recul, *le secteur privé* s'est consolidé et développé et a réalisé des profits importants au

moment où les entreprises publiques connaissent des déficits chroniques, à l'exception bien sûr de celle du secteur de l'énergie. On sait qu'un débat très important se déroule en Algérie à ce propos. Pour BENACHENHOU, la soit-disant rentabilité du secteur privé ne résulte pas de son dynamisme intrinsèque, mais d'une articulation particulière du secteur privé sur le secteur étatique, articulation qui se traduit par un transfert de valeurs du secteur public vers le secteur privé, que celui-ci soit national ou étranger. Pour lui, la destruction entre secteur privé national et secteur privé étranger n'est pas essentiel, les contradictions entre eux étant secondaires. D'ailleurs le développement du secteur privé apparaît plutôt comme une conséquence du dérèglement, dû principalement, à l'augmentation brusque du volume des investissements, sans capacité technologique nationale de réalisation et de gestion.

*Les chapitres trois* (Planification et Organisation de l'Industrie et du Commerce) et *quatre* (Planification et Organisation de l'Agriculture Algérienne) sont consacrés à l'exposé des recommandations dont l'application devrait permettre une planification plus effective. Dans l'industrie et le commerce, la réorganisation des entreprises, condition essentielle du succès de la planification doit viser à accroître l'efficacité de l'outil de production, à renforcer la direction planifiée de l'économie et le contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur et à mieux appliquer en l'approfondissant la charte de la Gestion Socialiste des Entreprises (GES) ; elle doit viser aussi à assurer un meilleur encadrement et contrôle du secteur privé. Pour réaliser ces objectifs il faut appliquer un certain nombre de principes dont le plus important est celui de la spécialisation dont découle d'autres principes de réorganisation. Dans le passé en effet, la non spécialisation des entreprises publiques et leur gigantisme ont nui à l'efficacité de la planification.

S'agissant de la planification et de l'organisation de l'agriculture, et de la vie dans les campagnes, A. BENACHENHOU invite à une identification non abstraite et surtout au classement des objectifs. La réorganisation de l'agriculture doit viser deux objectifs fondamentaux :

- 1— Assurer l'approvisionnement en produits alimentaires de base, en évitant de tomber dans le piège de l'autosuffisance en produits agricoles.
- 2— Créer des emplois suffisamment rémunérateurs et en nombre suffisant en milieu rural pour stabiliser le niveau de l'exode rural et diminuer le taux de croissance urbaine. La réalisation de ces objectifs est possible sans augmentation significative des moyens mécaniques, à condition que la coopération, « association libre de producteurs égaux en droit bien qu'inégalement dotés de moyens de production, qui mettent en place des moyens nouveaux et communs avec apport de chacun ou dotation par l'Etat qui, dans ce cas, ne doit pas influencer directement la conduite de l'institution coopérative » (P. 197), soit adoptée de préférence au capitalisme agraire privé ou aux fermes d'Etat. Alors, le *réservoir de productivité* disponible dans l'agriculture sera mis en mouvement.

*Le chapitre cinq*, (économie et politique dans le développement), fait le bilan social de l'expérience vécue, examine des mesures et instruments sociaux nécessaires pour corriger les distorsions passées (P.217). Ce chapitre est capital, pour l'auteur pour qui l'Algérie est en voie de transition vers le socialisme. Les points examinés sont l'emploi, le revenu et la consommation ; l'évolution des conditions d'habitat et de santé et enfin l'évolution du système éducatif et de l'analphabétisme.

La définition de l'emploi et du chômage semble poser beaucoup de problèmes en Algérie. Ainsi selon les sources, le taux de chômage varie de 18,6 % à 28,4 % pour l'année 1977 (P. 224). L'évolution du revenu réel par tête a été favorable aux catégories les plus nombreuses de la population (P. 232) par contre malgré la croissance du nombre de médecins et l'effort consenti pour la mise en place d'une infrastructure matérielle, la couverture sanitaire du pays laisse à désirer en raison de l'absence ou de l'insuffisance de solution à des problèmes de fonds (P. 239). De même, malgré des réformes, l'école algérienne continue à opérer une sélection relativement forte entre les différentes catégories sociales qui envoient leurs enfants et à refuser de façon socialement différenciée l'inscription en première année élémentaire». Ainsi pour les agriculteurs, 10,3 % de leurs garçons et 27,4 % de leurs filles n'ont jamais été à l'école et 72 % de leurs garçons et 90 % des filles scolarisés interrompent leurs études au niveau du primaire contre 29 % pour les enfants des cadres supérieurs dont tous les garçons sont scolarisés d'ailleurs ( P. 224). Le taux d'analphabétisme baisse lentement (74 % en 1966 ; 58 % en 1977), et de façon discriminatoire (hommes : 63 % en 1966, 49 % en 1977 ; femmes : 86 % en 1966, 71 % en 1977).

L'auteur propose des mesures correctives à mettre en place au cours du plan quinquennal 1980-1984.

Dans la conclusion est le résumé des recommandations qui sont émises de manière un peu éparées dans le livre. Partant de l'hypothèse que l'Algérie est dans la phase de transition au socialisme, il fait des propositions axées autour du problème de la démocratisation de la vie économique et sociale, une répartition des revenus non biaisée par la spéculation et les comportements bureaucratiques. Au niveau économique il propose d'accorder une importance particulière à la planification des investissements, à la réduction des coûts de production, au financement de l'accumulation par des moyens internes à titre principal. Au niveau social, une politique de l'habitat plus dynamique et non laissée à l'initiative privée est indispensable. Il faut éviter l'écueil de la privatisation sous prétexte que les entreprises privées réalisent des surplus importants, alors que ceux-ci ne résultent pas des mérites propres du secteur privé.

Par rapport à d'autres livres parus sur l'expérience de développement engagée en Algérie en 1967, nous voulons insister sur trois mérites du livre de A. BENACHENHOU :

- 1 - L'information, surtout statistique est abondante et très à jour.
- 2 - L'analyse du système de planification est très éclairante. La lutte entre secteur public et secteur privé ainsi que les blocages bureaucratiques, sont bien mis en lumière.
- 3 - Le souci de présenter aux autorités un rapport critique, mais suivi de recommandations.
- 4 - Dans le débat entre partisans de la privatisation et ceux du renforcement du rôle de l'Etat entrepreneur, et de la régulation par le loi du marché et du profit et ceux de la planification, il prend position pour les deuxièmes alternations qui sont complémentaires d'ailleurs.

Sur deux points cruciaux cependant, il ne prend pas clairement position, ce qui équivaut à une approbation. Savoir si l'accumulation durant la phase de transition socialiste (qu'il considère comme en cours ou du moins comme l'ayant été durant la période du progrès de la planification en Algérie) n'est pas compromise de manière générale, si, au lieu d'être financée par le surplus agricole elle est effectuée par la rente minière ou pétrolière. Savoir aussi, si cette transition est compatible avec l'institutionnalisation d'une religion d'Etat. Ce deuxième point n'ayant pas été abordé du tout, nous ne l'introduirons pas dans le débat. Nos réflexions se rapportent donc au contenu économique du processus d'accumulation.

Il nous semble que la lutte entre partisans de la domination du secteur public et du système de planification d'une part, et ceux de l'extension du secteur privé et du rôle du marché, d'autre part, s'inscrit dans le cadre d'une problématique acceptée, y compris par A. BENACHENHOU, à savoir que l'accumulation auto entretenue et autonome financée par la rente «hydrocarburière» est possible, l'évolution vers le socialisme dépendant du degré de participation ouvrière et paysanne au pouvoir.

Il y a évidemment deux problèmes distincts, celui de l'accumulation auto-entretenu et celui de la transition socialiste. La solution du deuxième suppose celui du premier qui est commun aux formations en transition vers des capitalismes ou des socialismes centraux. Nous soutenons que la transition n'est possible que si dès le départ, les liens entre l'agriculture et le reste de l'économie, et notamment avec l'industrie, sont très étroits, ce qui exclut le financement de l'accumulation par la rente minière ou pétrolière.

Nous nous contentons ici d'avancer des thèses pouvant nous servir de guide dans la réflexion sur des cas de «type algérien».

1. Toutes les expériences d'accumulation autonome connues à ce jour, ont reposé sur l'extraction d'un surplus de la campagne, à la fois pourvoyeuse de la force de travail active, de produits alimentaires de base et de moyens financiers nécessaires à l'accumulation.

2. Les premiers pays capitalistes et les pays socialistes de l'Europe ont dû effectuer ces surplus à la constitution d'un secteur industriel de base (sous secteur industriel moyens de production), sans importation technologique importante.

3. Les pays capitalistes centraux de la deuxième génération (Australie, Nouvelle Zélande, Canada) ont eu recours aux technologies et parfois aux monopoles étrangers, pour introduire des technologies nouvelles ou même anciennes par l'accumulation, mais alors le financement a été assuré par l'exportation de *produits agricoles alimentaires* de base (céréales notamment). Par contre aucun pays n'a encore connu un degré d'industrialisation significative (section I substantial), en échangeant des produits miniers ou pétroliers contre des biens d'équipement.\*

---

\* *Même les pays périphériques ayant un certain niveau industriel acceptable (Brésil, Inde) ont été principalement exportateurs de produits agricoles et non de produits miniers.*

Puis, comme le montrent des exemples du Nigéria, du Zaïre, de la Zambie, du Niger et de l'Algérie la rente minière d'exploitation apparaît comme «l'ennemi» de l'effort nécessaire de développement agricole.

5. Il semble que grâce au pouvoir réel que le système des communes populaires a accordé jusqu'ici aux ruraux en Chine, le processus d'industrialisation, quoiqu'ayant bénéficié d'un transport de temps de travail de la campagne vers la ville, n'ait pas entraîné une surexploitation de la campagne. Ce système ne doit pas être idéalisé. Mais il repose sur un principe à valeur générale, à savoir que pour éviter la surexploitation de la campagne, la coopération agricole ne suffit pas. Il faut un pouvoir économique, politique et pour quoi pas idéologique articulé par des instances régionales non soumises unilatéralement au pouvoir central.

Il y a une base théorique à l'ensemble des faits rappelés : que l'accumulation soit financée par le surplus agricole ou par la rente minière, il faut une classe ou une coalition de classes qui assume la direction de cette accumulation. La différence est que dans un cas, l'accumulation suppose nécessairement l'accroissement de la productivité du travail dans l'agro-alimentaire alors que dans l'autre, une accumulation sans croissance du produit agro-alimentaire est pensable, puisque les moyens d'importer les produits alimentaires sont dans le sous-sol. L'accumulation financée par la rente minière d'exportation permet d'éviter de mettre la campagne en mouvement, soit comme consommatrice, soit même comme productrice. L'accumulation est alors basée avant tout sur la mise en place de capacités de production, produisant pour la section des biens de production ou des biens de consommation urbaine. Les intérêts puissants qui se nouent autour de ce modèle d'accumulation caractérisée par l'importation massive des produits alimentaires de base peuvent s'organiser pour s'opposer à une alternative basée sur la priorité à l'articulation entre l'industrie et l'agriculture. Un modèle viable doit viser dès le départ à exporter non des produits spécifiques, mais des produits qui sont largement consommés par les masses sur le marché intérieur, de manière que le marché extérieur apparaisse avant tout comme un complément du marché interne. Cette règle s'applique aussi bien pour les produits bruts que pour les produits transformés. C'est ce qui explique du moins en partie qu'un développement auto-entretenu soit financé partiellement par l'exportation des céréales, alors que l'exportation des produits agricoles dits tropicaux ne peut pas assumer une telle fonction, du fait que dans les pays exportateurs ils ne sont pas des produits stratégiques au sens Straffien du terme.

Si cette distinction, à nos yeux essentielle, entre un modèle d'accumulation basé sur la priorité à l'articulation entre l'agriculture d'alimentation de base à l'industrie et le modèle par la rente minière ou pétrolière n'est pas faite, la lutte entre partisans d'un développement autonome auto-entretenu et populaire et ceux de l'extraversion et de l'inégalité croissante ne risque-t-elle pas dans bien des cas, d'être occultée par les débats sur les techniques de gestion et sur la place du secteur public dans l'économie ?

Rappelons pour terminer que ces remarques rapides n'ont d'autre ambition que d'inviter à la lecture du livre très dense de A. BENACHENHOU et de contribuer au lancement du débat sur l'Afrique de la décennie 1980.

G. Aforika NWERE: *Harmonization of African Foreign Policies, 1955-1975: the political economy of African diplomacy* (Boston: Boston University African Studies Center, 1980. African Research Studies Number 14) x, 285 pp. / 10.

*Reviewed by*

Timothy M. SHAW \*

This paperback book constitutes a concise and comprehensive review of both the state of the nations and the state of the art after Africa's first twenty years of formal independence. Aforika NWERE brings together in an impressive manner a considerable amount of data and a catholic range of references. He organises information and citations well and presents a succinct synthetic overview of African diplomacy on several salient issues: decolonisation, development and conflict resolution. And the author proposes the concept «harmonisation» as a way of integrating disparate (national) interests and (international) issues:

... a question both of attempts on the part of African states to make their policies conform to certain mutually agreed general goals and of a predisposition to take actions of an implementative nature in order to facilitate the attainment of collective policy objectives (p.2).

After an introduction to this notion, the author examines patterns of African behaviour over decolonisation (especially in Southern Africa), development (particularly Nigerian initiatives on the NIEO and on association with the EEC, but also later NIEO debates and Lome negotiations), and conflict resolution (OAU involvement in the Nigerian civil war and the Arab-Israeli conflict, particularly the imposition of an oil embargo on South Africa). These ten central chapters are careful, scholarly exercises that review both the history and the literature of the period. But they rarely go beyond objective description, although over the Nigerian Civil War, Nweke does distinguish three groupings of OAU members: those with «status quo,» «revisionist» and «wavering» positions (p. 198).

Whilst this volume claims to be conceptual and original, unfortunately its analysis is deficient in at least two ways. First, even if one can accept the essentially «behavioural» genre within which it is written, the author concentrates on inputs rather than outputs; that is, on diplomatic initiatives rather than on substantive results. There is no way of judging from the material presented whether African coalition diplomacy has been more or less successful on particular issues or at particular times. This difficulty is fundamental because of Africa's inheritance of dependence, a characteristic that NWERE fails to recognise until his final chapter, when «harmonisation» is effectively redefined as a foreign policy objective of African states,

... designed to minimise their vulnerability to perceived external threat and to maximise the benefit of participation in international affairs dominated by the great powers (p. 266).

---

*Dalhousie University, Nova Scotia, Canada.*

The author provides some clues about the possible bases of harmonisation by offering a periodisation of its intensity: from «high and inchoate harmonisation» (1955–1960), through «low» and «moderate» periods to «high and unstable harmonisation» (1969–1975). But the catalysts and characteristics of the transitions between these periods are unclear and unspecified.

A second deficiency follows from the first: not only is the book largely descriptive, but an orthodox positivist approach is adopted. So any explanation is advanced at the level of superstructure (e.g., diplomatic style and leadership traits) rather than substructure (e.g., mode of production and incorporation into the world system). This is particularly disturbing because the subtitle of the work is «the political economy of African diplomacy». Yet the author never goes beyond state-centric assumptions and diplomatic negotiations to examine, say, relations of production or patterns of class formation on the continent. An alternative formulation of harmonisation to that of political-integration and consciousness would be to conceive of it as an expression of common interest among the ruling classes of Africa. Instead, NWEKE explains the failure of policy harmonisation in terms of «geographical separation of the countries, linguistic and cultural differences, divergent ideologies, and levels of economic and political modernisation, as well as the preoccupation of the leaders with the internal problems of consolidating independence» (p. 256).

This apparent unreadiness to push the analysis further is particularly surprising in view of the author's belated recognition in the penultimate section of the book of the continent's position at the global periphery. He then proceeds, in a revisionist way, to explain Africa's inability to implement harmonisation in terms of «external intervention in African politics... and the lack of military and economic capability to implement a policy» (p.263). A more materialist approach might have provided a more powerful form of explanation: harmonisation is elusive as both policy and strategy because of differences within and between fractions of the African ruling class, distinctions that arise largely because of the continent's situation as a set of peripheral capitalist formations. The problematic character of harmonisation as a diplomatic exercise – the establishment and effectiveness of continental coalitions – can only be understood if Africa is situated within the context of an unequal and ubiquitous world system.

# FOCUS ON RESEARCH AND TRAINING INSTITUTES

---

## INSTITUTE OF DEVELOPMENT STUDIES *University of Dar-es-Salaam, Tanzania*

The Institute of Development Studies of the University of Dar-es-Salaam was formally established under section 21 (4) of the University of Dar-es-Salaam Act. It came into being on 1st July, 1973 as part and parcel of the University of Dar-es-Salaam. All activities of the Institute are under the direction of the Vice-Chancellor and the Board of the Institute is directly responsible to the University Senate for its academic activities.

In its objectives and functions, the Dar-es-Salaam Institute of Development Studies is slightly different from similar Institute in Nairobi, Sussex, Dacca and other places. While it is both a teaching and Research Institute it has also the very important function of inculcating into the student community an ideological awareness in keeping with the socialist policies (options) of the country.

The background of Development Studies in the University of Dar-es-Salaam dates back to October 22nd in 1966 when most of the University students demonstrated in the streets of Dar-es-Salaam to the State House in protest against legislation aimed at instituting a compulsory National Service Scheme for all Secondary School leavers and fresh University graduates. One important effect of the demonstration was to define the role of the University in National development and to review the extent to which the University curriculum was relevant and adequate for the needs and aspirations of Tanzania. For that purpose a conference of leading educators and educational administrators was held at the then University College late in 1967 under the Chairmanship of Dr. Wilbert CHAGULA the then Principal of the University College. This conference was held at an opportune moment because it took stock not only of the lessons of the 1966 students' demonstration but also was guided by the newly announced *Arusha Declaration* which specified Socialism and Self Reliance as the country's policies. One outcome of the conference and consultation was that in 1968, an interdisciplinary common course in Development Studies was started. Mr. Lionel CLIFFE was the first coordinator of the course. The course aimed at imparting general knowledge on Tanzania's problems to the University Community. In 1970, a special Department of Development Studies was established, within the umbrella of the Faculty of Arts and Social Sciences, whose courses were from then on made compulsory for all undergraduates except for those who were taking a slightly different but similar courses called East African Society and Environment (EASE) run by the Faculty of Arts and Social Sciences. The Department of Development Studies was headed by a Director and the first Director 1970–73 was Professor Kassim GURULI. Between 1972 and 1973 arrangements were made to phase out the EASE course in order to avoid duplication and to ensure that all undergraduate students were exposed to Development Studies in the interdiscipli-



nary approach which examines the relevance or otherwise of various subjects /knowledge and research in the context of the socialism. The EASE course was phased out from 1976–1978. Development Studies has since remained a compulsory course of two years duration for all under graduate students in the University.

When the Institute of Development Studies was established in July 1973, with Mr. Ibrahim KADUMA as its first Director, it had three major problems. First, the Institute had an acute shortage of academic staff. Out of an establishment of fourteen senior academic staff and two Tutorial Assistant positions, there were in 1973/74 only 9 academic staff. The second problem which partly arose from the above mentioned problem is that the Institute relied too heavily on expatriate teaching staff in that out of nine academic staff, six were expatriates and only three were Tanzanians. The third problem of the Institute was that it started without a set of offices and as a consequence administrative and academic staff had to be allocated offices in different parts of the University's main Campus.

From the 1974/75 Academic Year, the Institute of Development Studies, in addition to teaching undergraduates, started managing a post-graduate M.A. (Development Studies) programme in collaboration with the Faculty of Arts and Social Sciences. The first batch of six M.A. students in 1974/75 was followed by eight M.A. Students in 1975/76; four in 1976/77; nine in 1977/78; five in 1978/79; ten students in 1979/80 and in 1980/81 there are nine M.A. candidates.

From the beginning of the academic year 1977/78 the Institute of Development Studies was housed in a new building between the University Library and the Geography/Bralup Building which the Institute shares with the Institute of Kiswahili Research, the Department of Kiswahili, and the University of Dar-es-Salaam Press. This solved, at least for the foreseeable future, the accomodation problem. By July 1980, the academic staff of the Institute numbered twenty six, of whom ten are either Senior Lecturers or Professors and only three of the academic staff are expatriates. With the beginning of the academic year 1980/81 the Institute of Development Studies has assumed full responsibility in managing and conducting studies leading towards the awards of M.A. or Ph.D. Degrees of the University of Dar-es-Salaam.

Regarding research, the Institute has recently completed a research project on Ujamaa Villages development which was initiated in 1975 and the report has just been released. In this research, the Insitute worked very closely with the Party, formely TANU, now CCM, which also financed the Project. Recently (1980) the Institute provided consultancy research services to the Arusha Regional Rural Integrated Development Programme on Small Scale Industrialization and to UNESCO on Technology Education in Tanzania. There are also on-going Research Programmes of individual members of the academic staff such as the Rural Energy Consumption Survey and the Solar Energy Cooker Project by Dr. S.R. NKONOKI; Rural Development by Dr. J. H. J. MAEDA; Political Education in Secondary Schools and Colleges of National Education by Ndugu W. S. CHAMUN-GWANA, the Development of Trade Union Movement in Zanzibar by Haroub OTHMAN. Dr. NKONOKI's Solar Energy Cooker Project led in 1977/78 to Tanzania's first prototype solar energy cooker. In 1979, the

Institute started organizing Ideological orientation courses for new academic staff of the University. Among its academic activities, the Institute also organizes Conferences/Symposia/Seminars. For example in 1977 there was the Seminar on Ten Years of the Arusha Declaration jointly organized by the Institute and the University TANU Youth League; 1979 the Institute organized on behalf of the University a one week seminar to commemorate the International Year Against Apartheid; early in 1980 the Institute in collaboration with the Faculty of Law and the Union of Tanzania Workers (JUWATA) organized a symposium on the Role of Trade Unions in Socialist construction in Tanzania and in late June this year, in collaboration with the Dag Hammarskjöld Foundation of Sweden, the Institute organized an International seminar on International Monetary System and the New International Economic Order.

In all its activities, the Institute seeks to cooperate with other Institutions within outside Tanzania.

## Walter RODNEY

Walter RODNEY, was a distinguished widely respected and well known scholar. He was also a member of the Editorial Board of *Africa Development*. His murder shocked not only his personal friends, but also all the people who read and appreciated his writings. *Africa Development* is publishing three documents relating to the murder of Walter RODNEY :-

- a) A letter of appeal from Mrs. Patricia RODNEY requesting people to send her Walter's unpublished writings and speeches for the proposed RODNEY Library.
- b) A letter, signed by many African Caribbean scholars in Nigeria, to the Secretary General of the O.A.U. on the murder of Walter RODNEY.
- c) A resolution unanimously passed by an international conference organised by CODESRIA in December 1981 in Dakar.

Justinean RWEYEMAMU and I were personal friends of Walter RODNEY when we worked together, for a number of years, at the University of Dar-es-Salaam. We are writing a brief appreciation on Walter RODNEY which will be published in the next issue of *Africa Development*.

Brief statements from friends, colleagues concerning Walter's life and work will be welcome and may be taken into account in the writing of the appreciation.

Abdalla S. BUJRA,  
Editor, Africa Development,  
and Executive Secretary of  
CODESRIA – B.P. 3304,  
Dakar/SENEGAL.

II

Kingston Terrace,  
St. Michael,  
Barbados,

November 14, 1980.

Dear Mr. BUJRA,

This is a letter to alert you to the organisation of the Walter RODNEY literary estate. As you know in the process of Walter's academic career he participated in a number of seminars, debates, conferences and public lectures. There was never any attempt by Walter to systematically collect and coordinate these works. Now I feel that it is important that his works not only be promoted but that there is need to centralize this information, to collect papers which were not in his possession (the estate) and to vet the reproduction of his works throughout the world.

For example, quite a number of Walter's lectures and seminars were recorded on tape. I have had one or two requests that these tapes be reproduced but would like to have some idea of the persons who would like to do this. In the first instance I would like to obtain copies of these tapes for the eventual establishment of a Walter RODNEY Institute. If however such a group in your region would like to publish this work I would think that for copyright purposes they should be responsible to person/persons appointed by me. There are also academic and political colleagues who are in the process of developing aspects of Walter's work. It would be helpful if I am brought up to date in that I maybe able to offer assistance and or insights which may help. At the same time it would help prevent distortion of the essence of the ideas of Walter RODNEY.

In light of the above considerations I am wondering whether you would like to assist as a co-ordinator of the literary estate on my behalf. I am considering your name as one of a number of persons who would comprise an International Board of Trustees which can assist in the major work which this process involves. This Board would work with me in trying to monitor the publication of Walter's work and also the reproduction of works already published.

Walter, while alive, did not seek to establish any formal and legal control over many of his works in that he wanted to have his work widely disseminated. However, there are persons who abused this privilege to the point of using his work to present their own ideas. This is why some measure of the current interest in republishing articles and tapes should have some measure of accountability. The intent is to support those who would want to advance and develop the work while identifying those who abuse his trust.

If you are agreeable then I will proceed to alert my lawyer who is assisting me here. In the meantime it could be helpful if you tried to obtain copies of speeches, tapes, lectures or other information relating to Walter RODNEY. If, and when I get your agreement then I will proceed with my lawyer here to legalise your status as a representative of the estate.

Hoping to hear from you soon with suggestions or ideas.

Thanking you for your co-operation,

Yours Sincerely,  
Patricia RODNEY (Mrs.).

The Hon. Mr. Edem KODJO,  
The Secretary General,  
Organisation of African Unity,  
Africal Hall,  
Addis-Ababa/ETHIOPIA.

June 25, 1980.

Dear Compatriot,

An event of tragic importance for Africa and black peoples everywhere occurred at Georgetown, Guyana on Thursday 12th June, 1980. This was the brutal assassination of Dr. Walter RODNEY by a bomb planted in the car in which he was travelling.

We the undersigned citizens of various countries of Africa and the Caribbean teaching at Ahmadu Bello University, Zaria, Nigeria, regard the assassination of Walter RODNEY a matter of such crucial importance to Africa and black people everywhere that we are compelled to address the following, through you, to the African Heads of States and Governments going to meet in the forthcoming Summit of the OAU in Freetown, Sierra Leone.

Please accept our highest considerations.

Yours Sincerely,  
Dr. Okello Oculi (Uganda),  
on behalf of the following\*  
Members of Staff, Ahmadu Bello  
University, Zaria, Nigeria.

**AN OPEN LETTER TO AFRICAN HEADS OF STATES AND  
GOVERNMENTS MEETING IN FREETOWN, SIERRA LEONE  
THE OAU AND THE ASSASSINATION OF DR. WALTER  
RODNEY IN GUYANA.**

Dr. Walter RODNEY who was for seven years a Professor in African History at the University of Dar-es-Salaam, was criminally assassinated by the explosion of a bomb believed to have been planted by agents of the Government of Guyana on Thursday 12th June, 1980. He was travelling with his brother who was critically wounded. Dr. Walter RODNEY's body was so shattered by the bomb blast that it took quite some time to identify his body. At the time he was thus brutally assassinated he was out of jail on bail for a charge which Amnesty International and other International observers believed were charges trumped up by the Government.

The significance of Walter RODNEY for Africa and other black peoples in the Americas, Europe and the Caribbean was dramatized and concretized in his book : *How Europe Underdeveloped Africa*. In it RODNEY shows with rare brilliance and intellectual courage in scholarship and argumentation that Europeans systematically destroyed all the glorious

---

\* *100 signatures. Since then a large number of African Scholars in other African Universities and Research Institutes have endorsed this document.*

achievements of previous centuries of African development. He thereby exposed the lie in European scholarship and racist propaganda that colonialism brought civilization to Africa. An exiled South African Professor, Bernard Magubane, has said it aptly that the book has provided us with «the frightful history of the rape, retardation and deliberate destruction of the peoples and economies of the African continent». Since RODNEY's book was published in 1972 a radical wind has swept across the teaching of African History in African Universities and Schools.

This larger meaning had its roots in the late nineteen sixties when RODNEY was a lecturer at the Jamaica Campus of the University of the West Indies. He had just come back from his research in African History at the University of London, and (for the first time in the history of Jamaica), gone from the Campus citadel to the slums of Kingston, Jamaica, to lecture in pidgin English (*patwa*) to the psychologically humiliated and despised African-Jamaicans about African civilization and the glorious past of their ancestors on the Mother continent. For the first time he told them of the Kings and Bronze works of Benin, of Songhai and Ghana empires, of ancient universities in Timbuctu (Mali) and Alexandria, of the military genius of Chaka the Zulu and Samory Toure, and others.

For a people who had been perpetually told by the racist white minority in Jamaica that their ancestors were wandering herds of primitive cannibals without a civilization of their own making, who could never have invented geometry or built cities with streets as wide and well laid-out as those of ancient Benin, Walter RODNEY was a new Messiah or Prophet who burst in like a new heat-storm across the tropical consciousness of an oppressed Caribbean. His streetcorner lectures came to be published as *The Groundlings with my Brothers* (or chatting with my brother). For a black people used to seeing their children getting university education and then turning around to be ashamed of their black roots it was a new experience to hear a black university lecturer talking their *lingua franca* (pidgin) and calling them his *brothers* – and meaning it. When in 1968 the Jamaica Government banned RODNEY from coming back to the University after he had been to an International Conference in Canada, the news of his deportation from the airport spread like wildfire and Kingston was set ablaze by angry and rioting blacks. In Jamaica by 1976 political history was already popularly divided into pre-Rodney and After-Rodney, and it was clear that Michael Manley's party was benefitting from this new black awakening. The new political awakening of the Rastafarians that one hears in the Songs of Bob Marley is indebted both to Marcus Garvey and Rodney's groundlings. After-Rodney Bob Marley could openly lead his Caribbean audience into calling themselves «*we Africans*», when only a few years before it was a mortal crime to call someone an African. By 1976 this message of Marley had begun to spread across other Islands in the Caribbean, and by 1980 this awakening had overthrown governments in Grenada, St. Vincent and St. Lucia.

That the Government of Guyana had been mortally afraid of Dr. Walter RODNEY became clear when on his return from Tanzania in 1974 the Government vetoed his appointment as the Professor of History by the University Council of the University of Guyana. Consequently he held no job in his own country until his tragic murder in June 1980. He was a fugiti-

ve in his own country at the same time as this same Government of Guyana was granting land to Reverend Jones to set up a lunatic Republic for siphoning the black unemployed from the economy of the United States of America to relieve that society of the dangers of potential racial violence. Over nine hundred people, mostly blacks were to die in a senseless mass murder perpetrated by their so-called leader.

The significance of Walter RODNEY in Guyanese politics is that for the first time he set out to point out to the African (black) followers of the Prime Minister's Party (PNP) and to the Indian followers of Chedi Jagan (the leader of the Opposition Party) that they as farm labourers (Indians) and bauxite mine workers (Africans) and the poor urban unemployed (Africans and some Indians) were *not rivals* in anything but brothers in poverty, exploitation and oppression. Both the African Prime Minister (Forbes Burnham) and the Indian Opposition Leader (Chedi Jagan) and their elite cohorts were manipulating their racial and cultural differences to win political power and use the coffers of the Guyanese people to accumulate personal wealth and family properties. This became more glaring when in 1976 Chedi Jagan declared in a speech at the University of the West Indies, Mona Campus (Jamaica) that he would no longer be opposing Prime Minister Burnham's fascist policies (officially propagated as or «Burnhamism») but would instead offer «*critical support*». Ironically the CIA and British intelligence in 1965 rigged the elections in favour of Burnham because they feared that Jagan was a communist.

It was this collusion at the top buttressed by the manipulation of the racial and animal emotions of the poor and exploited Africans and Indians at the bottom of a wretchedly poor and backward Guyanese society that Dr. Walter RODNEY set out to expose and destroy by setting ablaze the political intelligence of the wretched of that section of the Third World.

We have provided this sketchy biography of brother Walter RODNEY in order to show that his death is not just the death of a mere national of a remote country known as Guyana, which most people would find difficult to locate on a map of South America. He was larger than the map of Guyana. His vision was wider than the reawakening African-Jamaicans. He was an earthquake who smashed the blood-soaked walls of racist colonial historiography. He was a new carrier of a wind of Freedom for all Africans and all the enemies of colonialism, racism and imperialism. In his death therefore the voice of all our freedoms is assassinated. This and the violation of his fundamental right to life, fundamental right to promote the hopes of the hopeless, and to promote the development of the underdeveloped, constitutes the essence of the tragedy of his wanton assassination by the enemies of freedom in Guyana. It is this which lies at the root of our deep sorrow at his death and gives profound depth to our condemnation of his assassination.

For us the undersigned it is a significant coincidence that Walter RODNEY was assassinated when Ministers of Justice in Africa were attending an OAU Conference in Gambia to draft the OAU Charter on Human Rights, and only a few weeks before the first Summit of the OAU after the assassination of President William TOLBERT, of Liberia, the then Chairman of the OAU. In their reaction to the assassination of President TOLBERT, the Heads of States of the OAU at the Special Economic Summit in Lagos opposed the attendance of the Liberian delegation, and the Nigerian Government denied the delegation permission to land. It may be assumed that the

organisation was paying tribute to President TOLBERT's human right to life. This is an important development for an organisation which had not condemned the atrocities of Idi Amin, Bokassa and Nguema because, as Valerie McComie (the first Black to become Secretary General of the Organisation of American States (OAS) put it: «in an effort to maintain unity, the OAU failed to do anything substantive». It would be a tragic irony and retrogressive act, if after the assassination of Walter RODNEY (the one man who has used his talents to promote the Blackman's frontiers of freedom and Human Rights within the arena of Human History) the OAU Heads of States meeting in Freetown (Sierra Leone) were to refrain from condemning his killers and violaters of his right to life. We urge this condemnation and an OAU tribute to Walter RODNEY for the service he has done for African History, African consciousness and the History and consciousness of peoples of African ancestry and the World.

**CONFERENCE ON DEVELOPMENT AND SOCIAL FORMATION IN  
AFRICA : DAKAR, SENEGAL, 2-4 DECEMBER 1980.**

The above international conference unanimously passed the following resolution.

This conference condemns the assassination of Professor Walter RODNEY in Guyana, and calls upon the government of Prime Minister Burnham to bring to justice the criminals who perpetrated this murder.

Dr. Walter RODNEY is a well known African Scholar and fighter for the cause of the masses.

As author of *How Europe Underdeveloped Africa*, he highlighted the exploitation of African peoples and the distortion of African development by the slave trade, the plunder and robbery of African resources by colonialism and the continued underdevelopment of African economies by imperialism.

The conference was attended by more than 40 participants from Africa, North America and Europe.

If you agree with the above statement, please sign it and post it to the following address (also see enclosed letter by Patricia RODNEY).

«Mrs. Patricia RODNEY, Kingston Terrace, St. Micheal, Barbados».

Name.....  
Address.....  
Position.....

Signature..... Date.....

(You can reproduce this resolution so that friends of Walter RODNEY can sign it and send it to Patricia RODNEY).

Abdalla S. BUJRA.





## CODESRIA BOOK SERIES

The first three books of the CODESRIA Book series have now been published and are available:

1. — **INDUSTRIALIZATION AND INCOME-DISTRIBUTION IN AFRICA.** (*Edited by Professor J.F. RWEYEMAMU*).

This book arose from a CODESRIA conference on the above theme held in Cairo in 1976. It contains a general introduction and detailed case studies of many African Countries. It is a very useful source book for teaching in African Universities. It is entirely in English.

Orders should be sent to :

ZED Press, 57 Caledonian Road,  
London NI 9DN.

*Price:* Hard Cover: (pounds 14.95 UK).  
(dollars 25.00 US).  
Paper Back: (pounds 4.95 UK).  
(dollars 9.95 US).

2. — **TECHNOLOGY AND INDUSTRIALIZATION IN AFRICA. TECHNOLOGIE ET INDUSTRIALISATION EN AFRIQUE.** (*Edited by Professor F. YACHIR*).

This book is based on a CODESRIA/ATE conference held in Algiers in cooperation with CREA in 1979. It contains a general introduction and detailed case studies of various African Countries. It is also a useful source book for teaching in African Universities. It contains articles both in English and in French.

Orders should be sent to:

CODESRIA,  
B.P. 3304, DAKAR.

*Our Price :*

For Africa: (dollars 16 US) including airpostage.  
For Rest of World: (dollars 16 US) including airpostage.

3. — **PATH TO NIGERIAN DEVELOPMENT :** (*Edited by Professor Nnoli*).

This book is based on a seminar of a CODESRIA National Working Group of Nigeria. It is an attempt at evaluating the development experience of Nigeria by Nigerian Social Scientists. It has already been recommended as a text book for teaching at the University of Nigeria, Nsukka. The book is entirely in English.

Orders should be sent to :

ZED Press, 57 Caledonian Road,  
London NI, 9DN.

The Price of this book is not yet communicated to us.

For further informations please write to:

CODESRIA, B.P. 3304,  
Dakar, (Senegal).

## NOTES TO CONTRIBUTORS

All manuscripts should be in duplicate and in a form suitable for sending to the printer. Both copies must be typed in double spacing. Articles should be accompanied by a record of the authors name and affiliation, and by a résumé of 500 words (for translation purposes) giving a clear indication of the nature and range of the results in the paper.

Citations in the text should read thus: (Amin, 1975) or, for specific quotations, (Amin, 1975 pp. 61-62). The convention (Amin, 1975 A), (Amin, 1975 B) should be used if more than one publication by the same author (s) in a particular year is cited. References should be listed in full, alphabetically at the end of the paper in the following style:

Nabudere, D.W. (1978) *Essays in the Theory and Practice of Imperialism*, London, Onyx.

Yachir, F. (1978) «Recherche Economique et Système Mondial Capitaliste : Le Tiers Monde et l'Instrumentalisation de Recherche» *AFRICA DEVELOPMENT* Vol III No. 4.

## NOTES AUX AUTEURS

Les manuscrits doivent nous parvenir en deux exemplaires et prêts à être imprimés. Les deux exemplaires doivent être écrits à interligne double. Doivent être joints à l'article :

- des détails concernant l'auteur : le nom et l'affiliation
- et un résumé de 500 mots (pour traduction éventuelle) donnant une indication précise de la nature de l'article et une vue d'ensemble des résultats atteints.

Les citations à l'intérieur du texte doivent être libellées comme suit : (Amin 1975) ou, dans le cas des citations particulières (Amin, 1975 pp. 61-62). La convention (Amin, 1975 A), (Amin, 1975 B) doit être employée si plus d'une publication du (es) même (s) auteur (s) est citée. La Bibliographie doit être donnée en entier et par ordre alphabétique à la fin de l'article sous la forme ci-dessous :

Nabudere, D.W. (1978) *Essays in the Theory and Practice of Imperialism*, London, Onyx.

Yachir, F. (1978) «Recherche Economique et Système Mondial Capitaliste : Le Tiers Monde et l'Instrumentalisation de la Recherche» *AFRICA DEVELOPMENT* Vol III No. 4.

## ANNUAL SUBSCRIPTION / ABONNEMENT ANNUAL

Institutions 15 US Dollars / 75 FF  
Individuals 12 US Dollars / 60 FF  
Students / Etudiants 7 US Dollars / 35 FF  
Each Issue / le numéro 3.50 US Dollars / 17,50 FF

Subscriptions should be sent to:

**The Editor**  
**CODESRIA, B.P. 3304**  
**DAKAR / SENEGAL.**



**CONTENTS/SOMMAIRE**

**S.A. BUJRA & T. MKANDAWIRE**  
The Evolution of Social Science in Africa: Problems  
and Prospects.

**Claude AKE**  
Sciences Sociales et Développement.

**Paul B. VITTA**  
National Objectives and Inter-University Cooperation  
in Africa : An Unresolved Dilemma.

**A. O. SANDA**  
Social Science and Policy: The Nigerian Experience.

**Ada. A. MERE**  
The Impact of the Social Sciences on the Development and  
Planning of Social Welfare Services in Nigeria.

**S. KODJO**  
Sciences Sociales et Société : Cas du  
Nigéria.

**REVIEWS**

**Timothy M. Shaw**  
Harmonization of African Foreign  
Policies, 1955-1975: The Political  
economy of African diplomacy  
(Boston Univer. Afr. Studies  
No.14), by G.Aforka NWEKE.

**Bernard Founou-Tchuigoua**  
Planification et Développement en Algérie  
1962-1980 par A.  
BENACHENHOU.

On Walter RODNEY